

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BM : Banque Mondiale

CAF : Coût Assurance Fret

CEPAL : Commission Economique Pour l'Amérique Latine

COI : Commission de l'Océan Indien

COMESA : Common Market of Est and Southern Africa

DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté

DTS : Droits de Tirage spéciaux

FAD : Fonds Africain de Développement

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : Free On Board

GATT : General Agreement on Tariffs and Trade

HOS : Hecksher Ohlin Samuelson

IADM : Initiative à l'Allégement de la Dette Multilatérale

IDE : Investissement Direct Etranger

INSTAT : Institut National de la Statistique

IPPTE : Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés

ISE : Industrialisation par Substitution des Exportations

ISI : Industrialisation par Substitution des Importations

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectifs Millénaire pour le Développement

ONG : Organismes Non Gouvernementaux

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PED : Pays En Développement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PVD : Pays en Voie de Développement

SADC : Southern African Development Community

VAN : Valeur Actuelle Nette

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : QUELQUES POINTS DE VUE THEORIQUES DE LA DEPENDANCE

CHAP.I : FORMES DE LA DEPENDANCE

- Section 1. L'impérialisme**
- Section 2. Le néo-colonialisme**
- Section 3. La mondialisation**

CHAP.II : MANIFESTATIONS DE LA DEPENDANCE

- Section 1. Dépendance dans le commerce international**
- Section 2. Dépendance en matière de financement extérieur**
- Section 3. Dépendance industrielle**

PARTIE II : LA DEPENDANCE ECONOMIQUE : Cas de Madagascar

CHAP.I : AMPLEUR DE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE MALGACHE DANS LES ANNEES 2000

- Section 1. Madagascar face au commerce international**
- Section 2. Madagascar en tant que débiteur**
- Section 3. Madagascar face aux IDE**

CHAP.II : LES MESURES ECONOMIQUES EXISTANTES FACE A L'AMPLEUR DE LA DEPENDANCE A MADAGASCAR

- Section 1. Les possibilités malgaches dans le commerce avec l'extérieur**
- Section 2. Les possibilités malgaches face aux problèmes financiers**
- Section 3. Les possibilités malgaches face aux problèmes d'IDE**

CONCLUSION

INTRODUCTION

La dépendance économique extérieure ! C'est un thème qui dénote déjà d'une problématique à résoudre. C'est un thème plutôt banal pour les uns ; plutôt préoccupant pour les autres. Il concerne les relations économiques des pays riches et des pays pauvres du monde.

En matière économique, l'objectif est le développement et la croissance économique. Le développement pouvant se définir comme la transformation des structures démographiques, économiques et sociales en vue d'un mieux être, qui, généralement, accompagnent la croissance; et celle-ci à son tour comme une augmentation soutenue de la production pendant une période longue. Notons qu'au niveau national, les indicateurs de développement et de croissance sont des paramètres très importants (produit intérieur brut, produit national brut, seuil de pauvreté, taux de natalité, Indicateur de développement humain, empreinte écologique, taux de déforestation, etc.). Ils servent à mesurer le niveau de développement d'un pays et sont également établis pour un objectif de comparaison ou d'appréhension des différences entre nations. C'est d'eux que se sont donc découlés les rangs et classements mondiaux: pays du G9, pays émergents, pays en développement.

Les pays pauvres prétendaient toujours aux aides des pays riches. C'est le cas depuis une certaine époque. Du fait de leur difficulté, ils en comptent toujours, en avoir toujours besoin. Ils semblent se heurter dans l'impasse et n'espéraient plus trouver leur sort qu'à travers les appuis financiers et technologiques des grands. Le but en est toujours le même : réduire la pauvreté. Mais est-ce l'unique solution pour le tiers-monde? Cette situation de dépendance ne va-t-elle plutôt lier à fortiori ses victimes dans les époques à venir? Apparemment, c'est le cas. La dépendance économique n'avait presque jamais arrangé les choses dans le sud jusqu'à maintenant. La pauvreté talonne. Avoir obtenu de l'indépendance dans les années soixante ne signifie pas du tout être libéré de ce phénomène.

Concernant Madagascar, il est certain que l'assistance étrangère ne se réduisait plus depuis l'arrivée des français en fin de 19^e siècle. Avec l'emprise de la colonisation, du néo-colonialisme et de la mondialisation, la dépendance a gagné de terrain. Le manque de capitaux et les retards technologiques ont pesé sérieusement, notamment sur l'économie du

pays. Les poids en sont lourds. Par exemple, au niveau du commerce extérieur (en 2012): plus de 95% des produits d'exportation malgache sont des produits naturels ou primaires, ce qui met en évidence les besoins technologiques du pays (à plus de 95% aussi). Au niveau financier, avec les encours de la dette publique (1.401,1 millions de DTS en 2011), les enveloppes concédées par les bailleurs mais aussi les fuites de capitaux enregistrées (849,3 millions de dollars en 2008), on constate un grand besoin du pays d'un financement extérieur. Enfin, au niveau des investissements, le pays prétendait toujours à l'arrivée massive des investisseurs étrangers à cause des technologies de production non en main, des emplois pour les citoyens et surtout pour le développement socio-économique en général. On enregistre les stocks d'IDE à 9.405,7 milliards d'Ariary en 2010 et à 11.045,5 en 2011.

La dépendance économique enchaîne Madagascar. Mais malgré cela, il y a des mesures disponibles de réduction. Celles-ci ne sont pas nouvelles. Elles sont destinées non pour l'autarcie, mais pour honorer effectivement toutes intentions au développement. Il y a par exemple, la bonne gouvernance, le protectionnisme, l'industrialisation par substitution d'importation, la création monétaire, les incitations aux investisseurs étrangers, etc. La dépendance économique est vraiment à diminuer de sorte que les étrangers ne continuent à dominer sur les richesses du pays et ne s'immiscent toujours dans ses affaires internes. Soutenir cela fait l'objet de ce mémoire.

Alors, pour bien entamer notre objectif, on va se focaliser sur les théories : formes et manifestations de la dépendance économique. Il s'agit de voir et comprendre d'un côté les phénomènes de l'impérialisme, du néo-colonialisme et de la mondialisation, et de l'autre côté la dépendance commerciale, financière et industrielle. Ensuite, en seconde partie, nous allons nous concentrer sur Madagascar; montrer que la grande dépendance demeure eu égard au manque de volonté des autorités publiques. Cette partie se subdivisera donc en deux chapitres qui auront respectivement l'objet de constater et d'analyser l'ampleur de la dépendance économique d'une part et d'avancer les mesures économiques disponibles et possibles pour la réduction de ce phénomène d'autre part. Evidemment, nous soutenons l'idée que Madagascar peut disposer, se lever et aller de l'avant avec les atouts et les potentiels du territoire. L'énorme dépendance qui se côtoie avec le vent de la mondialisation n'est pas du tout ni une situation insurmontable, ni une impasse. Néanmoins, il y a des choses à prendre vraiment en main, des efforts à déployer. On se rappelle de cette affirmation « après la montée vient la descente ». Ce serait toujours une vérité qui n'arrive pas par hasard sauf miracle.

PARTIE I: QUELQUES POINTS DE VUE THEORIQUES DE LA DEPENDANCE

Dans cette partie, nous allons montrer que la dépendance n'est pas récente ni quelque chose de nouveau. Elle a existé depuis la nuit des temps. C'est sa forme qui a évolué au fil des années aussi bien que les théories qui ont sous-tendu les études qui s'y rapportent.

Ainsi, nous allons voir dans un premier chapitre les formes prises par la dépendance dans le temps ; voir les phénomènes de l'impérialisme, du néo-colonialisme et de la mondialisation.

En second chapitre, on va expliciter ses manifestations dans le cadre de la vie économique tant national qu'international. En effet, en matière économique, la dépendance peut se manifester dans les relations commerciales d'un pays avec le reste du monde, également en matière de financement extérieur mais aussi au niveau des exploitations productives que sont les IDE.

CHAP. I : FORMES DE LA DEPENDANCE

Pour analyser un problème ou un phénomène, déterminer son mécanisme est nécessaire. Il s'agit de voir ses causes, ses caractéristiques et ses conséquences. Dans ce chapitre, nous allons voir les formes de la dépendance à travers les faits historiques et théoriques que sont l'impérialisme, le néo-colonialisme et la mondialisation.

Section 1. L'impérialisme

A la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, le capitalisme s'est engagé dans un nouveau stade. L'impérialisme. Voyons clairement la définition et les traits caractéristiques de ce terme.

§1. Définition

L'impérialisme est la politique d'un pays qui cherche à conserver ou à étendre sa domination sur d'autres peuples ou d'autres territoires. D'après Lénine, « *l'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes¹.* ». On note alors que l'impérialisme se base sur toutes les lois économiques du capitalisme (propriété capitaliste des moyens de production, production de la plus-value que s'approprient les capitalistes, exploitation du travail salarié par le capital) et s'effectue au niveau des pays du monde mais pas dans un seul pays ou un territoire donné. Lénine a encore dit : « *Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales.²* ».

§2. Les traits caractéristiques de l'impérialisme

§2.1. La concentration de la production et du capital

¹V. LENINE ; *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions de Pékin, 1916, p. 37

² *Ibid.* p.42

Vers le milieu du 19^e siècle, on assistait à un essor considérable de la science et de la technique. Il y avait eu développement impétueux de la production matérielle (existence de nouveaux types de moteurs, de nouveaux procédés dans la sidérurgie, apparition de nouveaux types de transports et de télécommunications, etc.). C'était l'époque de la révolution industrielle européenne. Le capitalisme a pris un nouveau degré de développement. D'importantes mutations techniques et structurelles se produisent dans l'industrie, ce qui détermine l'importance croissante des grandes entreprises. Les conditions de la concurrence entre entreprises capitalistes se modifient au profit des gros industriels, au détriment des petits et moyens industriels qui se ruinent. Les crises économiques de surproduction sont de plus en plus fréquentes, le chômage augmente. La concurrence acharnée débouche nécessairement sur une concentration toujours plus poussée de la production : les moyens de production, la main-d'œuvre, la production sont concentrés dans des proportions croissantes dans des entreprises monopoles capitalistes, par des géants de l'industrie. Les monopoles prennent des formes différentes dont les principales sont : cartel, syndicat, trust, konzern. Selon Lénine, « *les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : 1) Années 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels; cependant ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIX^e siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.*³ ».

§2.2. Le capital financier et l'exportation du capital

La concentration de la production et la formation de monopoles industriels ont abouti à la création de monopoles bancaires, du capital financier, qui est le capital monopoliste industriel ayant fusionné avec le capital monopoliste banquier. Lénine a dit : « *concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.*⁴ ». Le capital financier est concentré par l'oligarchie financière, petit groupe privilégié de la bourgeoisie qui domine toutes les branches de l'économie et qui joue, par conséquent, un grand rôle dans la politique également.

³ *Ibid.* p.8

⁴ *Ibid.* p.19

La fusion du capital bancaire et du capital industriel a fini par créer des géants qui étaient à l'étroit dans leurs propres pays, ce qui n'a fait qu'exacerber la contradiction entre l'accroissement du capital et les possibilités de placements avantageux sur le marché intérieur. Le capital est exporté à l'étranger, essentiellement vers les pays sous-développés pour y implanter des filiales des groupements monopolistes qui font main basse sur les richesses naturelles de ces pays, exploitent leur main-d'œuvre bon marché. Une précision : « *Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux.*⁵ ».

§2.3. Le partage économique et territorial du monde

L'exportation de capitaux engendre la formation de groupements monopolistes internationaux qui fonctionnent à l'échelle de régions entières ou de l'ensemble du monde capitaliste. A l'époque de l'impérialisme, le partage économique et territorial du monde a abouti à la formation d'empires coloniaux, fondés sur une exploitation forcenée, par les métropoles, des pays colonisés et dépendants. Lénine a précisé dans son ouvrage: « *Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.*⁶ ». Le système colonial du capital monopoliste était un système gigantesque d'esclavage colonial s'étendant à une immense partie du globe. Mais dans les années 50 – 60, il y avait eu effondrement du système dû à des révolutions de libération nationale; et c'était au tour du néo-colonialisme de prendre la relève. Les méthodes d'exploitation ont changé d'apparence.

⁵ *Ibid.* p.25

⁶ *Ibid.* p.34

Section 2. Le néo-colonialisme

Au lieu d'encore user les méthodes anciennes pour opprimer les peuples qui ont désormais acquis leur souveraineté, les impérialistes ont opté pour de nouvelles méthodes et formes d'exploitations enveloppées sous le terme « néo-colonialisme ».

§1. Définition

Le néo-colonialisme désigne une nouvelle forme d'exploitation venue après le colonialisme. Il caractérise une politique poursuivie par les anciennes puissances coloniales dans leurs rapports avec leurs anciennes possessions devenues souveraines. Cette politique tend à maintenir ou à rétablir sous un aspect nouveau les territoires dominés dans une certaine dépendance, généralement par l'intermédiaire de liens économiques. Il se distingue du colonialisme en ce qu'il met en présence des Etats politiquement souverains et que la domination recherchée se situe principalement dans le domaine économique. B. Fischer a justement précisé : « *Le néo-colonialisme se distingue ainsi du colonialisme par le caractère souverain de chacun des Etats engagés dans ces relations. Cependant, si la référence sémantique au colonialisme est conservée pour qualifier les rapports interétatiques après les indépendances, c'est bien pour insister sur leur caractère toujours inégal. L'indépendance n'est que politique et le néo-colonialisme renvoie, quant à lui, aux différentes formes de domination pourtant perpétuées, notamment celle économique.*⁷ ».

§2. Les traits caractéristiques du néo-colonialisme

§2.1. La notion de « l'aide »

Dans la pratique du néo-colonialisme, les Etats impérialistes ou les organisations internationales aident le pays en développement soit en leur accordant des prêts à des taux d'intérêt relativement bas, soit en leur octroyant des subventions financières, soit en construisant des ouvrages industriels ou administratifs qui leur sont offerts. Très souvent toute action économique des pays impérialistes à l'égard des pays en développement est présentée comme une aide aux peuples des pays qui souffrent d'un retard dans le développement économique. Mais ces aides sont octroyées afin d'exercer une forme moderne d'exploitation telles que l'arrivée des investisseurs, main basse des matières premières, main-d'œuvre à bon marché, etc. C. Bogojavlenski a bien précisé dans son livre que : « *la politique d'aide,*

⁷ B. FISCHER ; *Néo-colonialisme*, art. Pdf, 2012, p.1

l'exportation des capitaux, les mesures technico-économiques, le commerce étaient les moyens entre les mains des anciens colonialistes pour maintenir leurs positions ébranlées.⁸».

§2.2. La réorientation sectorielle des investissements étrangers

Si, dans le passé, les capitaux étrangers étaient principalement placés dans l'agriculture, le commerce, l'industrie minière, la situation a changé. Premièrement, les Etats impérialistes ont dirigé une part sans cesse accrue des investissements vers la transformation des matières premières dans les pays en développement eux-mêmes. Y. Popov précise que : *« dans un grand nombre des pays en voie de développement, des entreprises de sidérurgie et de métallurgie des métaux non ferreux, des usines de transformation primaire du pétrole, des entreprises chimiques, etc., ont été mises en chantier ou sont déjà en exploitation grâce à la participation du capital étranger. Cela permet aux pays impérialistes et aux monopoles capitalistes de s'approprier de nombreux semi-produits indispensables (métaux, produits chimiques, etc.) fabriqués par la main-d'œuvre bon marché des pays en voie de développement.⁹»*. Deuxièmement, une partie considérable des capitaux étrangers est investie dans certaines branches de l'industrie de transformation des pays en développement. Il s'agit, avant tout, des secteurs qui exigent beaucoup de main-d'œuvre capable de fabriquer des articles classiques tels que, par exemple, textiles, vêtements, vaisselle, chaussures, etc. Selon Y. Popov, *« en augmentant la part des investissements dans les industries de transformation des pays en voie de développement, le néo-colonialisme contemporain poursuit plusieurs objectifs essentiels : préparer et conquérir les marchés de ces pays pour écouler les marchandises fabriquées par les filiales des monopoles internationaux, empêcher l'industrialisation de ces pays et enfin, accroître l'exportation des marchandises produites dans les filiales des firmes internationales en direction des pays capitalistes. Une technologie de pointe et une main-d'œuvre à bon marché leur permettent de vendre avec profit leurs marchandises malgré les taxes douanières relativement élevées.¹⁰»*. Et troisièmement, il y a aussi investissements dans certains secteurs des constructions mécaniques. Selon toujours Y. Popov, *« la création d'entreprises de construction mécanique dans les pays en voie de développement revêt, elle aussi, les traits caractéristiques du néo-colonialisme. Mais il faut souligner que les monopoles internationaux ne construisent pas dans ces pays d'entreprises qui puissent fabriquer des équipements techniques, des machines-outils, etc. Nul n'ignore,*

⁸ C. BOGOJAVLENSKI ; *Le néo-colonialisme et l'Afrique dans les années 70*, Moscou, MISL, 1978, p.47

⁹ Y. POPOV ; *Premières notions d'économie politique*, Moscou, éditions du progrès, 1984, p.96

¹⁰ *Ibid.* p.98

pourtant, que les pays en voie de développement en ont un besoin urgent. C'est justement dans ce domaine que se manifeste leur grande dépendance vis-à-vis des pays capitalistes développés.¹¹ ».

§2.3. Autres formes de néo-colonialisme

Afin de maintenir leurs intérêts, les Etats impérialistes ont aussi utilisé d'autres moyens. Par exemple, la vente de produits technologiques à des prix très élevés, la vente d'armes et la formation des cadres. Ils ont ainsi plus de mainmise sur l'économie et la richesse des pays en voie de développement. Y. Popov a écrit : « *L'industrie des pays en voie de développement est de plus en plus liée à la technologie, à la technique et à toute la production des pays capitalistes développés. C'est justement sur cette base que se crée la dépendance des pays en voie de développement vis-à-vis de l'impérialisme dans le domaine de la technique et de la technologie, dépendance qui a été baptisée "néo-colonialisme technologique"*¹² ». C'est à propos de la vente de produits technologiques mais en ce qui concerne la vente d'armes, il a noté dans son ouvrage que : « *La vente des armes et du matériel de guerre aux pays en voie de développement occupe une place à part dans la stratégie du néo-colonialisme contemporain. La tactique des néo-colonialistes reste dans ce domaine la même. Pratiquant la politique traditionnelle du colonialisme "diviser pour régner", ils attisent artificiellement les conflits entre les pays en voie de développement et leur proposent, ensuite, des armes modernes.*¹³ ». Et concernant la formation des cadres, c'est dans le but d'accaparer ceux qui sont perspicaces. Le même auteur note que : « *Les pays impérialistes cherchent, d'une part, à entraver la formation des techniciens nationaux pour les pays en voie de développement et de l'autre, à attirer les spécialistes les plus compétents de ces pays.*¹⁴ ».

Le néo-colonialisme reste inévitable pour les pays anciennement colonisés. Mais due notamment à la technologie, la mondialisation semble être aussi le même.

¹¹ *Ibid.* p.99

¹² *Ibid.* p.100

¹³ *Ibid.* p.101

¹⁴ *Ibid.* p.102

Section 3. La mondialisation

Au fur et à mesure que les époques ont passées, les moyens de communication ont évolué: moyens de transport, moyens de télécommunication, etc. Les relations mondiales se sont étendues. C'est l'objet principal de la mondialisation.

§1. Définition

Le terme mondialisation désigne « *un processus historique par lequel des individus, des activités humaines et des structures politiques voient leur dépendance mutuelle et leurs échanges matériels autant qu'immatériels s'accroître sur des distances significatives à l'échelle de la planète. Elle consiste en l'interdépendance croissante des économies et contribue à l'expansion des échanges et des interactions humaines.*¹⁵ ». Sous l'aspect économique, la mondialisation se caractérise donc par le développement des échanges de biens et de services ; sous l'aspect politique, par le développement d'organisations internationales et d'ONG ; sous l'aspect culturel, par l'expansion de différentes cultures ; et sous l'aspect sociologique, par l'essor de la communication humaine.

Y. El Kadiri voit aussi la définition de la mondialisation comme « *une vague de libéralisation des échanges, des investissements et des flux de capitaux ainsi que l'importance croissante de tous ces flux et de la concurrence internationale dans l'économie mondiale ; mais qui implique aussi un essor des échanges socioculturels entre les différentes régions de la planète, la prolifération d'ONG, de réseaux et d'associations de toutes sortes qui s'organisent sur une base transnationale.*¹⁶ ». En une phrase, on peut alors définir la mondialisation comme étant le développement des relations mondiales dans tous les niveaux.

§2. Historique de la mondialisation économique

À l'époque moderne, la mondialisation a connu un début d'essor vers la fin du 19^{ème} siècle¹⁷, principalement entre les pays qui sont industrialisés ou riches de nos jours. Pour bon

¹⁵ In www.wikipedia.fr

¹⁶ Y.EL KADIRI ; *Rapport du module environnement-Mondialisation*, art. Pdf, 2003, p.3

¹⁷ D'après Y. El Kadiri, « *l'apparition du chemin de fer et la révolution maritime, possibles grâce à la machine à vapeur, permettent l'apparition d'un marché mondial. La baisse du coût des transports encourage des flux*

nombre de ces pays, le volume des flux commerciaux et des marchés de capitaux par rapport au PIB s'est rapproché ou a dépassé celui qu'ils ont connu ces dernières années. Ce pic de mondialisation s'est inversé au cours de la première moitié du 20ème siècle, une période marquée par un protectionnisme grandissant, en raison des conflits nationaux et entre les grandes puissances, de guerres mondiales, de révolutions, d'idéologies autoritaristes grandissantes et d'une instabilité politique et économique massive¹⁸.

Ces 50 dernières années ont été une nouvelle fois placées sous le signe d'une intensification de la mondialisation. Les relations internationales ont été plus paisibles (en tout cas, par rapport à la première moitié du siècle), grâce à la création et à la consolidation du système des Nations Unies, un outil de résolution pacifique des différends politiques entre les Etats et, à des institutions telles que le GATT (aujourd'hui l'OMC), qui fournissent aux pays un ensemble de règles leur permettant de gérer leurs politiques commerciales¹⁹.

Le rythme de l'intégration économique internationale s'est accéléré dans les années 80 et 90 alors que tous les gouvernements procédaient à une réduction des barrières politiques entravant le commerce et les investissements internationaux. L'ouverture au monde extérieur s'inscrit dans le cadre d'une tendance plus générale axée sur une dépendance accrue aux marchés et aux entreprises privées. Mais notons aussi que la mondialisation a également été encouragée par le progrès technologique, qui réduit les coûts de transport et des communications entre les pays. La chute spectaculaire du prix des télécommunications, du traitement, du stockage et de la diffusion des informations, permet de repérer et de conclure des opportunités commerciales dans le monde entier, de coordonner les opérations menées dans des endroits lointains ou de commercialiser en ligne des services qui auparavant n'étaient pas commercialisables du tout à l'échelle internationale. Selon J.A.Ocampo et J.Martin, « *les*

commerciaux nouveaux, d'abord interrégionaux puis internationaux » (Rapport du module environnement-Mondialisation, art. Pdf, décembre 2003, p.4).

¹⁸ « *La première phase de mondialisation, qui s'étend de 1870 à 1913, a été caractérisée par une forte mobilité des capitaux et de la main d'œuvre, de même que par un essor commercial fondé moins sur le libre échange que sur la réduction des coûts de transports. Cette phase de mondialisation a été interrompue par la Première Guerre mondiale, qui a marqué le début d'une période marquée, en premier, par l'impossibilité, dans les années 20, de renouer avec les tendances qui avaient caractérisé l'étape antérieure et une nette régression du phénomène de la mondialisation dans les années 30* » (J.A.Ocampo & J.Martin ; *Mondialisation et développement- un regard de l'Amérique latine et des caraïbes*, art. Pdf, Santiago du Chili, 2005, p.15).

¹⁹ « *La mondialisation contemporaine, postérieure au second conflit mondial s'effectue par un retour au principe du libre échange, sous l'égide de Roosevelt ; les accords du GATT dont signés en 1947 : ce sont des dispositions concernant les tarifs douaniers et le commerce* » (Y. El Kadiri ; *Op.cit.*, p.5)

*progrès accomplis dans les domaines du transport, de l'information et des communications s'inscrivent dans un contexte plus vaste d'innovations technologiques qui ont engendré des percées sans précédent en matière de productivité, de croissance économique et de commerce international.*²⁰». Grosso modo, la mondialisation économique actuelle s'inscrit dans le cadre du développement du commerce international, de l'augmentation du flux de capitaux et de l'accroissement de l'investissement direct étranger (IDE).

§3. Les acteurs actuels de la mondialisation

Ce bref aperçu de l'histoire de la mondialisation met en lumière les organismes ci-dessous, influençant l'évolution des échanges mondiaux²¹.

- L'Etat

L'Etat demeure un acteur principal de l'ouverture au monde, de par la mission qui lui est confiée : défense de l'intégrité territoriale, définition et mise en œuvre d'une politique économique cohérente, participation à la négociation et à l'établissement des règles qui régissent les différentes formes d'échanges internationaux.

- La Banque Mondiale

La mission de la Banque Mondiale est d'encourager les pays pauvres à réaliser leur potentiel économique et à s'insérer dans la dynamique mondialiste, au moyen d'un soutien financier.

- Le Fond Monétaire International (ou FMI)

Il veille au bon fonctionnement du système monétaire international, principal pilier des échanges commerciaux.

- L'Organisation Mondiale du Commerce

Pièce maîtresse du processus de par son engagement profond dans la libéralisation progressive des échanges commerciaux.

²⁰ J.A.OCAMPO & J.MARTIN ; *Op.cit.*, p.16

²¹ Notons bien qu'« *Au niveau économique, les pays les plus pauvres restent largement en dehors du processus de mondialisation. Celui-ci requiert en effet des institutions stables, un respect du droit, de la propriété privée, une absence de corruption ainsi qu'un certain développement humain (santé et éducation) que ne présentent pas la plupart de ces pays. Leur ressource économique principale, l'agriculture, reste dominée par les stratégies protectionnistes des pays riches, sauf pour les cultures propres aux pays pauvres* ». (In www.wikipedia.fr).

§4. La contestation altermondialiste²²

On retient aujourd'hui de plus en plus l'appellation « altermondialiste » pour signifier que le mouvement ne s'oppose pas à la mondialisation en général, mais à la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui. Ce mouvement est présent dans la plupart des pays du monde. Son objet est clair : il s'oppose de manière explicite à la mondialisation telle qu'elle se développe aujourd'hui par l'action des firmes transnationales et celle des organisations mondiales comme le F.M.I. ou la Banque mondiale.

L'altermondialisme a pris place au nom de valeurs universalistes, par exemple protection de dignité des personnes (par exemple, dans la lutte contre le travail des enfants), protection de l'environnement pour les générations futures (dans la lutte contre la déforestation) ou lutte contre les inégalités générées par les stratégies de développement adoptées par les firmes transnationales. Le mouvement altermondialiste réunit des revendications extrêmement diverses et fédère donc des actions collectives qui peuvent être très disparates. Le point commun est la dénonciation du pouvoir jugé exorbitant des firmes transnationales : celles-ci, grâce à leur pouvoir économique, imposent des décisions qui devraient relever, aux dires des altermondialistes, du domaine politique et du débat démocratique.

Concernant leurs méthodes d'action, on note que celles-ci sont aussi variées que leurs revendications. Elles visent toujours à rendre les actions visibles, en particulier au niveau des médias, de manière à informer le plus de monde possible. Notons qu'Internet joue un rôle de plus en plus important dans le domaine de la popularisation de ces luttes (diffusion de l'information sur de très nombreux sites, mais aussi actions collectives via le net: signature de pétitions, blocage des sites officiels, etc....).

²² « La contestation a fait son apparition sur le devant de la scène médiatique avec le choc de Seattle en Novembre 99. Présente au congrès de Washington (Avril 2000), Prague (Septembre 2000), Nice (Décembre 2000), Québec (Avril 2001), Göteborg (Juin 2001), Gènes (Juillet 2001) et Florence (Novembre 2002), cette mouvance est représentée par des groupes tels que Amnesty International, Attac, la Confédération paysanne ou encore Greenpeace. Persuadée qu'il existe une alternative économique plus équitable, cette idéologie trouve un moyen d'expression dans les manifestations violentes, les coups médiatiques, et la proclamation d'idées fortes. Aujourd'hui, les antimondialistes se regroupent partout où le G8, le FMI, la Banque Mondiale, l'OTAN ou l'Union européenne se réunissent ». (Y. El Kadiri ; *Op.cit.*, p.10)

Mais ce mouvement altermondialiste a-t-il créé du changement social ? La réponse est positive notamment au sein des pays industrialisés: par exemple, les firmes transnationales ont dû prendre en compte les critiques sur le travail des enfants (certaines ont même réussi à en faire un argument de vente dans leur publicité) et pour les enfants en question et leurs familles, cela change évidemment quelque chose. Le mouvement altermondialiste a également créé des solidarités transnationales tandis-que les mouvements sociaux traditionnels se limitent pratiquement toujours au cadre national.

Voilà donc en général les formes de la dépendance économique extérieure. Dans le chapitre suivant, on va voir ses manifestations.

CHAP. II : MANIFESTATIONS DE LA DEPENDANCE

Selon les théories, la dépendance peut être aussi appréhendée par ses manifestations. En premier lieu, par les relations dans le commerce international; en second lieu, par les accords financiers bilatéraux; et en dernier lieu, par les relations industrielles. L'évolution en poids de ces manifestations permet de connaître l'évolution de la dépendance économique d'un pays vis-à-vis de l'étranger.

Section 1. Dépendance dans le commerce international

Les PED sont dominés dans le commerce international. Ils n'ont pas le choix. Ce sont les pays développés qui ont la mainmise. L'imposition et le monopole leur appartiennent. Voyons ici les théories économiques concernant ce type de commerce.

§1. Définition

Selon A.Betoiné et A.Cazorla, « *Au sens strict, le commerce international concerne les opérations d'achat et de vente de marchandises (c'est-à-dire de biens physiquement identifiables) réalisés entre espaces économiques nationaux. Il est mesuré (en valeur ou en volume) par le montant total des exportations ou des importations de marchandises qui sont enregistrées dans la balance commerciale. La différence entre la valeur des exportations et celle des importations constitue le solde commercial. Au sens large, le commerce international inclut les transactions internationales qui portent sur des activités de services- transports, assurance, tourisme, etc. Les échanges internationaux de biens et de services sont comptabilisés dans le compte des transactions courantes de la balance des paiements.*²³ ».

§2. Les thèses mercantilistes

Pour le mercantilisme, le commerce extérieur est une source essentielle de la richesse d'un pays. La puissance d'une nation dépend de sa richesse matérielle, elle-même assimilée aux métaux précieux. Seul le commerce extérieur, en dégagant un solde excédentaire peut attirer l'or et l'argent dans le pays. Il suffit de limiter les importations et d'accroître les exportations; le protectionnisme est donc nécessaire.

²³ A.BETOINE & A.CAZORLA; *Dictionnaire des sciences économiques*, Paris, Armand Colin, 2002, p.56

Dans l'optique mercantiliste, le commerce international est un jeu à somme nulle: les métaux précieux qui sortent d'un pays par le canal des importations entrent dans un autre pays grâce à ses exportations. Le gain de l'un équivaut à la perte de l'autre.

§3. Les analyses de l'école classique

Dès la fin du 18^e siècle, A.Smith (1723-1790) expose le premier une analyse en termes d'avantages absolus justifiant le libre-échange. Par la suite, D.Ricardo (1772-1823) améliorera et approfondira la théorie d'A.Smith. Les auteurs libéraux sont partisans du libre-échange, car ils y voient une source d'accroissement des richesses. Pour eux, la « loi du marché », naturelle et autorégulatrice, doit jouer pleinement aussi bien au niveau international qu'au niveau des différents marchés internes. Il en résultera une affectation optimale des ressources productives entre pays et à l'intérieur de chaque pays puisque ce dernier consacra ses facteurs de production aux utilisations les plus efficaces.

§3.1. La théorie des avantages absolus (A.Smith)

Selon A.Smith, si un pays est plus efficace dans la production d'un bien par rapport à son partenaire qui est plus efficace dans la production d'un autre bien, l'échange devient possible. Chacun a intérêt à se spécialiser dans la production de la marchandise pour laquelle il dispose d'un avantage et à échanger ce bien contre celui produit par son partenaire.

Voici un exemple, sachant qu'un jour de travail par homme actif permet de produire une certaine quantité de produits.

Tableau : Production des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en Blé et en textile

	Etats-Unis	Grande-Bretagne
Blé	2 unités	1 unité
Textile	4 unités	6 unités

Notons de ce tableau 1 qu'un avantage absolu met en avant une différence de productivité (du travail). Elle est à l'origine du commerce international selon A.Smith.

En l'absence de commerce international, le rapport d'échange du blé contre le textile est de 1/2 aux E.U. et de 1/6 en G.B.

La production mondiale de blé est de 3 unités, celle du textile est de 10 unités en l'absence de commerce international.

Supposons maintenant que chaque pays se spécialise dans la production pour laquelle il dispose d'un avantage absolu.

Tableau : Les avantages absolus des deux pays

	Etats-Unis	Grande-Bretagne
Blé	2 unités (Avantage absolu)	1 unité
Textile	4 unités	6 unités (Avantage absolu)

Dans ce cas, les Etats-Unis vont se spécialiser dans la production de blé et pourront produire 4 unités (le travailleur du textile abandonne son travail pour travailler dans l'agriculture). La Grande Bretagne va se spécialiser dans la production du textile et va produire 12 unités (l'agriculteur abandonne sa production pour travailler le textile). On a:

Tableau : Production après spécialisation

	Etats-Unis	Grande-Bretagne
Blé	4 unités	0 unité
Textile	0 unité	12 unités

On remarque qu'après spécialisation, les productions mondiales ont augmenté. Pour le blé, ça devient 4 unités au lieu de 3 et pour le textile 12 unités au lieu de 10.

Cette spécialisation va permettre aux ressources économiques de chaque nation d'être utilisées plus efficacement qu'auparavant, et la production des 2 biens peut être augmentée. Si on échange le produit d'un jour de travail :

- Pour les Etats Unis : on pourra vendre 2 unités de blé à la Grande Bretagne (utilisation du travailleur qui fabriquait le textile) contre 6 unités de textile. On gagne alors 2 unités de textiles par rapport à la situation autarcique

- Pour la Grande Bretagne : on va échanger 6 unités de textiles produites par l'ancien agriculteur contre 2 unités de blé. On gagne donc une unité de blé par rapport à la situation antérieure.

Il est donc avantageux de commercer avec un pays étranger lorsqu'on est plus productifs chacun dans un domaine.

Selon Henri-F.Henner, « *la théorie de l'avantage absolu de Smith montre l'intérêt qu'un pays peut trouver en développant les activités pour lesquelles il dispose d'une forte (plus forte) productivité du travail que ses concurrents. Cependant, un pays dont la productivité serait inférieure dans les deux productions, ne pourrait participer à l'échange international, puisqu'il serait conduit, dans la logique de Smith, à importer tous les produits nécessaires à sa consommation. C'est ce problème que Ricardo saura résoudre, en montrant qu'un pays désavantagé pour les deux produits tire malgré tout un gain de l'échange : le modèle de l'avantage comparatif deviendra une des bases de la théorie économique.*²⁴ ».

§3.2. La théorie des avantages comparatifs de Ricardo

L'exemple célèbre proposé par Ricardo met en relation l'Angleterre et le Portugal, produisant tous deux du vin et des draps. Les coûts de production (en heures de travail) sont les suivants :

Tableau : Coûts de production (en heures de travail)

	Portugal	Angleterre
Vin (un tonneau)	80 heures	120 heures
Drap (un mètre)	90 heures	100 heures
Coûts comparatifs	80/90 = 0,88	120/100 = 1,2

Le Portugal dispose d'une supériorité totale (dans tous les secteurs) sur l'Angleterre. Dans l'interprétation smithienne basée sur l'avantage absolu, le commerce entre les deux pays est alors impossible.

L'apport de Ricardo est d'avoir démontré que le commerce entre les deux pays est néanmoins possible et que la spécialisation est bénéfique pour les deux pays. Le Portugal

²⁴ Henri-F.HENNER ; *Commerce international*, Paris, Montchrestien, 1992, p.42

trouve un avantage à se spécialiser dans la production où sa supériorité est la plus grande (la viticulture), tandis que l'Angleterre exportera le bien dans la production duquel son infériorité est moindre comparativement (la production drapière).

En exportant un tonneau de vin, les vigneron portugais peuvent espérer obtenir éventuellement jusqu'à 1,2 mètre de drap qui correspond au prix auquel s'échange le drap contre le vin en Angleterre. La même constatation peut être faite simultanément pour les drapiers britanniques qui peuvent eux aussi gagner plus en exportant leur drap. Il est donc avantageux pour les deux pays d'engager des relations commerciales et de se spécialiser. Un commerce large et sans restriction (libre-échange) permet aux deux pays d'améliorer simultanément leur situation (d'accroître leur bien-être). Par conséquent, il en résulte un gain pour l'ensemble des deux pays et, par extension, à l'échelle mondiale.

§4. L'analyse néoclassique du commerce international

Après la théorie ricardienne des avantages comparatifs, la deuxième grande théorie du commerce international est formulée par Paul Samuelson en 1941 dans un article de *Review of Economic Studies*, "Protection and real Wages". Désormais, elle sera connue sous le nom de « théorème HOS », du nom de ses trois auteurs. En effet, Samuelson ne fait que compléter une théorie déjà avancée par le suédois Eli Hecksher en 1919, et formulée une première fois par son concitoyen Bertil Ohlin en 1933 (*Interregional and international Trade*, Harvard University Press, Cambridge).

§4.1. Le théorème HOS

Ces trois auteurs se sont inspirés du théorème de Ricardo. Ils visent à expliquer les divers échanges internationaux entre les différents pays en fonction de leurs facteurs de production, qu'ils soient abondants ou rares. Il y est déduit qu'il est préférable que les pays se spécialisent dans une activité de production où ils possèdent des facteurs de production en abondance. De plus, il leur sera conseillé d'exporter les biens qu'ils possèdent en abondance et donc, d'importer les biens qu'ils ne peuvent produire par manque de facteurs.

Par exemple, au 18^e siècle, l'Angleterre était fortement dotée en capital et pauvre en surface cultivable, tandis que l'Australie était bien pourvue en terre cultivable et pauvre en

capital. En conséquence, l'Australie doit se spécialiser dans le domaine agricole, exigeant en terre cultivable et l'Angleterre dans les produits manufacturés, avec une production fortement capitaliste. Autre exemple: la Chine, qui est riche en facteur travail, a intérêt à se spécialiser dans une industrie qui demande une forte main-d'œuvre, comme l'industrie textile. L'échange international a donc lieu quand les dotations relatives en facteurs de deux pays sont différentes. Et cet échange permet de remédier aux "raretés relatives" en fonction des facteurs de production.

Le modèle HOS permet de conserver la "fixité" des facteurs de production. Il englobe aussi les hypothèses de la concurrence pure et parfaite. Ainsi, si le système HOS est bien appliqué, il devrait y avoir une uniformisation du taux d'intérêt, des taux de salaire et des prix des biens. Cependant, cela n'est pas le cas dans tous les pays. En effet, si l'on observe de plus près le système économique américain, on se rend compte que les Etats-Unis ne fonctionnent pas de la même manière. Leontief en a montré.

§4.2. Le théorème de Rybczynski

Pour Rybczynski (1955), lorsque la dotation factorielle d'un pays évolue, la spécialisation du pays va se déformer en direction du bien intensif dans le facteur qui augmente. « *En spécialisation partielle, le prix relatif des biens étant donné, une augmentation de la dotation d'un facteur de production implique une croissance plus que proportionnelle du secteur qui utilise intensivement ce facteur. La production de l'autre secteur diminue.*²⁵ ».

De ce fait, lorsqu'un pays connaît une croissance d'un facteur, c'est la production du bien intensif en ce facteur qui croît au détriment de l'autre bien ; le pays obtient ainsi un glissement de son avantage comparatif en faveur de ce produit.

Un accroissement du capital engendrera l'apparition d'avantages comparatifs dans les produits intensifs en capital. Un pays à forte croissance peut ainsi monter l'échelle des avantages comparatifs et voir sa spécialisation glisser de produits intensifs en travail vers des produits intensifs en capital comme ce fut le cas pour le Japon et les nouveaux pays industrialisés (NPI) qui ont connu ce type d'évolution.

²⁵ A.DIRER ; *Théories du commerce international*, art. Pdf, 2008, p.131

§4.3. Paradoxe de Leontief

Partant du fait que les États-Unis étaient en principe mieux dotés en capital que le reste du monde, Leontief (prix Nobel 1973) calcule à l'aide de la matrice input-output (tableau mathématique de comptabilité économique montrant les entrées-sorties d'un pays) les contenus en travail et en capital des exportations et importations américaines pour l'année 1947. Or, les résultats obtenus montrent l'inverse de ce qui était attendu: les États-Unis exportent des biens qui nécessitent beaucoup de travail et importent des biens relativement capitalistiques.

Partant de ce paradoxe, Leontief a cherché à comprendre pourquoi les États-Unis allaient à l'encontre du théorème HOS. Il a découvert qu'il fallait prendre en compte la qualité du travail. En effet, par leur formation, les Américains offrent une qualité de travail supérieure au Mexique et, ainsi, une meilleure productivité²⁶. Les États-Unis exportent donc leur travail, car plus productif, mais aussi leur capital. Ils ne rentrent pas entièrement dans le théorème HOS car ils ne sont pas spécialisés dans un domaine précis. Ceci explique, par ailleurs, leur domination économique actuelle sur les autres pays.

§4.4. L'approche néo-factorielle

D'autres auteurs ont retenu le principe d'explication de Leontief et vont le prolonger. Si le travail n'est pas commensurable d'un pays à l'autre, parce qu'il n'est pas homogène, il faut donc distinguer plusieurs types de travail par niveau de qualification: certains biens exigeront, dans leur production, du travail simple, d'autres du travail qualifié, d'autres enfin seront réalisés essentiellement par des travailleurs hautement qualifiés.

Ainsi, D.B.Keesing (1968) différencie huit catégories de travailleurs, depuis les plus qualifiés comme les scientifiques et les ingénieurs jusqu'à la main-d'œuvre non spécialisée. Il détermine les contenus en travail qualifié (trois premières catégories de qualifications) et les contenus en travail non qualifié (les cinq autres catégories) d'un milliard de dollars d'exportations et d'un milliard de dollars de substituts d'importations de 14 pays, en 1962. L'étude montre que la part du travail qualifié dans le travail total des exportations des États-Unis est supérieure à la même part de tous les autres pays développés et la part du travail

²⁶ « Leontief estime, sans justifier vraiment son choix, que le travail américain est trois fois plus efficace que le travail à l'étranger, du fait du niveau d'éducation de la main-d'œuvre, de sa qualification, de la meilleure organisation de l'entreprise, etc. » (Henri-F.HENNER ; *Op.cit.*, p.126)

qualifié dans le travail total des substituts aux importations des Etats-Unis est inférieure à celle de tous les autres pays développés.

Ces résultats confortent ceux de Leontief, en les spécifiant, puisque les Etats-Unis apparaissent à nouveau comme un pays exportateur net de travail qualifié. Baldwin, dans une contribution de 1971, aboutit à la même conclusion. Si nous considérons, comme le souligne le modèle de R.Findlay et H.Kierkowski, que le capital humain (et donc le travail qualifié) est le résultat de l'éducation, elle-même rendue possible par l'abondance du capital physique, alors le pays abondant en capital physique est exportateur net de travail qualifié, et celui qui est pauvre est exportateur net de travail non qualifié. Ainsi, le paradoxe de Leontief trouve une nouvelle explication : le contenu élevé en travail qualifié des exportations des Etats-Unis correspond à un contenu également élevé en capital (par rapport au travail non qualifié) et reflète une dotation relativement importante (par rapport aux autres pays) en travail qualifié et en capital.

§5. Les théories modernes du commerce international

Depuis quatre décennies environ, plusieurs théories de l'échange international ont été développées pour rendre compte de certains phénomènes qui, manifestement, jouent un rôle déterminant dans l'orientation des spécialisations internationales. Chaque thèse met l'accent soit sur : l'innovation technologique qui confère à certains pays une avance leur permettant d'exporter certains biens que d'autres nations ne sont pas capables de les produire ; les économies d'échelle qui permettent à certaines firmes de réaliser des réductions de coûts créatrices d'avantages commerciaux grâce aux séries longues de fabrication ou encore la différenciation de produits vendus en faisant varier leur qualité. Les nouvelles théories de l'échange introduisent ces phénomènes tout en abandonnant l'hypothèse réductrice de la concurrence pure et parfaite.

§5.1. L'innovation technologique et l'échange international

Dans le modèle HOS, les pays sont supposés connaître la même technologie pour fabriquer un bien. Cette hypothèse de technologie banalisée et diffusée est réfutable puisqu'il existe toujours des écarts de technologie, créateurs d'avantages à l'exportation pour les pays innovateurs.

i. La théorie de l'écart technologique

Une des premières analyses pour expliquer la nature des échanges internationaux en termes d'évolution technologique est celle de M.V.Posner (1961). Ce dernier avait montré qu'une innovation crée un avantage comparatif pour un pays et que cet avantage demeure tant que la propagation internationale de l'innovation ne l'a pas éliminé.

Les pays les plus dynamiques sur le plan technologique disposent d'un avantage dans la production de biens les plus intensifs en recherche et développement. En contrepartie, ils importent des pays les moins avancés technologiquement, des biens dont la production requiert des technologies banalisées. De surcroît, les innovations de produits ou de procédés confèrent au pays innovateur un monopole temporairement indépendant des rapports de coûts et s'explique avant tout par l'innovation. Selon Henri-F.Henner, « *Pendant une première période, le pays innovateur bénéficie d'un monopole (de fait ou légal), et les autres pays sont obligés d'importer le produit nouveau, tant qu'existe un écart d'imitation. Quand cet écart est comblé, le pays innovateur perd son avantage absolu, et doit par conséquent reconstituer un nouvel avantage en mettant au point d'autres produits. L'ancien produit nouveau pourra alors être fabriqué par les pays imitateurs, et être même importé par le pays du premier rang.*²⁷ ».

ii. La théorie du cycle de vie du produit

R.Vernon (1966) prolonge la théorie de l'écart technologique en reprenant l'idée de monopole lié à l'innovation et en mettant l'accent sur le cycle de vie du nouveau produit. Il combine l'évolution de la nature du produit, tout au long de son cycle et l'évolution de sa commercialisation au niveau international. Pour cela, il répartit les pays en trois groupes :

- Le premier groupe est constitué du seul pays leader. Il doit cette position à l'existence d'un vaste marché interne, à des niveaux de revenus élevés, à une main-d'œuvre qualifiée abondante et enfin à une forte activité de recherche et développement (dans les années soixante, c'est le marché des Etats-Unis qui répond le mieux à ces caractéristiques).

- Le deuxième groupe réunit les pays industrialisés autres que le leader (pays européens par exemple). Ils ont des revenus légèrement inférieurs au pays leader et des dotations relatives en capital et en main-d'œuvre moyennement qualifiée.

²⁷ Henri-F.HENNER ; *Op.cit.*, p.145

- Le troisième groupe est celui des pays en voie de développement (PVD), caractérisés par de bas niveaux de revenus et une main-d'œuvre non qualifiée abondante.

Concernant le cycle de vie du produit, il peut connaître quatre phases :

- Le lancement : le produit est intensif en travail qualifié et il est fabriqué et consommé dans le pays innovateur. Les séries de production sont courtes et les coûts unitaires élevés. Seuls les consommateurs du pays leader disposant de hauts niveaux de revenus peuvent demander le produit.
- La croissance : le produit est intensif en travail semi-qualifié et en capital. Il est fabriqué sur une vaste échelle et son coût unitaire de production s'abaisse. Par conséquent, son prix de vente diminue et il est demandé par les consommateurs à revenus moyens.
- La maturité : dans cette phase, le produit pénètre le marché des pays industrialisés. Si les consommateurs de ces pays expriment une demande solvable pour le bien nouveau, alors celle-ci est satisfaite d'abord par les exportations du pays leader, puis par la délocalisation de la production dans ces pays.
- Le déclin : cette dernière phase correspond à un produit banalisé intensif en main-d'œuvre non qualifiée. Il est donc délocalisé dans les PVD. La demande des pays industrialisés stagne, puis se réduit et le produit est dans sa phase de déclin au pays leader. Ce dernier abandonne alors la production de ce bien obsolète au profit de nouveaux produits.

Notons que « *l'analyse de R.Vernon s'éloigne sensiblement de la théorie néoclassique du commerce international. Les facteurs de production ne sont plus immobile internationalement puisque le capital peut se déplacer. La rareté du capital dans les pays moins développés ne rend plus compte de leur spécialisation internationale.*²⁸ ».

Et notons aussi que cette thèse du cycle de Vernon explique en grande partie les stratégies des investisseurs dans les pays étrangers, comme quoi il faut exploiter autant que possible les ressources naturelles locales, rechercher de nouveaux débouchés, mettre en œuvre la délocalisation pour minimiser les coûts et percer les marchés africains dont la taille est limitée et le pouvoir d'achat de sa population encore faible.

²⁸ A.BETOINE & A.CAZORLA; *Op.cit.*, p.62

§5.2. Echange international et économies d'échelle

On parle d'économies d'échelle, lorsqu'une augmentation de l'ensemble des facteurs de production (capital et travail) entraîne une hausse plus que proportionnelle de la production²⁹. Ce phénomène avait été exclu par les approches traditionnelles. La présence d'économies d'échelle dans le processus productif des branches et/ou des firmes influence les conditions de la spécialisation et peut être à l'origine de gains à l'échange qui ne reposent pas sur les différences de dotations factorielles.

Il existe deux types d'économies d'échelle, celles qui sont externes aux firmes, ne résultant pas des quantités de facteurs utilisés et celles internes, qui en dépendent.

Dans le cas des économies d'échelle internes, l'échange international conduit à un gain pour les deux pays et une amélioration du bien-être des consommateurs. En effet, si chaque pays se spécialise dans la production de quelques biens, ces derniers seront produits en quantité plus élevée et donc à un coût moyen plus faible.

Dans le cas des économies d'échelle externes, la concentration géographique de la production d'une industrie réduit les coûts moyens même si les entreprises restent de petite taille. On peut aussi parler d'économies d'agglomération. La présence d'économies externes implique que le commerce international peut ne pas être avantageux pour tous les pays. Par exemple, un pays capable de produire un bien à faible coût le produira en grande quantité, ce qui permettra une baisse du prix du bien. Il en résulte une véritable barrière à l'entrée sur le marché de ce bien.

§5.3. Echange international et différenciation des produits

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, nous assistons à l'essor d'échange croisé de produits proches (mais différenciés) entre pays à niveaux de développement semblables.

²⁹ « Les économies d'échelle désignent la baisse du coût moyen résultant d'une augmentation du volume (de l'échelle) de production. Elles s'expliquent fondamentalement par l'existence de coûts fixes qui entraînent une baisse du coût unitaire lorsque la production augmente. Les économies d'échelle résultent essentiellement des processus de production modernes et de leurs caractéristiques d'indivisibilité (processus de production continus par exemple) : il s'agit alors d'économies d'échelle technologiques. Mais elles peuvent également provenir des coûts de gestion qui, jusqu'à un certain point, progressent moins vite que la quantité produite. Les économies d'échelle correspondent à des rendements d'échelle croissants. » (A.BETOINE & A.CAZORLA; *Op.cit.*, p.142)

Ce phénomène, qui correspond à une demande de différence de la part des consommateurs, est qualifié d'échange intra branche. Il s'oppose à l'échange interbranche fondé sur l'avantage comparatif et portant sur des biens considérés comme complémentaires rendant des services non comparables, comme par exemple le blé et les automobiles.

i. La théorie de la demande représentative de Linder

La thèse de B.Linder (1961) eut le mérite d'être l'une des premières à tenter d'expliquer l'échange intra branche entre pays de niveaux de développement similaires.

Selon Linder, le commerce international résulte d'avantages comparatifs, mais ces derniers ont pour origine l'existence préalable d'un important marché intérieur (principe de la demande représentative) qui permet des économies d'échelle, mais aussi un perfectionnement du savoir-faire (learning by doing).

Selon cette analyse, un produit pourra être écoulé à l'extérieur lorsque la structure de la demande ressemble à celle du pays d'origine (échanges croisés de produits similaires).

Notons que B.Lassudrie-Duchêne a perfectionné et complété l'interprétation de Linder en introduisant la « demande de différence ». Si les échanges croisés portent sur des produits semblables, ceux-ci ne sont pas rigoureusement identiques. Les produits manufacturés peuvent être différenciés, par leurs qualités spécifiques, par la marque, l'image de marque, le conditionnement, etc. L'auteur prend aussi en compte le désir de se particulariser (effet de démonstration). Ainsi, un bien exporté et donc largement banalisé dans le pays provoque-t-il une demande d'importation d'un bien différencié. Les échanges croisés de produits similaires sont donc le résultat de la rencontre de différences et d'offres de variétés qualitativement différentes, portant sur des produits similaires.

ii. La concurrence monopolistique et la demande de variété : le modèle de Krugman

Pour étudier le commerce international, P.Krugman (1979) fonde son analyse sur la théorie de la concurrence monopolistique élaborée par E.Chamberlin en 1933. Il avance alors les hypothèses suivantes :

- Il existe un seul bien de consommation produit selon n variétés différentes ;
- Les consommateurs ont tous des préférences identiques, mais celles-ci témoignent d'un goût pour la variété. Les différents types de bien sont substituables du côté de

- la demande et le consommateur préfère avoir une unité de chacune des n variétés offertes sur le marché plutôt que n unités d'une même variété ;
- Chaque variété est produite par une seule firme qui possède un monopole pour cette variété (situation de concurrence monopolistique) ;
 - Le travail est le seul facteur de production ;
 - Les techniques de production sont les mêmes dans toutes les firmes et sont caractérisées par des économies d'échelle internes ;
 - Chaque firme maximise son profit et ce profit est nul à long terme (équilibre de concurrence monopolistique) ;
 - Tous les consommateurs-travailleurs reçoivent le même salaire.

Dans son analyse des conséquences de l'échange, Krugman raisonne à partir de deux économies échangistes identiques. En autarcie, la concurrence monopolistique a conduit, dans chacun, à la production de n variétés différentes du produit considéré. Avec l'ouverture à l'échange, les deux firmes se retrouvent produire les mêmes variétés, ce qui permet alors aux consommateurs de les obtenir soit auprès d'un fournisseur local ou étranger.

Cette situation est sous optimal car elle empêche la pleine exploitation des économies d'échelle : une variété ne devrait être produite que par une entreprise quelle que soit la localisation de celle-ci. Par conséquent, un nouvel équilibre se forme entraînant la disparition de la moitié des firmes afin que soient supprimés les doubles emplois. Par la suite, les firmes survivantes vont bénéficier d'un doublement exact de leur demande, ce qui leur permettra de doubler leur production, d'abaisser le coût moyen et donc de réaliser de profits grâce aux économies d'échelle.

Chaque variété est produite par une seule firme, donc dans un seul pays, mais consommée dans les deux pays. Il y a donc bien échanges croisés de produits similaires. Ce commerce de différenciation résulte de la préférence des consommateurs des deux pays pour la variété.

L'ouverture des économies engendre donc les effets³⁰ suivants :

³⁰ M.VUJISIC précise que « l'ouverture des économies engendre les effets suivants :

- le nombre de variétés disponibles augmente ;
- il existe un effet de rationalisation de la production ; certaines firmes vont tout de même disparaître ;
- les économies d'échelle sont mieux exploitées, les firmes restantes produisant des séries plus longues, ce qui réduit le coût de production et donc le prix ;
- l'utilité des consommateurs augmente, l'échange avec l'étranger permettant de consommer un plus grand nombre de variétés. » (M.VUJISIC; *Les nouvelles théories du commerce international*, art Pdf, 2006, p.6)

- L'extension de la gamme de variétés disponibles, ce qui augmente l'utilité individuelle des consommateurs. L'échange avec l'étranger permet donc de consommer un plus grand nombre de variétés ;
- La rationalisation de la production : le nombre de firmes présentes sur le marché diminue dans chaque pays ;
- La réduction du prix des variétés offertes suite à la diminution du coût moyen de production et cela grâce à une meilleure exploitation des économies d'échelle.

iii. La recherche de la variété idéale et l'échange international :
le modèle de Lancaster

Pour K.Lancaster (1979), la diversité des préférences au niveau macroéconomique ne résulte pas du désir de chacun de multiplier les variétés consommées mais du fait qu'il existe des variétés idéales différentes pour chacun. Une variété idéale possède un ensemble de caractéristiques mesurables et le marché offre un certain nombre de variétés plus ou moins proches des variétés idéales. La demande de chaque consommateur pour chaque variété offerte dépend du revenu du consommateur, des prix des variétés et de la distance qui sépare chaque variété offerte de la variété idéale. Plus la distance est élevée, plus la demande pour la variété offerte est faible, toute chose égale par ailleurs.

Chaque variété est produite par une seule firme avec des rendements d'échelle croissants, la technologie étant exactement la même pour toutes les variétés. Chaque firme détermine la variété produite et le prix de la variété en maximisant son profit. En long terme, c'est-à-dire dans la situation où le profit devient nul pour toutes les firmes, toutes les variétés sont produites au même prix, dans les mêmes quantités, et sont réparties régulièrement sur le spectre des caractéristiques, à condition que les variétés idéales soient également réparties régulièrement.

Lancaster suppose aussi, dans son analyse des conséquences de l'échange, deux économies totalement identiques c'est-à-dire disposant de la même population de consommateurs qui se répartit entre les mêmes variétés idéales et disposant du même nombre de firmes produisant, avec les mêmes technologies (à rendements croissants), les mêmes types de bien. Malgré cette parfaite similitude, les pays ont intérêt à échanger ensemble. En effet, l'ouverture à l'échange engendre les effets suivants :

- L'élargissement de la gamme de variétés offertes à chaque consommateur, par l'ensemble des deux pays. Ceci réduit la distance entre variétés offertes et variétés idéales, donc augmente l'utilité ;
- La rationalisation de la production : le nombre de firmes présentes sur le marché diminue dans chaque pays ;
- La diminution du prix des variétés proposées due à la réduction du coût moyen de production liée à l'agrandissement de la taille du marché.

L'échange international est en conséquence un échange intra branche, puisque tous les biens produits sont des variétés différentes d'une même famille.

Le modèle de Lancaster, fondé sur les caractéristiques des biens, justifie donc, comme celui de Krugman, l'existence d'échanges de biens différenciés entre pays à dotations factorielles et technologiques identiques.

On a vu alors les théories du commerce international. On a pu expliquer les fondements de celui-ci et l'avantage d'un pays à y participer. L'ouverture aux échanges permet l'utilisation optimale des ressources dont un pays dispose. Mais voyons par la suite les théories qui encadrent le financement extérieur.

Section 2. Dépendance en matière de financement extérieur

Dans le domaine économique, les pays en difficulté ont toujours eu besoin des aides financières étrangères. L'endettement y était aussi à la mode. Les partenariats ne cessaient de s'élargir jusqu'à maintenant.

§1. Les théories économiques expliquant le sous-développement du Tiers-monde

Tout le monde n'ignore que l'origine des besoins financiers des pays en développement (PED) se situe dans leur pauvreté même. Et notons que les économistes du 20^è siècle ont beaucoup donné leurs points de vue sur le sous-développement de ces pays.

§1.1. Le sous-développement comme retard : les théories libérales

Au cours des années 1950, l'analyse libérale du sous-développement considère ce dernier comme l'expression du simple retard des pays pauvres qui n'ont donc qu'à copier le modèle de développement des pays riches.

i. Analyse de W.Rostow

En 1961, cette économiste libérale américain définit cinq étapes de croissance que les PED doivent connaître pour se développer :

- la « société traditionnelle » : économie de subsistance, sans accumulation, spécialisée dans les activités agricoles. L'économie connaît donc un taux de croissance très faible ;
- les « préalables au développement » : inspirés de l'observation des sociétés européennes des 16 et 17^e siècles, ils consistent en un changement des mentalités vers l'accumulation et l'accroissement du taux d'épargne. Une structure économique et sociale tournée vers la croissance économique se met en place (début de l'industrialisation et émergence d'une bourgeoisie commerçante) ;
- le « take-off » (le décollage) : apparition du progrès technique, le taux d'investissement augmente fortement, ce qui lance la croissance économique. Cette période est assimilée à la révolution industrielle des pays développés des 18 et 19^e siècles ;
- la « marche vers la maturité » : diversification des secteurs de production par la diffusion du progrès technique, accroissement des gains de productivité ;
- la « consommation de masse » : accroissement des revenus de la population qui lui permet d'atteindre un niveau de vie élevé basé sur la consommation de masse : biens d'équipement, loisirs, etc.

ii. Analyse basée sur le commerce international

Depuis la fin des années 1960, l'analyse libérale critique les politiques protectionnistes adoptées par plusieurs PED. S'appuyant sur la théorie néoclassique du commerce international, héritée des travaux de David Ricardo sur les avantages comparatifs et ses prolongements modernes avec le théorème HOS (Heckscher-Ohlin-Samuelson), elle considère que le sous-développement est causé par une trop faible insertion dans le commerce international et que la voie du développement passe par la spécialisation des exportations. Les PED doivent se spécialiser dans la ou les productions où ils disposent d'un avantage comparatif par rapport aux autres pays. Le théorème HOS précise alors que l'avantage comparatif dépend de la dotation en facteurs de production du pays concerné : main-d'œuvre, ressources naturelles, capital technique, etc. Quel que soit le choix de la spécialisation, elle

sera mutuellement avantageuse pour le PED comme pour ses partenaires commerciaux du moment qu'elle concerne le secteur où l'avantage comparatif est présent. La participation au commerce international par l'intermédiaire de la spécialisation est donc la voie du développement. Le sous-développement se caractérise par une trop faible exploitation et mise en valeur de leurs avantages comparatifs par les PED.

§1.2. Les structures des PED comme obstacles à leur développement

Dans cette analyse, il y a le dualisme soulevé par l'économiste britannique A.Lewis mais aussi les points de vue structuralistes qui étaient nés au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies (CEPAL), créée en 1948.

i. Le dualisme

Arthur Lewis (prix Nobel en 1979) considère que le sous-développement est causé par le dualisme de l'économie des pays pauvres. Deux secteurs coexistent au sein de ces économies :

- un secteur moderne, capitaliste, qui est la source d'une accumulation et de gains de productivité ;
- un secteur traditionnel, de subsistance, qui pèse sur le secteur moderne à cause de faibles gains de productivité. En effet, ce secteur monopolise la main-d'œuvre disponible et empêche le secteur moderne de se développer du fait du surplus de main-d'œuvre agricole.

Pour Lewis, le sous-développement provient de l'utilisation sous-optimale de la main-d'œuvre. En effet, il pose la corrélation entre le sous-emploi et le sous-développement : les gains de productivité ne se traduisent pas en accroissement des salaires réels comme le postule pourtant l'analyse néoclassique. Le fort potentiel de main-d'œuvre dans le secteur rural exerce une pression à la baisse sur les salaires. En conséquence, les gains de productivité réalisés dans le secteur moderne ne profitent pas au développement de la population locale sous forme de hausse du niveau de vie, mais sont répercutés sur les prix des exportations, profitant alors aux importations des pays développés. La solution est de transférer ce surplus de main-d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne où la productivité est croissante, afin de dégager des taux de profits croissants et donc un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation. Lewis pense donc que le processus de développement se déroulera par la rupture du dualisme.

ii. L'analyse structuraliste

Elle est représentée par les travaux de l'économiste argentin Raul Prebisch. Il considère que le sous-développement est la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde entre un centre (les pays riches) et une périphérie (les pays pauvres). L'avancée technologique et la position du centre lui permettent d'organiser à son profit les relations avec la périphérie. En conséquence, les pays de la périphérie se voient cantonnés à l'exportation des produits primaires pour le centre. De plus, le progrès technique a des effets différents sur les prix selon la structure de marché. Dans le centre, les marchés étant peu concurrentiels, la baisse des prix est limitée alors que dans la périphérie, les prix des produits primaires diminuent. En conséquence, les prix de leurs importations augmentant par rapport à ceux de leurs exportations, les pays de la périphérie s'appauvrissent en participant au commerce international. C'est à une véritable mise en accusation de la théorie traditionnelle du commerce international que se livre Prebisch. La spécialisation dans les produits primaires des PED et la dégradation des termes de l'échange sont la cause de leur sous-développement.

§1.3. Le sous-développement comme conséquence de l'impérialisme: les analyses néomarxistes

Nous allons voir ici la thèse de l'école de dépendance selon laquelle le centre est le seul responsable du sous-développement de la périphérie et aussi le prolongement de celle-ci sur l'échange inégal.

i. L'école de la dépendance

Les économistes néomarxistes vont radicaliser dans les années 1960-1970 l'analyse centre-périphérie en développant la notion de dépendance dans le cadre de l'impérialisme déjà proposée par Lénine. Pour l'économiste égyptien Samir Amin (*Le Développement inégal*, 1973), le modèle économique capitaliste est à l'origine du sous-développement. Les PED sont dominés dans le rapport économique mondial et c'est cette domination qui organise leur sous-développement. En effet, la relation de dépendance de la périphérie vis-à-vis du centre est un héritage du développement du capitalisme mondial basé sur une structure coloniale, dont les firmes multinationales implantées dans les pays du Sud seraient les héritières (exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre locale au profit des consommateurs du Nord).

Cette relation de dépendance assure le transfert des richesses du Sud vers les pays du Nord, permettant le processus d'accumulation capitaliste des pays développés. Le capitalisme interdit donc par sa nature l'intégration économique de la périphérie. C'est le développement des pays riches qui nécessite le sous-développement des pays pauvres. Le rapport de domination n'oppose plus des classes sociales, mais des pays à l'échelle mondiale.

ii. L'échange inégal

Les économistes néomarxistes vont ensuite théoriser la nature de l'échange qui s'effectue entre le centre et la périphérie : il s'agit de l'« échange inégal » dont une des formulations est proposée par l'économiste grec Arghiri Emmanuel en 1972. D'après lui, « *si deux marchandises produites dans deux pays (développé et sous-développé) nécessitent une même quantité de travail, leur valeur théorique est identique. Pourtant, lors de l'échange international, le prix du produit fabriqué dans un pays développé, où les salaires sont hauts, sera plus élevé que le prix du produit fabriqué dans un PED où les salaires sont bas. Une heure de travail d'un pays développé s'échange donc contre plusieurs heures de travail d'un PED. Ainsi, par les différences de rémunération de la force de travail et de taux d'exploitation, s'opère un transfert de surplus des pays du tiers-monde vers les pays industrialisés. En apparence équivalent, l'échange international est en réalité inégal.*³¹ ».

Les économistes néomarxistes considèrent donc que le sous-développement est le produit du capitalisme. C'est pourquoi le développement de la périphérie ne peut se faire selon eux dans le cadre du capitalisme. Elle doit trouver d'autres voies de développement.

Ainsi, pour assurer le développement de la périphérie, Samir Amin va prôner la déconnexion, c'est-à-dire la rupture du lien de dépendance avec le centre par le protectionnisme, et faire la promotion d'un développement autocentré (basé sur le marché intérieur). Mais cette déconnexion est aussi à l'origine de divergences au sein de l'école néomarxiste, Arghiri Emmanuel s'y opposant par exemple.

Voilà en gros les théories qui expliquent les causes du sous-développement. On constate par contre que toutes sortes de lutte contre la pauvreté nécessitent des moyens, entre autres des moyens financiers. Et c'est la raison pour laquelle, les théories sur l'endettement avaient été formées.

³¹ A.BETOINE & A.CAZORLA; *Op.cit.*, p.139

§2. Le programme d'ajustement structurel (PAS) et l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE)

Dès le début des années 1980, la crise de la dette et sa gestion ont introduit avec force les institutions de Bretton-Woods dans le débat sur le développement. Les analyses théoriques aussi bien que les politiques mises en œuvre s'inspirent dès lors des recommandations du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Le « consensus de Washington », directement inspiré des analyses libérales, devient la nouvelle orthodoxie du développement.

§2.1. Le programme d'ajustement structurel (PAS)

Le PAS a été imposé au début des années 80. C'est un programme de réformes économiques que le FMI et la BM ont mis en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique. Il s'agit d'un ensemble de dispositions dont certaines agissent sur la conjoncture et d'autres sur les structures et qui résultent d'une négociation entre un pays endetté et le FMI pour modifier le fonctionnement économique³² du pays (le FMI conditionnant son aide à la mise en place de réformes qu'il considère pérennes). Les crédits du PAS sont dénommés « prêts d'ajustement structurel » et ils sont débloqués par tranches successives à mesure que le PAS est mis en place.

i. Les types de mesures pouvant avoir une incidence structurelle

Ces mesures concernent notamment :

- Les dispositions législatives favorisant l'initiative économique, le fonctionnement du marché et les investissements étrangers propices au développement, permettant entre autres l'ajustement spontané des agents économiques à la situation locale et à l'environnement mondial ;
- Des dispositions de gouvernance contre la corruption, la bureaucratie et l'emprise de clans sur l'économie ;
- Une meilleure diffusion du savoir et un encouragement de l'innovation ;
- L'amélioration des infrastructures selon des modes évitant le clientélisme et limitant la constitution de monopoles ;

³² « Le PAS est constitué de diverses mesures, assorties de critères de performances : régulation de la demande, augmentation de l'offre et redressement de la position extérieure » (R.ANDRIAMBELOMIADANA ; *Libéralisme et développement à Madagascar*, Antananarivo, Foi et Justice, 1993, p.106)

- Un système fiscal plus incitatif aux initiatives et à la croissance économique.

Un ajustement structurel, en tant qu'outil de transformation des modes de fonctionnement d'une économie (davantage de liberté pour les agents économiques par exemple) se distingue ainsi d'une action de politique conjoncturelle, visant à lisser l'activité économique ou à faire face à des problèmes de déficit public (politique de rigueur, politique de relance).

ii. Les négociations dans le PAS

Le détail des moyens à mettre en œuvre fait l'objet d'une négociation impliquant trois partenaires :

- Les gouvernements des Etats en difficulté : chargés de proposer et de préparer des plans pour sortir leurs pays de la crise ;
- Le FMI³³ : chargé de la restructuration de la dette extérieure et intérieure du pays ;
- La BM³⁴ : chargée du financement des mesures nationales de restructuration et d'ajustement.

Le programme économique qui sous-tend un accord est formulé par le pays en difficulté, puis soumis au conseil d'administration du FMI dans une « lettre d'intentions ». Celle-ci reprend les engagements du pays concerné, qui constituent plusieurs conditions. Le FMI suit leur mise en place et accorde au pays des crédits pour poursuivre ces réformes.

Parmi les types de conditions, certaines peuvent être considérées comme des actions proprement structurelles :

- Politique d'austérité ;
- Privatisation des entreprises d'Etat ;

³³ « Le FMI, dont le Belge Camille Gutt fut le premier directeur général (1946-1951), œuvre en faveur de la coopération monétaire internationale et offre à ses membres des conseils de politique économique et une assistance technique. Il leur consent des prêts (assortis d'échéances relativement courtes et financés principalement par les souscriptions de quotes-parts des membres) et les aide à élaborer des programmes d'action afin de résoudre leurs problèmes de balance des paiements. » (Fiche d'information n°27, Les institutions de Bretton Woods, art. Pdf, p.1)

³⁴ « La BM favorise, quant à elle, le développement économique à long terme et la réduction de la pauvreté en accordant à ses membres des concours techniques et financiers les aidant à conduire des réformes sectorielles ou à réaliser des projets spécifiques. Cette aide s'inscrit généralement dans la durée et est financée par les contributions des membres et par l'émission d'obligations. » (Ibid.)

- Combat contre la corruption ;
- Non discrimination de l'investissement : augmentation des droits des investisseurs étrangers ;
- Dévaluation de la monnaie nationale ;
- Réformes visant à supprimer les entraves au développement économique.

Notons alors que le PAS a pour finalité d'assurer que le pays en difficulté pourra reprendre le service de sa dette extérieure (paiement des intérêts et remboursement des prêts).

Par contre, des critiques ont été émises (par les pays pauvres mais aussi par certains économistes comme J.E.Stiglitz). Non seulement le PAS a abouti à un endettement sans cesse accru, mais il a aussi entraîné une baisse des revenus des populations locales (suite aux licenciements, à la suppression de services publics, etc.) et une hausse des prix (suite à une TVA élevée, à la libéralisation des prix, etc.).

§2.2. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE)

L'IPPTE, destinée à alléger le fardeau excessif de la dette extérieure de certains des pays les plus pauvres de la planète a été lancée en 1996 par la Banque mondiale et le FMI, puis renforcée et élargie en 1999. Cette initiative repose dans la prise en considération de l'ensemble de la dette publique de ces pays, autant bilatérale³⁵ que multilatérale³⁶. Selon A.Antoniou, « *En 1996 la communauté financière internationale, et en particulier les membres du « Club de Paris*³⁷ », a enfin (diront certains), reconnu que la situation d'endettement extérieur d'un grand nombre de pays pauvres, la plupart situés en Afrique, était devenue extrêmement précaire. Cette prise de conscience a été déclenchée en grande partie par la réalisation soudaine que beaucoup d'entre eux ne seront pas en mesure de servir leurs dettes vers les institutions multilatérales (à savoir le Fond monétaire international et la Banque mondiale). En effet, il devenait de plus en plus clair que l'utilisation totale des mécanismes traditionnels de rééchelonnement³⁸ et d'annulation, mêmes s'ils étaient accompagnés de l'apport de financement concessionnel et la poursuite de saines

³⁵ Créance détenue par un Etat sur un autre Etat.

³⁶ Créance sur un Etat détenue par un groupe d'Etats ou sur une institution financière internationale.

³⁷ « *Groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement des nations endettées* » (In www.clubdeparis.org)

³⁸ Modification du calendrier de remboursement.

*politiques économiques, ne seraient pas suffisants pour atteindre un niveau de dette soutenable, en un délai raisonnable et sans apport d'une nouvelle assistance.*³⁹».

Donc, en septembre 1996, le FMI et la Banque mondiale ont décidé d'agir d'une manière conjointe et d'adopter un programme d'aide financière exceptionnelle pour répondre à cette situation : l'IPPTE. Elle vise à fournir une assistance exceptionnelle aux pays admissibles mettant en œuvre des politiques économiques saines, pour les aider à ramener la charge de leur dette extérieure à un niveau soutenable. La soutenabilité est réalisée par le biais d'une réduction de la valeur actualisée nette (VAN) des créances sur le pays endetté à un niveau considéré tolérable. De plus, l'IPPTE requiert la participation de tous les créanciers multilatéraux, au-delà des allègements de dette traditionnels octroyés par les créanciers publics bilatéraux et privés.

Selon encore A. Antoniou, « *en ce qui concerne la Banque mondiale et le FMI, la réduction de la dette n'est pas, en soi, l'objectif principale de l'Initiative. C'est seulement dans la mesure où les pays bénéficiaires prennent l'engagement formel et font la preuve d'être capable d'utiliser les ressources financières ainsi libérées pour améliorer le sort des pauvres, notamment dans le cadre d'un programme de réforme économique et sociale mis en place avec l'appui de ces deux organisations (connu comme Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté – DSRP⁴⁰), qu'ils bénéficient de cette réduction.*⁴¹ ».

Notons enfin que l'IPPTE a été améliorée en septembre 1999, dans le but de permettre à un plus grand nombre de pays très endettés de bénéficier, plus rapidement, d'un allègement plus important et d'une portée plus large, tout en renforçant les liens étroits entre l'allègement de la dette d'une part, et la réduction de la pauvreté de l'autre. Aussi, désormais, les PPTE devraient nécessairement adopter le DSRP, qui va avec l'objectif millénaire pour le développement⁴² (OMD) depuis 2000.

³⁹ A. ANTONIOU; *Initiative PPTE: où en est-on ?*, art. Pdf, 2004, p.2

⁴⁰ « *En 1999, le FMI et la Banque mondiale ont lancé la formule du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) — selon laquelle les pays se dotent d'un plan reliant les politiques nationales, l'appui des bailleurs de fonds et les résultats requis en matière de développement pour faire reculer la pauvreté dans les pays à faible revenu. Les DSRP constituent le fondement de l'initiative PPTE et de la plupart des prêts concessionnels du FMI (en particulier ceux qui sont accordés au titre de la Facilité élargie de crédit, FEC) et de la Banque mondiale.* » (In www.imf.org)

⁴¹ A. ANTONIOU; *Op.cit.*, p.2

⁴² « *La déclaration du millénaire adoptée le 8 septembre 2000 lors de l'ouverture de la 55^e session de l'assemblée générale des Nations Unies fixe les huit objectifs du millénaire pour le développement : éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité des enfants de moins de 5ans , améliorer la santé maternelle,*

Le sous-développement ou la pauvreté des PED est donc à l'origine de leurs besoins financiers. On a vu ci-dessus de manière globale les théories y afférentes. Maintenant, on va voir ce qui entoure de la dépendance industrielle.

Section 3. Dépendance industrielle

Dans les pays sous industrialisés, les filiales étrangères s'implantent en grand nombre. Elles occupent pas mal de main d'œuvre. Et elles sont souvent nombreuses par rapport aux industries locales. Voyons ici les particularités de ce type d'investissement.

§1. Définition de l'investissement direct étranger (IDE)

D'une manière générale, les IDE désignent le mouvement de transfert de capitaux d'une entreprise (dans un pays) à une autre (dans un autre pays). Selon l'OCDE, « *les investissements directs étrangers (IDE) sont ceux effectués dans un pays extérieur dans l'intention d'établir avec les entreprises qui en bénéficient une relation stratégique durable et d'exercer une influence significative sur leur gestion. L'existence d'un «intérêt durable» est établie à partir du moment où l'investisseur direct détient au moins 10% des droits de vote de l'entreprise dans laquelle il investit.*⁴³ ». Il y a alors deux types d'investissements étrangers : l'investissement de portefeuille et l'investissement direct. Dans le premier, l'investisseur ne fait que prendre part au capital de l'entreprise. Il s'intéresse principalement aux revenus découlant de l'acquisition, du maintien et de la vente d'actions et d'autres valeurs mobilières, sans chercher à exercer un contrôle ou une influence sur l'entreprise. Mais au niveau de l'investissement direct⁴⁴, l'investisseur participe directement à la gestion de l'entreprise et associe aux apports financiers le transfert d'éléments corporels (technologie, outillage de précision...) et incorporels « brevets, marques, savoir-faire, capacité de gestion et de commercialisation, etc.). Le critère de contrôle distingue donc l'investissement direct de l'investissement de portefeuille. Et notons que l'importante caractéristique des IDE réside dans le fait d'être un flux non générateur d'endettement.

§2. Les différents types d'IDE

Généralement, on distingue trois types d'IDE :

- Une création ex-nihilo

combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable et enfin mettre en place un partenariat mondial pour le développement. » (In www.franceonu.org)

⁴³ In www.ocde.org

⁴⁴ « A partir de la définition de l'IDE, on peut dégager les éléments suivants :

– la notion de durabilité d'intérêt dans l'entreprise cible,

– l'exercice de pouvoir d'influence sur la gestion d'une entreprise étrangère,

– le transfert d'un savoir, savoir faire, de compétence technologique complexes, de coordination, de gestion et de logique de production. » (K.KHADDOUJ ; *Les investissements directs étrangers*, art. Pdf, 2008, p.4)

C'est une création d'une ou plusieurs filiales⁴⁵ qui peuvent être indépendantes ou sous contrôle de la maison mère.

- Fusion et acquisition

On parle de fusion lorsque deux sociétés se fusionnent pour agrandir leur pouvoir contre la concurrence alors qu'on parle d'acquisition lorsqu'une société étrangère rachète une autre plus petite ou moins performante.

- Une participation

Une société est une société de participation si elle détient une part entre 10% et 50% du capital d'une autre société.

J.H. Lorenzi précise à propos de ces trois types d'IDE que: « *le premier type d'IDE consiste à créer de toutes pièces une filiale à l'étranger (Greenfield investment ou création ex-nihilo). [...]. Ce type d'IDE permet le contrôle le plus large sur la filiale, mais nécessite un processus long et difficile à mettre en œuvre. Le second type d'IDE, qui consiste à acquérir une unité de production existante à l'étranger (Grownfield investment ou fusion-acquisition). [...]. Ce type de fusion acquisition présente le risque de payer sa cible à un prix excessif et de faire face à des problèmes d'intégration post-acquisition. Le dernier type d'IDE identifié est le montage d'une joint venture (filiale partagée avec un autre groupe à 50%). Elle permet de profiter des ressources d'un partenaire implanté et de limiter le risque.*⁴⁶ ».

Voilà les différents types d'IDE mais notons aussi que « flux » et « stock » d'IDE sont différents. O.Kaba affirme qu'« *un stock est une quantité mesurée à un instant donné tandis que le flux est une quantité mesurée pendant une période ou une unité de temps.*⁴⁷ ».

§3. Les différentes stratégies d'IDE

Principalement, on peut distinguer trois stratégies adoptées par les firmes multinationales à savoir : la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie d'accès au marché (stratégie horizontale) et la stratégie de minimisation des coûts (stratégie verticale).

⁴⁵ « Est filiale toute société dont le capital social est « contrôlé » par une autre entité. D'un point de vue statistique, on considère que dès qu'une entreprise possède au moins 10% du capital d'une entreprise étrangère, cette dernière est une filiale de la première. Les organismes statistiques fournissent en général une information supplémentaire en distinguant le contrôle minoritaire (détention de 10 à 50% du capital de l'entreprise) du contrôle majoritaire (au-delà de 50% du capital).» (S.LEVASSEUR; IDE et Stratégies des entreprises multinationale, Revue de l'OFCE, 2002, p.1)

⁴⁶ J.H.LORENZI ; *L'impact de la mondialisation sur les stratégies des entreprises*, art. Pdf, 2007, p.1

⁴⁷ O.KABA ; *L'investissement direct étranger*, Paris, l'Harmattan, 2007, p.23

§3.1. La stratégie d'accès aux ressources naturelles

Cette stratégie n'est pas spécifique de la multinationalisation ou de la mondialisation. On note qu'elle a déjà constitué la principale stratégie d'investissement à l'étranger de l'économie internationale dès le 16^e siècle. Pour des raisons climatologiques ou géologiques, les ressources naturelles sont souvent peu abondantes ou presque inexistantes dans les pays d'origine des IDE. Donc ces ressources⁴⁸ sont souvent exploitées à l'étranger.

§3.2. La stratégie d'accès au marché ou stratégie horizontale

Selon la littérature théorique sur l'IDE, le protectionnisme constitue une incitation forte à investir sur un marché étranger au lieu de le servir par l'exportation. Les obstacles à l'échange tels que les restrictions volontaires des exportations ont ainsi contribué à expliquer l'essor des IDE ; autrement dit, en présence des barrières tarifaires, l'IDE est substituable au commerce. M.Lafi souligne que: « *deux facteurs sont à l'origine d'un IDE de type horizontal: les obstacles au commerce (barrières commerciales, coûts de transport, procédures administratives...), et les économies d'échelle.*⁴⁹ ».

La stratégie de marché ou stratégie horizontale consiste, pour les firmes à l'origine des IDE, à produire pour les marchés locaux d'importation, qui sont souvent situés dans des pays ayant une même structure de marché ou un niveau de développement équivalent. La stratégie est donc qualifiée d'horizontale car elle concerne d'une part les flux d'investissements croisés Nord-nord qui se développent entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon (la Triade) et d'autre part les flux d'investissement entre les pays du Nord et les pays émergents. Cette stratégie est aussi caractérisée par la nature intra firme des flux c'est-à-dire non seulement les produits et les techniques de production ne diffèrent guère d'un pays à l'autre pays mais aussi, les investissements croisés sont réalisés dans les mêmes secteurs d'activités.

§3.3. La stratégie de minimisation des coûts ou stratégie verticale

On dit qu'il existe un investissement vertical lorsque les différentes étapes du processus de production de la firme sont localisées dans des pays différents. Selon F. Boualam: « *La stratégie verticale ou délocalisation est une stratégie de minimisation des*

⁴⁸ Pour l'essentiel, les ressources naturelles concernent la faune et la flore, les ressources minières et aquatiques.

⁴⁹ M.LAFI; *Stratégie horizontale, stratégie verticale et modèle « kc » des firmes multinationales*, art. Pdf, 2000, p.69

coûts de production. Dans ce type de stratégie, chaque filiale se spécialise dans un segment de la chaîne des valeurs soit dans l'assemblage, soit dans la fabrication des composants d'un produit fini, soit dans la distribution.⁵⁰».

La stratégie de minimisation des coûts peut être qualifiée de verticale car en opposition avec la stratégie horizontale, les flux d'investissements sont orientés dans le sens Nord-Sud exclusivement. Cette stratégie se fonde sur l'inégalité de développement et donne au flux un aspect unilatéral et non plus croisé. Les pays en développement n'effectuent pas l'IDE dans l'économie de la Triade, ce qui n'exclut pas l'existence des placements financiers dans le sens Sud-Nord.

Dans cette stratégie, les IDE sont déterminés pour la différenciation des dotations factorielles, ce qui fait que les IDE verticaux sont intersectoriels et non pas intra branches comme les IDE horizontaux. Le choix de la localisation des filiales consiste à faire coïncider leur fonction de production avec les dotations factorielles des pays d'accueil.

§4. Le modèle théorique de proximité-concentration

D'après J.Djaowe, « le modèle de proximité-concentration est le modèle de base simplifié sur les déterminants des IDE. Il a été initié par Markusen et introduit par P.Neary dans son article intitulé : « Trade Costs and Foreign Direct Investment » paru en juillet 2005. Il s'agit dans ce modèle de déterminer le profit optimal selon la stratégie d'internationalisation de la firme multinationale pour pouvoir choisir ensuite les stratégies qui offrent le profit le plus élevé.⁵¹».

En fait, l'option de la proximité des consommateurs pousse la firme multinationale à adopter la stratégie horizontale, celle qui consiste à produire pour le marché locale d'implantation en créant des filiales dans plusieurs pays en vue de servir les demandes locales. Le choix est optimal lorsque les avantages de s'implanter à proximité des consommateurs dépassent les avantages liés à la concentration des activités.

Voici la représentation de ce modèle par J.Djaowe⁵² même.

§4.1. Les hypothèses du modèle

- On suppose qu'on a un monopole qui est présent sur deux marchés dans deux pays distincts ;

⁵⁰ F.BOUALAM; *Les institutions et attractivité des IDE*, art. Pdf, 2008, p.7

⁵¹ J.DJAOWE; *IDE et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ?* Revue africaine de l'intégration, vol. 3, n°1, 2009, p.7

⁵² *Ibid.* p.7, 8, 9

- Les consommateurs sont considérés immobiles internationalement c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas faire des arbitrages, acheter là où c'est moins cher ;

- Le monopole identifie les fonctions de demande par pays : la demande domestique et la demande étrangère ;

- Le monopole supporte un coût fixe « G » par unité de production construit.

§4.2. Les stratégies d'internationalisation du monopole

La firme a trois stratégies :

1^{er} cas : Elle peut avoir une unité de production dans le pays domestique et servir le marché étranger par le biais des exportations ; donc, elle va supporter les coûts liés aux commerces d'un montant « t » par unité exportée ; « t » peut être un droit de douane spécifique.

2^e cas : Elle peut aussi avoir deux unités de production : une dans un pays domestique et une autre dans un pays étranger pour servir les marchés domestique et étranger respectivement. Par conséquent, il n'y a plus d'échanges commerciaux, et la firme supporte « 2G » pour les deux unités de production.

3^e cas : La délocalisation.

La maison mère implante une seule unité de production à l'étranger. Il va produire et vendre pour les marchés domestique et étranger. Alors, la maison mère va importer de bien final de sa filiale qui est à l'étranger et va supporter « t » par unité importée.

Voici les fonctions de coût et de demande inverse :

< Les fonctions de coûts dans chaque pays

- dans le pays domestique : $c(q) = c \cdot q$ (coût unitaire de production \times quantité) ; $c > 0$.
- dans le pays étranger : $c^*(q^*) = c^* \cdot q^*$; $c^* > 0$; c peut être différent de c^* .
- f : coût fixe lié à la production du bien qui est un bien homogène.

< Les fonctions de demande inverse

- dans le pays domestique : $p = a - (b/L) \cdot q$; $a, b \in \mathbb{R}$; L : taille du marché domestique.
- dans le pays étranger : $p^* = a - (b/L^*) \cdot q^*$; $a, b \in \mathbb{R}$; L^* : taille du marché étranger.

§4.3. Les fonctions de profit selon les trois cas d'internationalisation

Comme on a la formule : profit égale différence entre recettes et coûts ; en calculant les profits suivant les trois cas existants sur les stratégies d'internationalisation du monopole, on obtient (en remplaçant recettes et coûts par les fonctions ci-dessus) :

- pour le 1^{er} cas :

$$P1 = [a - (b/L) \cdot q] \cdot q + [a - (b/L^*) \cdot q^*] \cdot q^* - c(q + q^*) - f - G - t \cdot q^*$$

Après dérivation par rapport à q et q^* de $P1$ (détermination de q et q^*), on obtient :

$$\boxed{P1^\circ = L/b \cdot [(a - c)/2]^2 + L^*/b \cdot [(a - c - t)/2]^2 - f - G}$$

- pour le 2^e cas :

$$P2 = [a - (b/L) \cdot q] \cdot q + [a - (b/L^*) \cdot q^*] \cdot q^* - c \cdot q - c^* \cdot q^* - f - 2G$$

Après détermination de q, q^* :

$$\boxed{P2^\circ = L/b \cdot [(a - c)/2]^2 + L^*/b \cdot [(a - c^*)/2]^2 - f - 2G}$$

- pour le 3^e cas:

$$P3 = [a - (b/L) \cdot q - t] \cdot q + [a - (b/L^*) \cdot q^*] \cdot q^* - c^*(q + q^*) - f - G$$

Après détermination de q, q^* :

$$\boxed{P3^\circ = L/b \cdot [(a - c^* - t)/2]^2 + L^*/b \cdot [(a - c^*)/2]^2 - f - G}$$

§4.4. Interprétations des résultats du modèle

Selon les valeurs des paramètres L , L^* , c et c^* , on sera à mesure de déterminer le mode d'internationalisation de la firme monopole.

○ Scénario 1 : Si les deux pays ont les même taille du marché $L = L^*$ et même technologie $c = c^*$, on aura : $P1^\circ = P3^\circ$.

Ainsi, la firme décide de devenir multinationale lorsque le coût lié au commerce « t » est supérieur à « t° » avec une valeur seuil de « t » où les exportations commencent à générer de profits pour le monopole. Il faut aussi noter que si le coût lié au commerce « t » est nul, alors la firme a toujours intérêt à exporter.

○ Scénario 2 : Si $L = L^*$ mais $c > c^*$, les deux pays sont de même taille et possèdent chacun des technologies différentes ; le coût unitaire de production dans le pays domestique est plus élevé que celui dans le pays étranger ; on aura alors : $P1^\circ < P3^\circ$.

La firme a toujours intérêt à aller produire à l'étranger et à réimporter ce qu'elle produit. Par conséquent, le monopole réalisera toujours des IDE verticaux.

○ Scénario 3 : Si $L > L^*$ et $c > c^*$, on considère que les deux pays sont différents par leur taille et par leur technologie. Alors, le mode d'internationalisation de la firme dépend de plusieurs facteurs en occurrence des écarts de coût et de taille de marché par rapport à leur valeur respective. Le choix entre exporter le bien par le biais des échanges ou avoir deux unités de production dans chaque pays ou seulement avoir une unité de production dans le pays étranger et réimporter le bien dans le pays domestique se fait en fonction du montant du profit fournit par le meilleur mode d'internationalisation ; autrement dit, on choisit le mode d'internationalisation qui génère le coût le moins élevé et donc qui procure le profit le plus élevé.

§5. Les idées de Seven, Lim, Mc Millan, Markusen, Le-Yin Zhang, Chan et Masson sur les déterminants des IDE

D'après Seven, « *seule la crédibilité des politiques économiques conditionne la venue des investisseurs.*¹ ». Il a insisté sur l'urgente nécessité d'un développement des infrastructures infrastructures et l'existence d'un marché local développé pour attirer les investissements

¹ S. SEVEN; *Private investment and macroeconomic adjustment, a survey*, the World Bank research observer, vol. 7, n°1, 1992, p.5

étrangers. Quant à Lim, les mesures d'incitations fiscales ne suffisent pas pour captiver les investissements étrangers. Selon lui, « *la performance économique et l'existence des ressources naturelles susceptibles d'être exploitées sont les deux facteurs déterminants de l'IDE.*¹ ». Pour Mc Millan, c'est « *la taille et la croissance du marché potentiel, et le développement économique du pays qui attirent les capitaux étrangers.*² ». Les incitations fiscales ne sont pas nécessaires quand le pays d'accueil ne répond pas à ces critères établis. A cela s'ajoute aussi l'existence d'instabilité politique.

Markusen raisonne cependant en termes de coûts et avantages sur les IDE. Il avance l'idée que: « *lorsque les avantages tirés d'une implantation ne sont pas énormes, les investissements étrangers ne s'effectuent pas nécessairement.*³ ». Chez Le-Yin Zhang, « *l'importance de la situation géographique, l'existence d'un commerce traditionnel avec l'extérieur et la décentralisation administrative sont les facteurs pouvant influencer sur la décision d'investir.*⁴ ». Quant à Chan et Masson, « *ce sont les pays les plus industrialisés de grande taille et nouant des relations politiques et militaires avec les Etats-Unis qui intéressent les investisseurs étrangers.*⁵ »

Jusqu'ici, on a pu voir les origines de la dépendance économique extérieure mais aussi ses formes et manifestations. Il s'agit donc globalement d'approches théoriques.

Les PED sont perçus comme obligés à être toujours dépendants au vu de ces théories. Toutefois, réduire (et non supprimer) cette dépendance peut se réaliser avec une bonne volonté de bouger.

Dans la deuxième partie de ce mémoire, on va s'intéresser sur le cas de Madagascar. En premier lieu, appréhender la situation sur place et après, avancer des résolutions économiques qui peuvent valoir de solutions face à la grande dépendance de ce pays.

¹ D. LIM; *Fiscal incentives and direct foreign investment in less developed countries*, the journal of development studies, 1982, p.3

² S. Mc MILLAN; *Foreign direct investment in Ghana and Côte d'Ivoire* in "Foreign direct investment in a changing global political economy", edited by Steve Chan, Macmillan press, 1995, p.7

³ J.R MARKUSEN; *The boundaries of multinational enterprises and the theory of international trade*, Journal of economic perspective, vol.9, n°2, 1995, p.169

⁴ LE-YIN ZHANG ; *Location-specific advantages and manufacturing direct foreign investment in South China*, World Development, vol. 22, n°1, 1994, p.4

⁵ S.CHAN & M.MASSON; *Foreign direct investment and host country conditions: looking from the other side now*, International interactions, vol.17, n°3, 1992, p.3

PARTIE II : LA DEPENDANCE ECONOMIQUE : Cas de Madagascar

En ce qui concerne le cas de Madagascar, c'est un pays qui a subi pas mal d'oppressions. La pratique coloniale a sévi ; sa nouvelle forme aussi. La France et les institutions de Breton woods sont devenues des principaux acteurs économiques de l'île. Et à cause des crises cycliques, comme en 2002 et 2009, les recherches de soutien se sont multipliées. La dépendance semble être inébranlable (95% voire même plus des importations malgaches sont technologiques). Mais cette dépendance est vraiment à réduire de peur que les étrangers ne continuent à dominer sur les richesses du pays et ne s'immiscent toujours dans ses affaires internes.

En conséquence, dans cette deuxième partie, nous allons essayer d'appréhender l'ampleur de la dépendance économique malgache (de 2000 à 2012) en premier chapitre, pour ensuite exposer des mesures économiques de lutte en second chapitre.

CHAP.I : AMPLEUR DE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE MALGACHE DANS LES ANNEES 2000

En tant que PED, les demandes d'aides ont été courantes à Madagascar. Même au niveau politique, on a toujours constaté la présence étrangère en matière de régulation. Beaucoup en dénoncent et qualifient d'immixtion aux affaires internes du pays. Sur le plan économique, le problème de la grande île se tourne autour du manque de moyens. Les moyens matériels et financiers n'ont pas toujours été suffisants (importation de produits technologiques à plus de 95% par exemple); d'où, la dépendance persistante. Dans ce chapitre, nous allons montrer que la dépendance malgache s'étend justement au niveau commerce international, de financement extérieur mais aussi d'IDE.

Section 1. Madagascar face au commerce international

L'état de l'échange extérieur détermine le niveau d'ouverture d'un pays à l'étranger. Pour Madagascar, comme pour les autres PED, les importations excèdent les exportations. Dans ce cas, sa balance commerciale est déficitaire. Voyons l'import-export malgache.

§1. L'état des importations

Considéré comme ne pas être à vocation technologique, le pays avait toujours importé beaucoup de produits étrangers. On cite par exemple les produits alimentaires, les produits vestimentaires, les produits pharmaceutiques, les outils de construction, les outils de production, les produits de la découverte, savoir-faire et compétence étrangère, etc.

D'après l'INSTAT, voici la liste des principales importations du pays :

Lait concentré	Chambres à air
Beurre	Pneumatiques
Fromage	Autres caoutchouc
Autres produits du règne animal	Autres cuirs et peaux
Froment et méteil	Bois plaqués et contre-plaqués
Riz	Autres bois et ouvrages en bois
Farine de froment	Papiers et cartons bruts
Autres farines de céréales	Registres, cahiers, carnets
Malt	Livres et brochures
Autres produits du règne végétal	Autres papiers et leurs applications
Huiles alimentaires	Coton en masse
Cires	Fils de coton
Autres corps gras et cires	Tissus de coton

Préparations et conserves de viande	Tissus de laine
Préparations et conserves de poissons, crustacés	Tissus de fibre artificielle continue
Sucrieries	Tissus de fibre artificielle discontinue
Cacao et chocolats	Jute brut
Pâtes alimentaires	Autres matières textiles
Produits de la biscuiterie	Vêtements et lingerie neufs
Conserves de fruits et légumes	Friperie
Bières	Sacs de jute
Vins et apéritifs	Couvertures de coton
Alcools	Autres articles confectionnés en tissu
Sucre	Chaussures
Autres produits des industries alimentaires	Autres chaussures et parties de chaussures
Tabacs bruts	Autres chapeaux
Cigarettes	Parapluies, articles de mode
Autres tabacs	Autres ouvrages en pierre, en plâtre, en ciment
Ciment	Autres produits céramiques
Houille	Autres verres et ouvrages en verre
Pétrole brut	Autres bijouterie, métaux précieux et monnaies
Essence	Fers à béton et laminés
Kérosène	Autres métaux et ouvrages en métaux
Gas-oil et fuel-oil	Machines agricoles
Huiles de graissage et lubrifiants	Machines à coudre
Bitume et coke de pétrole	Machines de bureau
Autres produits minéraux	Autres machines et appareils
Produits pharmaceutiques	Piles électriques
Produits de parfumerie	Appareils de radio, de télévision, de télécommunication et accessoires
Engrais	Autres constructions électriques
Peintures	Voitures de tourisme et bus
Savons	Camions
Produits photographiques	Tracteurs
Désinfectants et insecticides	Cycles et motocycles
Matières plastiques	Autres matériels de transport
Autres produits des industries chimiques et para chimiques	Autres objets

Tableau : Les principales importations de Madagascar

Source : DGINSTAT/DSE/SSES/COMEXT/Janvier 2012

On peut donc déjà appréhender la supériorité des importations face aux exportations (la détérioration chronique des termes de l'échange). Plus de 95% sont tous des produits technologiques. Mais dans le tableau suivant, nous allons exposer l'évolution annuelle des importations faites par le pays avec les principaux exportateurs.

ANNEES	2005	2006	2007	2008
Pays d'origine	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF
CHINE	475 757 238 438	661 523 508 782	864 197 582 601	1 373 663 420 032
FRANCE	482 441 212 337	485 429 662 096	474 535 209 789	576 514 795 654
BAHREÏN	446 535 164 828	615 709 976 289	688 884 588 343	518 898 185 464
AFRIQUE DU SUD	197 714 422 680	215 099 243 285	241 870 839 398	405 031 533 575
THAÏLANDE	65 986 585 237	55 905 299 655	71 184 035 440	121 670 708 907
MAURICE, ILE	252 843 835 100	114 585 810 251	134 980 963 805	145 015 365 109
EMIRATS ARABES UNIS	41 033 012 838	28 231 119 472	34 373 081 644	132 943 601 011
ETATS-UNIS	80 658 776 375	133 968 108 846	160 092 303 055	326 271 088 232
INDE	202 034 950 206	109 231 015 756	129 821 856 881	308 794 496 305
BELGIQUE	93 532 208 047	64 360 076 565	62 820 725 701	101 777 930 637
RESTE DU MONDE	1 069 565 809 000	1 239 905 265 008	1 665 647 322 156	2 521 524 182 725
TOTAL	3 408 103 215 086	3 723 949 086 005	4 528 408 508 813	6 532 105 307 651

2009	2010	2011
Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF
695 464 689 412	645 972 352 359	598 935 736 278
599 444 234 418	710 141 021 183	634 175 361 405
214 881 493 297	291 043 277 995	68 429 703 111
277 331 542 290	410 436 498 632	346 318 934 482
1 131 192 954 608	95 382 222 487	93 843 546 093
287 545 883 471	277 695 386 329	267 412 271 232
107 699 091 342	151 986 063 558	921 877 682 660
211 069 585 524	306 118 698 757	130 963 394 101
243 767 755 301	125 346 268 177	194 565 138 595
388 483 578 660	201 433 360 190	152 409 414 069
2 032 111 770 178	2 089 669 226 602	1 894 895 841 324
6 188 992 578 501	5 305 224 376 269	5 303 827 023 350

Tableau : Importation des produits effectuée par Madagascar auprès des dix principaux pays

Unité : Valeur CAF (en Ariary)

Source : DGINSTAT/DSE/SSES/COMEXT/Janvier 2012

Au vue de ce tableau, l'on peut constater une augmentation annuelle du total des importations depuis 2005 jusqu'à 2008 mais après, des régressions. Ce serait sans doute à cause de la crise qui s'est survenue. Mais en ce qui concerne les exportations, on va aussi les exposer dans des tableaux comme ci-dessus.

§2. L'état des exportations

Exporter à l'étranger est l'un des objectifs économiques spécifiques d'un pays. Et non seulement exporter ou s'insérer dans les marchés à l'extérieur, mais aussi viser la promotion de celle-ci afin de faire augmenter les rentrées en devise.

Pour Madagascar, voici la liste des principaux produits d'exportation selon l'INSTAT :

Viandes et abats	Conserves de fruits et légumes
Poissons	Rhums (hl d'alcool pur)
Burgaux et coquillages	Sons et tourteaux
Crevettes	Autres produits des industries alimentaires
Langoustes	Tabacs bruts
Autres crustacés et mollusques	Cigarettes
Autres produits du règne animal	Autres tabacs
Haricots	Graphite
Pois du cap	Mica
Manioc brut	Minerai de chrome
Farine, fécule de manioc	Minerais de thorium
Banane	Produits pétroliers
Café vert	Quartz
Poivre	Sels
Vanille	Autres produits minéraux
Cannelle	Essence d'ylang ylang
Girofle	Essence de girofle
Riz de luxe	Extraits de vanille
Riz courant	Autres huiles essentielles
Riz en brisures	Autres produits des industries chimiques et para chimiques
Arachides	Cuirs bruts de bovins
Raphia	Peaux de crocodiles
Cacao en fèves	Autres cuirs et peaux
Plantes médicinales	Bois sciés ou dédossés
Maïs	Bois bruts
Litchis	Autres bois et ouvrages en bois
Autres fruits frais	Coton en masse
Autres produits du règne végétal	Fibres de sisal
Huile alimentaire	Ficelles de sisal
Cires d'abeilles	Tissus de coton
Autres corps gras et cires	Tee-shirts, maillots, slips
Conserves de viandes	Chemises, chemisettes
Sucre	Autres matières textiles et ouvrages en ces matières
Mélasses	Pierres fines industrielles
Cacao et chocolat	Autres produits
Tapioca	

Tableau : Les principales exportations de Madagascar

Source : DGINSTAT/DSE/SSSES/COMEXT/Janvier 2012

Voilà donc les produits exportés par Madagascar à l'étranger. Voyons l'évolution annuelle de ces exportations faites avec les principaux pays importateurs.

ANNEES	2005	2006	2007	2008
Pays de destination	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
<i>FRANCE</i>	549 809 576 283	800 351 144 375	1 037 688 035 459	1 241 420 911 603
<i>ETATS-UNIS</i>	376 615 518 818	317 681 417 346	436 438 404 157	624 093 748 155
<i>ALLEMAGNE</i>	109 803 757 606	127 410 152 410	126 962 917 344	185 381 201 316
<i>CHINE</i>	69 341 196 629	47 127 820 771	50 405 869 295	89 541 926 220
<i>ITALIE</i>	47 083 510 530	87 472 674 372	87 704 507 965	69 857 114 729
<i>ROYAUME-UNI</i>	32 760 617 783	64 881 880 335	79 059 777 136	53 582 325 736
<i>SINGAPOUR</i>	28 789 653 007	41 748 302 384	36 689 886 230	39 094 386 412
<i>INDE</i>	24 604 660 956	24 913 888 611	33 028 760 750	18 151 824 591
<i>ESPAGNE</i>	24 608 594 050	51 174 790 520	56 499 214 871	56 046 031 983
<i>CANADA</i>	12 095 730 148	26 523 271 138	21 359 421 787	22 444 202 116
<i>RESTE DU MONDE</i>	428 118 118 406	523 109 541 591	552 578 045 408	465 949 060 477
TOTAL	1 703 630 934 216	2 112 394 883 853	2 518 414 840 402	2 865 562 733 338

2009	2010	2011
Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
674 292 948 942	704 330 758 357	852 872 072 684
383 501 913 947	92 381 463 445	70 775 322 451
136 733 164 778	163 777 627 398	148 969 556 197
103 208 097 112	117 637 169 390	173 981 914 181
54 610 213 205	64 161 978 959	56 222 930 702
68 571 678 930	73 348 282 763	52 588 223 107
46 937 235 392	38 345 329 955	182 639 329 280
40 750 851 014	95 676 197 698	114 175 788 261
46 013 280 112	64 525 040 361	44 390 429 157
23 289 662 626	87 698 867 928	143 396 560 182
568 199 775 854	743 697 872 185	694 424 385 834
2 146 108 821 912	2 245 580 588 439	2 534 436 512 036

Tableau : Exportation des produits effectuée par Madagascar vers les dix principaux pays

Unité : Valeur FOB (en Ariary)

Source: DGINSTAT/DSE/SSSES/COMEXT/Janvier 2012

De même que l'état des importations, les écoulements des produits malgaches ont aussi subi des diminutions depuis l'arrivée de 2009. La crise a sévi. Mais de manière générale, quelles sont alors les constats à tirer de ces faits ?

§3. Analyse

Vu les tableaux montrant l'état malgache en matière d'échanges internationaux, on peut constater globalement de la détérioration chronique des termes de l'échange. En effet, même si les deux agrégats ont connu des baisses en valeur en 2009 (respectivement 1,05 % et 1,33%), la supériorité en valeur et en quantité des importations sur les exportations se

maintient dans un ordre croissant. Et il est fort croyable que cela va continuer ainsi pendant une longue période. Pourquoi?

Madagascar est coincé à l'intérieur des systèmes étrangers. On constate le manque de souveraineté politique et économique du pays. C'est à cause de la colonisation française et à l'innovation technologique inexistante.

Importer des produits technologiques se mesure avec exporter des produits primaires. Avec la mondialisation, d'où l'effervescence des découvertes étrangères, Madagascar ne pourrait jamais combler ses retards, en admettant les hypothèses libérales sur le retard. Le pays n'aura jamais d'avantage absolu sur les technologies ni d'avantage comparatif considérable sur les produits naturels.

Mais à part cette détérioration des termes de l'échange, on peut également remarquer le rôle catalyseur du pétrole dans les importations malgache. En effet, quand le prix du baril augmente, tout augmente et à la fin, il y a la diminution du pouvoir d'achat des ménages. Qu'en est-il alors des sites de Tsimiroro et de Bemolanga qui ont un potentiel de production annuelle de 2,7 milliards de barils? Leur gisement n'est-il pas une solution pérenne pour le pays?

Dû au manque de moyens et de savoir-faire, les compagnies étrangères vont être sollicitées (Madagascar-oil par exemple). Et dans ce cas, les profits seront nécessairement partagés, au lieu d'un bénéfice 100% malgache. On admet les éventuelles répercussions telles que la baisse des prix du carburant, des marchandises, création d'emploi, d'infrastructures voire même possibilité d'exportation, mais il faut également tenir compte du capitalisme grandissant ; capitalisme qui est voué à la lutte, comme nous l'avions déjà dit à l'introduction.

Par ces données aussi, l'on constate de la faible insertion malgache sur le marché international. Ne pourra-t-on connaître un essor des « made in Madagascar » pour attirer plus de devises?

Vu la situation actuelle, les gouvernants du pays se préoccupent plus sur des questions d'ordre politique qu'économique alors qu'il revient à l'Etat de créer des climats favorables à la production locale et de mettre en œuvre des politiques de valorisation des ressources.

Si on parle d'agriculture, le pays a d'important atout. Il s'agit en premier lieu de l'immensité de l'espace cultivable. En effet, la grande île dispose de 18 millions d'ha de terre disponible pour l'agriculture, soit 30% du territoire. La diversité des climats constitue également un facteur favorable à l'agriculture. Elle permet une large gamme de culture. Enfin, il y a l'abondance et la jeunesse de la main-d'œuvre qui constitue un grand avantage pour le secteur agricole. Mais si on parle d'industrie, on constate que le niveau d'industrialisation est encore

faible à Madagascar. Il ne représente que 6% de la population active. Sa contribution au PIB ne dépasse pas 14%. Le secteur industriel malgache se caractérise par la prédominance de l'agro-alimentaire, du textile et des industries légères. Plusieurs points constituent les problèmes de l'industrie malgache : le manque de capitaux, la réticence des investisseurs, les difficultés des industriels nationaux à suivre l'évolution technologique, la faible qualification de la main-d'œuvre, le coût élevé de la production à cause du poids de l'importation des matières premières et du facteur énergie (exemple : le délestage), l'impact de l'instabilité politique (exemple : la rupture de l'AGOA). Concernant l'artisanat, Madagascar dispose d'énorme potentialité. Les produits artisanaux sont diversifiés : vannerie et sculpture (Ambositra), tapis mohaire (Ampanihy), papier Antaimoro (Ambalavao), art zafimaniry (Ambinanindrano), lamba landy (Arivonimamo), ustensils de cuisine en aluminium (Ambatolampy), confection, peinture à l'aiguille, broderie. Mais ce secteur rencontre également de nombreux problèmes tels que le manque de moyens financiers et matériels, le manque d'encadrement technique, les difficultés à trouver des débouchés (les marchés locaux sont faibles et les débouchés extérieurs sont inaccessibles à cause de l'éloignement géographique de l'île et la faible compétitivité des produits). Concernant le tourisme, Madagascar peut être vraiment exceptionnel avec ses 5000km de côte, 177.000 km² de plateau continental et 1.000.000 km² de zone économique exclusive qui regorgent de ressources halieutiques inestimables.

Tout compte fait, le problème malgache sur l'insertion au marché international provient principalement du manque d'initiative étatique pour accroître et valoriser les produits locaux. Les conflits politiques occupent une grande place au préjudice de l'économie.

Section 2. Madagascar en tant que débiteur

Comme dans tous les PED, le PAS n'a pas abouti à des meilleurs résultats à Madagascar. De même, l'IPPTE n'a guère amené vers un essor considérable. Voyons ici ce qui concerne le PAS et de l'IPPTE dans le pays et aussi l'évolution de l'endettement sur place.

§1. Le PAS et de l'IPPTE

Selon Daniel Ramarokoto, « *le PAS mis en œuvre par les Gouvernements successifs de Madagascar depuis les années 80 vise à corriger son système économique de manière à ce*

que cette économie devienne non seulement performante et compétitive, mais aussi rassurante et attractive pour les investisseurs, l'objectif étant que Madagascar ne soit plus considéré comme un des pays les plus pauvres du monde, mais plutôt comme un pays qui a sa place dans les échanges économiques internationaux. Il faut donc mettre en place un environnement des affaires attractif et favorable aux investisseurs privés, nationaux et étrangers, notamment dans les secteurs pour lesquels Madagascar a un avantage comparatif¹ ».

Malheureusement, le PAS a échoué à Madagascar comme dans tous les autres PED. Les conditions du FMI n'a fait qu'exacerber l'endettement et les difficultés sociales. La privatisation massive, la dévaluation de la monnaie nationale, la hausse des taux d'intérêt, la réduction des subventions publiques de fonctionnement à certaines entreprises ou à certains produits, etc. ont mis à mal l'économie malgache et le peuple malgache. D'ailleurs, les institutions de Bretton Woods ont reconnu ses erreurs. S.Bélanger précise bien que « *malgré leur évolution, les PAS ont fait l'objet de nombreuses critiques, de sorte que la Banque et le FMI en sont venues à affirmer qu'elles ont elles-mêmes découvert les lacunes regrettables. La "magie du marché" n'a pas produit les gains économiques espérés compte tenu des conditions régnant dans les pays du Sud (conditions locales, institutionnelles, sociales et politiques)² ».* Mais aussi, G.Otando a écrit que « *d'un point de vue social, il est largement admis, y compris par les Institutions internationales, que les politiques d'ajustement structurel avaient des résultats désastreux. En effet, elles ont généré plus de pauvreté dans les pays qui en ont fait l'objet. Ce qui a poussé les institutions internationales à mettre la question de la pauvreté à l'ordre du jour des priorités. De ce fait, les politiques d'ajustement structurel malgré le fait qu'elles ont contribué à la stabilisation des situations macroéconomiques de quelques pays, il n'en demeure pas moins qu'elles ont fragilisé les conditions sociales des individus³ ».*

Concernant l'IPPTE, Madagascar fait partie des pays ayant atteint le « point d'achèvement ». C'était depuis 2004. En effet, le bénéfice total que l'on obtiendrait de cette initiative dépend du fait d'avoir franchi ou non les deux étapes qui la composent : le « point de décision » et le « point d'achèvement ». Avoir atteint le premier point veut dire avoir

¹ Daniel S.A RAMAROKOTO; *Le Programme d'Ajustement Structurel et les Projets de Développement*, art.Pdf, 2000, p.2

² Sylvie BÉLANGER ; *L'Ajustement Structurel ou restructurer pour la croissance l'état*, Collection cahiers du Gretsé n°8, 1992, p.22

³ Gwenaëlle OTANDO ; *Le Renouveau des Théories du Développement, Institutions et Bonne gouvernance*, Cahiers du Lab.RII n°177, 2008, p.10

rempli les quatre critères de la BM et du FMI pour bénéficier une assistance au titre de l'initiative. Voici ces critères⁴ :

- être admissible à emprunter auprès de l'Agence internationale de développement de la Banque mondiale, qui octroie des prêts sans intérêts et des dons aux pays les plus pauvres du monde et auprès du FMI, par le biais du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui offre des prêts à des taux bonifiés aux pays à faible revenu.
- faire face à une charge d'endettement insoutenable, à laquelle ils ne peuvent s'attaquer au moyen des mécanismes d'allégement de la dette traditionnels.
- donner la preuve qu'il a procédé à des réformes et mené une politique économique avisée dans le cadre de programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale.
- avoir élaboré un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) suivant un vaste processus participatif au niveau national.

Lorsqu'un pays a rempli ces quatre critères ou suffisamment progressé dans l'observation de ces derniers, les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale décident officiellement de son admissibilité à l'allégement de la dette et la communauté internationale s'engage à ramener la dette à un niveau jugé soutenable. La première étape de l'initiative PPTE est donc le point de décision. Lorsque le pays atteint ce point, il peut immédiatement commencer à recevoir un allégement intérimaire du service de sa dette qui est exigible. Mais afin de recevoir la réduction intégrale et irrévocable de sa dette au titre de l'IPPTE, le pays doit :

- continuer de donner la preuve de bonnes performances dans le cadre de programmes soutenus par des prêts du FMI et de la Banque mondiale.
- exécuter de manière satisfaisante les grandes réformes convenues au point de décision.
- adopter et mettre en œuvre pendant un an au moins son DSRP.

⁴ INTERNATIONAL MONETARY FUND; *Allégement de la dette au titre de l'IPPTE*, art. Pdf, 2013, p.2

Lorsqu'un pays a satisfait à ces trois critères, il peut donc atteindre le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'intégralité de l'allégement de la dette promis au point de décision.

Voici la liste des pays qui ont rempli les conditions requises pour bénéficier de l'aide au titre de l'IPPTE, qui y sont admissibles ou potentiellement admissibles et souhaitent peut-être recevoir cette aide (en janvier 2013) :

Pays ayant dépassé le point d'achèvement (35)		
Afghanistan Bénin Bolivie Burkina Faso Burundi Cameroun République centrafricaine République du Congo République dém. du Congo Comores Côte d'Ivoire Éthiopie	Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guyana Haïti Honduras Libéria Madagascar Malawi Mali Mauritanie	Mozambique Nicaragua Niger Ouganda Rwanda São Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Tanzanie Togo Zambie
Pays en phase intérimaire (entre les points de décision et d'achèvement) (1)		
Tchad		
Pays n'ayant pas atteint le point de décision (3)		
Érythrée	Somalie	Soudan

Source : International Monetary Fund (2013)

Nous pouvons alors observer à travers ce tableau la place de Madagascar parmi les pays ayant dépassé le point d'achèvement. Pour ce pays, celui-ci a été atteint en octobre 2004 après avoir atteint le point de décision en décembre 2000. Aussitôt après ce dernier, les pays membres du Club de Paris ont accordé une annulation jusqu'à 100% du service de la dette. Certains organismes multilatéraux ont accordé un allégement sur le service de la dette. Ici, l'annulation n'était encore que relative⁵. Mais à l'issue d'une période de mise en œuvre de la

⁵ « Parmi les événements importants survenus au cours des années 2000,2001 figure la validation du Document intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-i) par les conseils d'administration de la Banque Mondiale et du FMI. Avec cette validation, Madagascar a été admis à l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). L'accession de Madagascar au Point de Décision de l'IPPTE en Décembre 2000 lui a permis de bénéficier d'une réduction de 50% des services de la dette ayant favorisé la disponibilité dans la Loi des Finances

stratégie de lutte contre la pauvreté⁶, le point d'achèvement a été atteint. Les Pays membres du Club de Paris ont accordé une annulation totale du stock de la dette.

Il est nécessaire aussi de noter l'existence de l'IADM ou l'initiative à l'allègement de la dette multilatérale. Celle-ci a été créée en 2005 pour compléter l'IPPTE, en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'IADM prévoit l'allègement de la totalité des dettes admissibles par le FMI, la BM et le Fonds africain de développement (FAD). Selon les analyses de l'International Monetary Fund, les PED qui ont atteint le point d'achèvement et bénéficié de l'IADM peut trouver la charge de leur dette réduite aux environs de 90%⁷.

Madagascar a donc trouvé sa dette diminuée dans le cadre de l'IPPTE accompagnée de l'IADM. Voyons les évolutions enregistrées depuis l'année 2000.

§2. Evolution de la dette malgache

En ce qui concerne les encours⁸ de la dette publique (en millions de DTS), on va les voir dans le tableau suivant :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
A.C.O.	361,3	375,4	394,7	390,2	405,6	415,2	406,2	367,5	385,7	267,1	251,4
Autres créd.	342,8	356,5	381,0	378,3	393,3	400,6	386,5	336,5	360,6	235,5	225,3
Algérie	80,0	78,2	90,7	87,9	91,0	93,0	92,3	91,4	95,8	98,82	99,89
Angola	2,9	2,9	2,9	2,5	-	-	2,4	2,4	2,4	2,44	2,45
Chine	17,2	16,8	25,6	23,0	24,0	24,3	2,0	22,3	34,5	40,47	39,86
Irak	102,3	116,9	116,1	126,6	131,8	134,3	142,5	148,7	153,4	28,28	25,12
Libye	140,4	141,7	145,7	133,2	140,5	144,4	142,4	66,8	56,3	47,74	41,34
RDA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maurice	-	-	-	5,1	6,0	4,6	4,9	4,9	2,5	1,59	1,10
Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	15,7	16,23	15,62
Fonds arabes	18,5	19,0	13,7	11,9	12,3	14,6	19,8	31,0	25,1	31,59	26,04
Abu Dhabi	2,0	2,1	2,1	1,9	1,9	2,0	1,9	1,8	1,5	1,37	1,23
Arabie S.	6,6	6,4	5,9	5,5	5,9	6,0	7,4	9,3	10,8	11,03	5,28
Koweït	9,8	10,5	5,7	4,5	4,4	6,7	10,5	19,9	12,7	19,19	19,53

des ressources de 50 millions de dollars US environ par an, équivalentes à 325 milliards de FMG en 2001.» (PNUD ; Tendances générales et aperçu du financement du secteur santé, rapport 2001, p.34).

⁶ La mise en œuvre du DSRP a commencé en Juillet 2003.

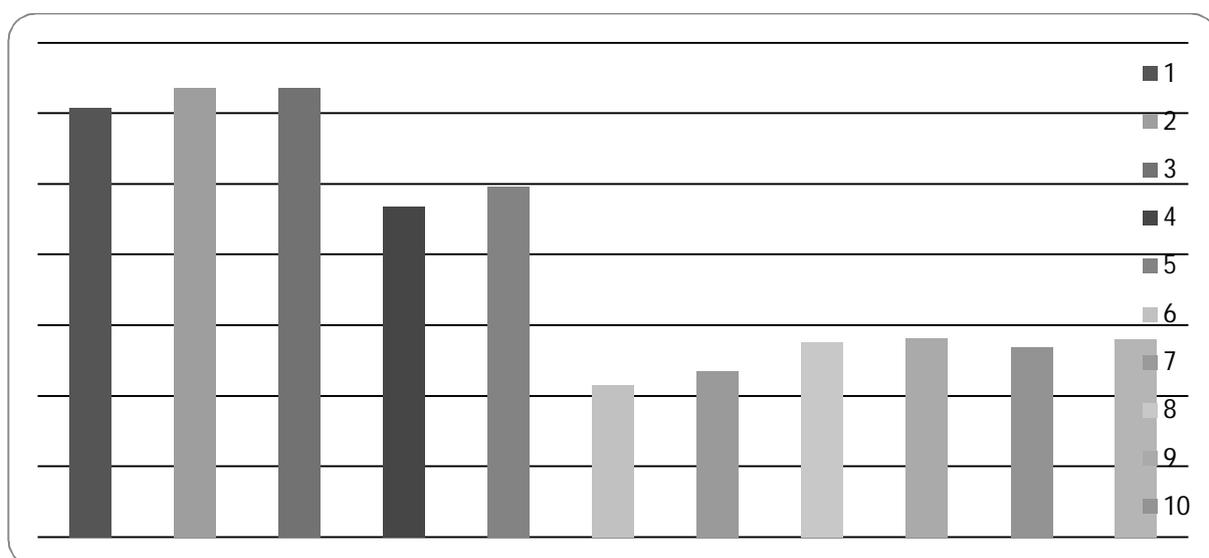
⁷ INTERNATIONAL MONETARY FUND; *Op.cit.*, p.3

⁸ « Ensemble d'actifs détenus à un moment donné. On parle d'encours pour les stocks, pour les crédits aux clients dans une banque. Cela correspond donc à de l'argent qui a été mobilisé et qui n'a pas encore été récupéré. » (In www.vernimmen.net)

O.C.D.E.	1010,8	1119,2	1086,1	96,4	89,7	75,6	98,9	82,4	79,3	71,39	69,86
Autriche	34,6	36,3	37,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	30,9	34,2	36,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	15,3	13,7	11,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	130,9	128,2	119,8	1,2	1,5	1,6	2,0	1,9	1,9	1,80	1,89
France	271,3	288,8	292,6	20,3	16,6	15,0	38,0	19,2	14,6	4,96	3,90
G. Bretagne	31,8	30,0	27,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	1,6	1,5	1,4	0,4	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	132,0	116,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	269,9	238,7	244,9	-	-	-	-	-	-	-	-
RFA	25,7	25,0	24,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	158,6	151,5	137,3	74,5	71,7	59,1	58,9	61,4	62,7	64,63	64,07
Suède	5,9	5,3	4,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	4,8	5,4	5,2	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	29,6	28,7	26,1	-	-	-	-	-	-	-	-
O.I.	1650	1666,9	1687,4	1853,9	1978	572,2	659,5	916,1	938,5	991,9	1069,1
BAD	14,9	21,7	6,1	5,8	2,5	5,3	4,5	4,1	3,3	2,77	2,37
BADEA	16,4	18,4	7,2	7,4	7,4	14,5	14,3	25,9	17,5	17,52	16,76
BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CEE/BEI	32,7	41,0	32,4	44,0	38,9	38,5	20,1	29,7	15,7	12,72	34,78
FAD	278,3	263,6	236,5	260,9	262,8	55,8	81,0	127,4	157,8	161,3	166,6
FIDA	42,0	44,1	43,3	45,2	47,2	48,7	11,5	15,2	19,2	26,52	63,35
FMI	-	-	11,4	11,3	-	-	-	-	-	-	-
IDA/FSA	1244,8	1259,7	1345,8	1472,3	1612	399,6	522,7	686,5	714,5	752,9	766,4
Ligue Arabe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OPEP	20,8	18,4	4,8	7,0	7,3	9,9	5,4	27,4	10,5	18,08	18,89
Prêts privées	15,6	16,2	9,3	0,4	9,8	9,7	9,7	10,3	0,1	10,73	10,68
Total Publicque	3040,6	3177,7	3177,6	2340,9	2483,1	1072,8	1174,3	1376,2	1403,6	1341,2	1401,1

Source : Ministère des finances et du budget

Graphiquement, on a :



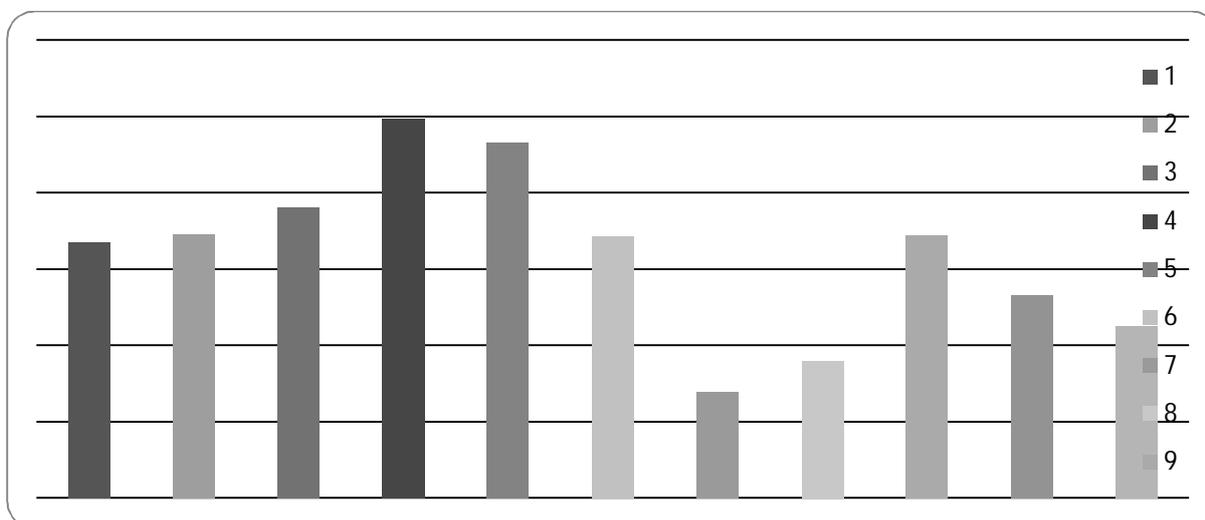
Nous pouvons constater au vue de ce graphique la diminution (43%) considérable des encours après l'année 2005. Ceci montre l'effet de l'IPPTE associé à l'IADM.

Concernant les services⁹ de la dette publique (en millions de DTS), les voici dans le tableau suivant :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
A.C.O.	2,37	1,46	1,24	1,13	0,77	0,30	0,95	2,47	17,39	10,41	10,23
Autres créd.	-	-	-	0,03	0,13	0,16	0,72	1,96	16,83	9,71	9,24
Fonds Arabes	2,37	1,46	1,24	1,10	0,65	0,14	0,23	0,51	0,56	0,70	0,99
O.C.D.E.	8,37	11,93	13,14	16,23	16,83	15,28	3,07	2,80	2,71	2,64	1,39
O.I.	22,86	21,16	23,64	32,27	28,93	18,71	9,90	12,69	14,25	13,48	10,95
Prêts privées	-	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05	0,06	0,06	0,07	0,04
Total Publique	33,60	34,61	38,08	49,69	46,60	34,35	13,97	18,01	34,41	26,60	22,61

Source : Ministère des finances et du budget

Graphiquement, on a :



⁹ « Le service de la dette est la somme que l'emprunteur doit payer chaque année pour honorer sa dette. Il ne faut pas le confondre avec la charge de la dette, qui ne recouvre que le poids des intérêts seuls. » (In www.wikipédia.org)

On constate une baisse sensible du service de la dette en 2007 (41%). Mais par rapport aux encours, ces services annuels sont très moindres. Et c'est le reflet même de la difficulté financière malgache. Voyons les constats à tirer.

§3. Analyse

A part l'ampleur de l'endettement du pays, le faible service de la dette, l'un des plus grands problèmes financiers malgache, à l'instar des autres PED c'est la fuite de capitaux. Il s'agit couramment du détournement de fonds. En 2008, le rapport de «Global Financial Integrity» étudie les évasions de fonds du continent africain sur les 39 dernières années. Ce rapport a montré qu'elles ont crû de décennie en décennie. Pour Madagascar, voici les estimations :

FUITES DE CAPITAUX ENTRE 1970 ET 2008 : BILAN ANNUEL POUR MADAGASCAR									
(en millions de dollars 2004, corrigés de l'inflation)									
1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
0,2	0,4	0,5	0,4	249,8	12,0	0,3	569,6	3,94	8,6
1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
0,2	7,9	14,2	1,8	0,2	227,2	79,0	490,7	8,9	11,8
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
221,8	47,7	41,9	57,5	112,1	168,1	206,3	291,5	71,7	599,3
2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	TOTAL
18,2	21,1	119,1	156,4	784,2	468,5	1758,5	131,2	849,3	8552,3

Source : Global Financial Integrity estimates and Ndikumana & Boyce (2008).

Notons que les capitaux fuient par divers canaux : détournement de fonds publics et de l'aide au développement, transfert clandestin des dividendes, évasion fiscale, surfacturation des produits importés, sous-évaluation des recettes d'exportation, etc. Et d'après le magazine Challenger, « *Ndung'u, le gouverneur de la Banque centrale du Kenya, a affirmé, lors d'une déclaration en 2007 aux gouverneurs des banques centrales africaines, qu'à court terme, les fuites massives de capitaux et le drainage des épargnes nationales ont miné la croissance en*

étouffant la formation de capital privé. À moyen et long terme, elles ont entraîné une importante perte de revenus fiscaux. Toujours selon Ndung'u, les fuites de capitaux encouragent le recours exponentiel à la dette extérieure dont le service compromet l'investissement public. Elles engendrent également une distorsion dans la distribution des richesses, elles accroissent les inégalités de revenus et diminuent la création d'emplois.¹⁰ ».

On peut dire donc que l'ampleur de ces fuites de capitaux explique en grande partie le manque d'efforts pour le développement économique et la réduction de la pauvreté à Madagascar. Il y a trop de détournement de fonds nuisant les programmes économiques et surtout au détriment des ménages. C'est dû à l'esprit capitaliste qui s'est envahi avec le colonialisme. La crise de 2009 les a surtout accentuées.

Voilà globalement la situation malgache en matière financière. Maintenant, nous allons continuer par le cas de ce pays en matière d'IDE.

Section 3. Madagascar face aux IDE

La présence des investisseurs étrangers dans un territoire est très importante pour l'économie du pays. En effet, ne serait-ce dire de leur pouvoir de pallier à la faiblesse de la création d'emploi. Pour Madagascar, voici les caractéristiques de ce type d'investissement.

§1. Flux des IDE

Le flux des IDE entrants met en relief l'entrée de financement en provenance d'économies du reste du monde au cours d'une période donnée vers le secteur productif. L'analyse des flux permet de cerner le dynamisme de l'économie du pays.

Le tableau ci-après montre l'évolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2011.

¹⁰ In www.challenger-magazine.com

<i>Rubriques</i>	2009	2010	2011
Madagascar (en milliards de dollars US)	1,3	0,8	0,8
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1198,0	1309,0	1524,4
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606,2	618,6	747,9
Afrique (en milliards de dollars US)	52,6	43,1	42,7
<i>Part de Madagascar dans le Monde (en %)</i>	0,1	0,1	0,1
<i>Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)</i>	0,2	0,1	0,1
<i>Part de Madagascar en Afrique(en %)</i>	2,5	1,9	1,9

Source : Enquête IDE/IPF 2009/2010/2012, BCM/INSTAT et CNUCED, World Investment Report 2012.

Les flux d'IDE vers les pays en développement ont été dynamiques en 2011, atteignant 747,9 milliards de dollars US, soit 21 % de plus qu'en 2010. Ces pays ont reçu plus de la moitié de l'IDE mondial. Cependant, les flux vers l'Afrique se sont inscrits en baisse pour la troisième année consécutive, mais dans des proportions limitées. Les pays les plus pauvres sont restés les moins lotis en termes d'IDE. Les flux vers ces pays ont régressé de 11%. Le cas de Madagascar a suivi cette tendance à la baisse des flux d'IDE entrants dans les pays africains. En effet, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique tend à diminuer entre 2009 et 2011, en passant de 2,5 % à 1,9%.

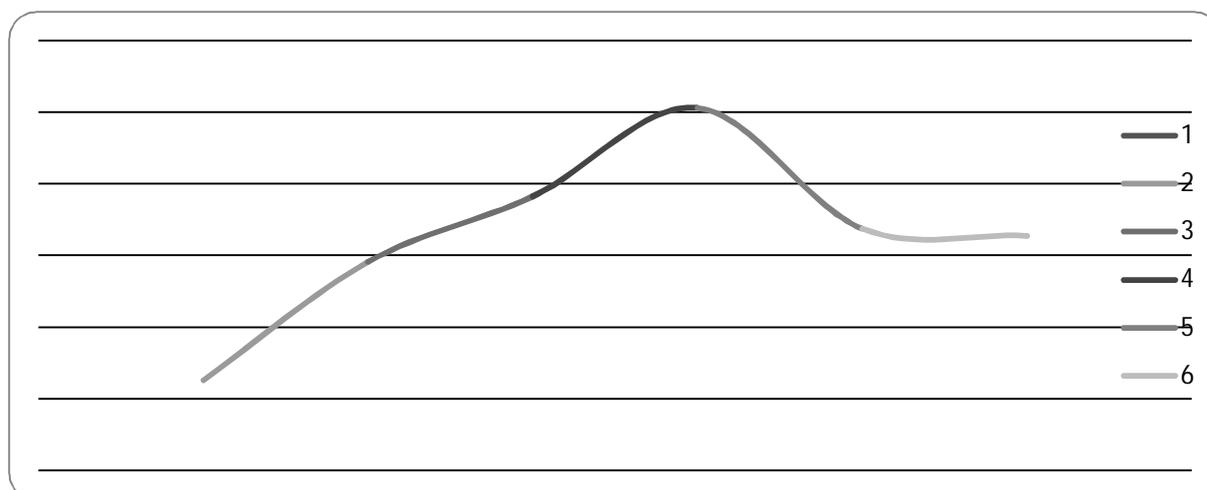
Voici dans le tableau suivant les flux d'IDE par branche d'activités entre 2006 et 2011 (en milliards d'Ariary).

<i>Branches</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	0,2	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3
Pêche, aquaculture	7,7	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3
Activités de fabrication	39,6	15,6	1,0	99,6	41,5	137
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,3	4,0	-2,5	0,3	0,2	3,8
Construction et BTP	1,1	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9
Commerce	16,2	0,9	42,4	30,9	18,4	34
Hôtels et restaurants	-0,3	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8
Transports	18,8	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7

Activités financières	76,7	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4
Immobilier et services aux entreprises	4,0	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8
Distribution pétrolière	18,2	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8
Télécommunication	5,7	28,9	147,8	85,8	16,5	72
Autres	-	-	-	0,2	-0,1	-
TOTAL hors « extractives »	188,2	570,7	277,3	462,7	329,1	639,3
Activités extractives	442,1	886,2	1637,5	2069,84	1360	1000,6
TOTAL	630,3	1456,9	1914,8	2532,51	1689,07	1639,9

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Graphiquement, on a :



En termes d'évolution, le flux d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a continué de baisser depuis 2010. En 2011, cette baisse a été de 26,4 pour cent par rapport à l'année précédente. Selon la BCM et l'INSTAT, « *cette situation est en rapport avec la fin des grands investissements dans le secteur minier. En effet, QMM, dans le sud du pays, est déjà entré dans la phase d'exploitation et le projet d'Ambatovy annonce la fin des travaux de mise en place pour cette année 2011. Toutefois, elle demeure pourvoyeuse d'IDE et se retrouve en première position (61,0 % du total).*¹¹ »

Au niveau des branches « *hors activités extractives* », après une baisse des flux d'IDE observée en 2010, une augmentation de l'ordre de 94,3 pour cent a été constatée en 2011.

¹¹ BCM & INSTAT ; *Etude sur les IDE à Madagascar*, art. Pdf, 2012, p.9

Cette variation vient principalement des hausses probantes des flux d'IDE enregistrées par les branches « *activités financières* », « *télécommunication* » et « *activités de fabrication* ».

§2. Stocks des IDE

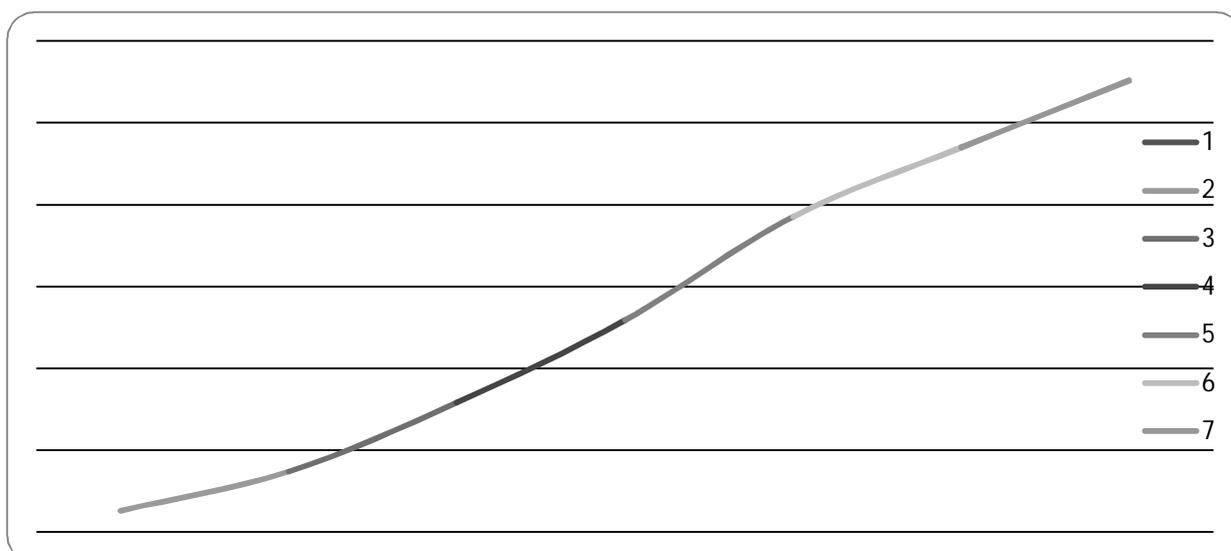
Selon l'étude de la BCM et de l'INSTAT, l'évolution des stocks d'IDE dans le pays a connu deux périodes différentes. La première période, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie. La deuxième période, marquée par la mise en œuvre de deux grands projets miniers, de 2006 à nos jours, a vu l'expansion des IDE pour atteindre les 11.045,5 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 5,5 milliards de dollars américains à fin 2011.

Voici le tableau illustrant les stocks d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2011 (en milliards d'Ariary).

<i>Branches</i>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4
Pêche, aquaculture	51	51,1	17	22,5	41,3	76	83,3
Activités de fabrication	111,3	120	143,7	176,9	276,5	318	455
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1
Commerce	35,6	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5
Transports	9,4	13,5	8,4	11,2	22,1	25	28,7
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6
Immobilier et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	37	47,5	118,3
Distribution pétrolière	41	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2
Autres	4,9	7	-	-	0,2	0,1	0,1
TOTAL hors « extractives »	483,5	585,1	1079,5	1454,2	1916,8	2245,9	2895,4
Activités extractives	47,1	902,8	2089	3729,9	5799,8	7159,8	8150,2
TOTAL	530,6	1487,9	3168,6	5184,1	7716,6	9405,7	11045,5

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Graphiquement, on a :



A la fin de 2011, le stock d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a été évalué à 8.150,2 milliards d'Ariary. Ce niveau représente 73,8 pour cent de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays. Le taux d'accroissement du stock d'IDE de cette branche est de 13,8 pour cent par rapport à l'année 2010.

En dehors de la branche « *activités extractives* », nous notons dans l'ordre décroissant : « *activités financières* » (20,2 %), « *télécommunication* » (15,8 %), « *activités de fabrication* » (15,7 %), « *construction et BTP* » (15,4 %), « *hôtels et restaurants* » (8,6 %) et la « *distribution de produits pétroliers* » (8,5 %) du stock hors activités extractives. Selon la BCM et l'INSTAT, « *il faut remarquer une diversification plus prononcée de la présence des investisseurs étrangers dans l'économie du pays. Par ailleurs, la branche des « activités de fabrication » n'occupe que la quatrième place, en termes de stock d'IDE, alors qu'elle a été toujours à la première place avant 2006. Le démarrage des grands travaux au niveau des projets miniers a entraîné une redynamisation des autres branches, d'autant plus qu'une intensification de la promotion des investissements à Madagascar a été remarquée.*¹² »

On a donc vu l'augmentation du stock d'IDE à Madagascar depuis 2005. Quels sont maintenant les constats à faire sur l'impact de ces résultats au développement du pays ?

¹² *Ibid.* p.16

§3. Analyse

En matière d'IDE, K.Khaddouj a dit : « *les IDE occupent actuellement une importante place à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, rétablissent son équilibre financier et augmentent sa compétitivité internationale. Les IDE peuvent non seulement, participer au développement économique et humain d'un pays, en apportant les fonds nécessaires pour financer une partie des investissements intérieurs, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir faire commercial. L'importance des IDE trouve sa justification dans leur capacité à enrichir les externalités nationales offertes aux entreprises domestiques et aussi dans les effets d'entraînement qu'ils exercent sur l'ensemble de l'économie et par conséquent sur la croissance économique du pays en général.*¹³ »

Cette remarque de K.Khaddouj met en exergue les effets bénéfiques des IDE dans un territoire. Or, à Madagascar, ceux-ci se neutralisent manifestement avec les effets indésirables. En effet, les investisseurs étrangers cherchent principalement le maximum de profit en déployant leurs capitaux. Les capitalistes ne se soucient guère du développement du pays mais s'intéressent plutôt aux ressources naturelles et aux mains-d'œuvre à bon marché. Ce qui est certain c'est le rapatriement de bénéfices colossaux des étrangers. Ils bénéficient plus qu'ils concèdent.

A part cela, les IDE constituent aussi une menace pour les industries locales. Ils sont forts technologiquement et ont des marchés vastes.

Enfin, au niveau de l'Etat malgache, il semble que l'intérêt personnel a toujours excellé celui de l'économie et de la masse. Comme on l'a déjà dit dans la section précédente, les détournements de fonds font rage et donc, les ressources publiques tirées des IDE en sont également concernées. L'économie malgache reste encore précaire malgré les flux et stocks d'IDE enregistrés, malgré la dépendance à ces types d'investissements.

Madagascar est fortement dépendant, mais en guise d'essor, il faut juguler ce phénomène à tout prix.

Dans ce cas, quelles sont alors les mesures économiques appropriées pour lutter contre cette énorme dépendance malgache ?

¹³ K.KHADDOUJ ; *Op.cit.*, p.3

CHAP. II : LES MESURES ECONOMIQUES EXISTANTES FACE A L'AMPLEUR DE LA DEPENDANCE A MADAGASCAR

A l'époque actuelle, il est difficile de penser à l'autarcie. Même dans les pays jugés communistes actuels, il y a quand même des ouvertures, du moins entre-eux et en matière technologique. La dépendance s'avère être inévitable. Sauf, pour les PED, l'ampleur est d'autant plus accentuée. On a vu tout celui de Madagascar. Mais ici, il aura lieu d'exposer les mesures économiques possibles pour faire baisser ce phénomène.

Section 1. Les possibilités malgaches dans le commerce avec l'extérieur

Malgré les constats faits sur Madagascar à propos de son commerce extérieur, on peut quand même avancer des idées notamment pour valoriser les atouts et les potentialités du pays. On va les voir successivement.

§1. Le protectionnisme

Dans le cas des PED comme Madagascar, protéger les industries locales¹⁴ et les produits locaux se trouve très essentiel. Le but en est de promouvoir la quantité et la qualité des fabrications sur place. Toutefois, il est à noter que le fait de taxer les importations dont nous n'avons pas la production ne constitue que des préjudices pour nous même. C'est ainsi que les responsables de douane doivent être beaucoup plus vigilants. Voyons les différentes sortes d'instruments possibles à cette protection.

§1.1. Les barrières tarifaires

Il s'agit des « droits de douane ». Ce sont des prélèvements obligatoires sur la circulation des biens entre les pays. Ce sont des taxes qui consistent à élever artificiellement le prix d'un produit importé. Ils visent donc soit à en réduire la consommation nationale, soit à l'orienter vers des produits nationaux devenus plus compétitifs. Selon Wikipédia, *« le droit de douane est un impôt prélevé sur une marchandise importée lors de son passage à la frontière. Ils ne sont payés qu'à l'importation. Ces droits peuvent être forfaitaires ou représenter un pourcentage du prix (droits « ad valorem »). En rendant plus chers les*

¹⁴ C'est dans la même idée que Friedrich LIST (1789-1846), économiste allemande, sur la nécessité de protéger les industries naissantes.

produits étrangers, cette pratique cherche à en décourager la consommation, et à favoriser les industries locales. C'est pourquoi le droit de douane constitue l'un des principaux instruments du protectionnisme.¹⁵»

§1.2. Les barrières non tarifaires

Elles regroupent un nombre important de mesures qui produisent des effets directs ou des effets indirects beaucoup plus insidieux sur le volume d'importations :

- Les contingents (ou quotas d'importations) : fixent des limites quantitatives maximales à l'importation de catégories de produits.
- Les barrières techniques : sont mises en place par l'obligation de respecter certaines « normes » de qualité ou labels. Ces normes contraignent généralement les entreprises à fabriquer des séries plus courtes et donc plus coûteuses destinées aux exportations vers le pays qui dicte ces normes. Les délais d'homologation sont aussi très longs.
- Les barrières administratives : ont pour objet d'accroître le coût du produit ou de rallonger les délais d'entrée sur le territoire national par des formalités administratives lourdes et pénalisantes.
- Les restrictions volontaires d'exportation : sont des mesures par lesquelles les pouvoirs publics d'un pays importateur s'entendent avec ceux d'un pays exportateur en vue de restreindre le volume d'exportation de ce dernier. Elles résultent généralement de pressions du pays importateur, le terme « volontaire » signifiant simplement qu'il s'agit d'accords bilatéraux.
- Les subventions à l'exportation : versées par l'Etat, permettent aux entreprises nationales qui en bénéficient de réduire artificiellement leurs coûts et d'abaisser leur prix de vente à l'étranger.

§1.3. Le protectionnisme monétaire (ou dumping monétaire)

Cette forme de protectionnisme consiste à maintenir la parité de la monnaie nationale à un cours artificiellement bas pour être compétitif sur les marchés mondiaux et favoriser les exportations.

¹⁵ In www.wikipédia.org

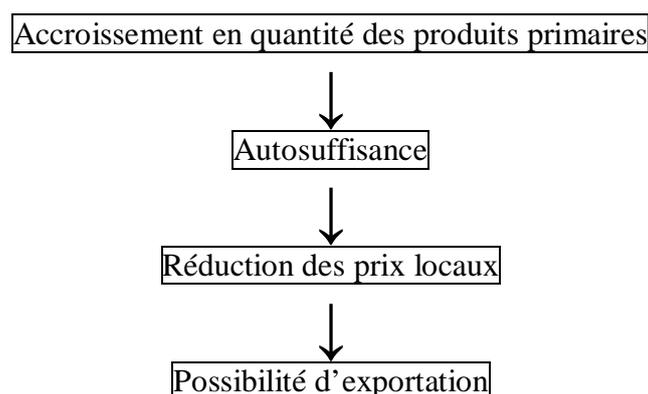
Vue ces instruments de protection, il se trouve préférable pour Madagascar d'opter beaucoup plus pour les barrières non tarifaires, notamment les restrictions issues de négociations ou d'accords bilatéraux. En effet, les autres instruments peuvent être coûteux et risquent d'entraver les relations entre pays. Notons qu'on exclut dans ce cas les pays en intégration régionale¹⁶ avec la Grande île (les pays de la SADC, COMESA, COI).

§2. Réformes autour des produits primaires malgaches

Le terme « faire des réformes » devrait être un slogan dans les PED. Concernant le problème malgache sur la nature de ses produits d'exportation, nous n'allons pas détailler des résolutions à long terme comme la politique de développement local, mais d'essayer plutôt de raisonner à court terme.

Le vrai problème à Madagascar à part la nature des produits d'exportation, c'est l'insuffisance en quantité et en qualité. Mais c'est un problème résolvable dans une période plus ou moins longue. Si on prend l'exemple du riz, l'Etat malgache peut certainement faire une entrée en force pour valoriser l'étendue et la fertilité de ses terres, en faisant cultiver des surfaces disponibles. Dans ce cas, l'Etat prendrait totalement les affaires en main de sorte que les quantités de riz locales soient suffisantes et que les importations de riz étrangers puissent être réduites à bas niveau. Nous soutenons donc l'intervention de l'Etat dans l'économie¹⁷.

Voici le schéma :



¹⁶ « L'intégration régionale est le processus qui consiste à surmonter, d'un commun accord, les obstacles politiques, physiques, économiques et sociaux qui séparent les pays de leurs voisins, et à collaborer dans la gestion de ressources partagées et de biens communs régionaux. » (Service européen pour l'action extérieure ; *Intégration régionale*, doc.html, 2013)

¹⁷ On note que les Keynésiens n'adhèrent pas à l'idée de marché autorégulateur ; ils sont favorables à l'intervention de l'Etat dans l'économie.

Grosso modo, l'Etat malgache a un devoir : celui de développer l'économie du pays.

§3. L'industrialisation par substitution d'importation (ISI)¹⁸

C'est une stratégie de développement qui consiste à produire localement des biens, qui, précédemment, étaient importés. Elle permet d'économiser les devises, de réduire la dépendance du pays par rapport aux importations et de renforcer le potentiel productif national. Dans ce principe, il y a la logique de remontée de filière, c'est-à-dire que les productions locales doivent d'abord concerner les biens de consommation (industrie légère), puis se tourner vers la production de biens intermédiaires et enfin de biens d'équipement. Par ailleurs, la mise en place de cette stratégie nécessite absolument des mesures protectionnistes pour protéger l'industrie dans l'enfance.

Pour sortir donc de la grande dépendance aux importations, les autorités malgaches ont aussi en main cette ISI. A notre avis, le mieux c'est d'abord concentrer les efforts là-dedans avant de se focaliser également sur les ISE¹⁹ ou industrialisation par substitution d'exportations. En effet, il faut d'abord juguler l'excès d'importation pour bien se tourner plutard vers les marchés extérieurs.

Si on a pu avancer ces idées sur le commerce extérieur malgache, on va aussi essayer d'en faire sur les problèmes financiers de ce pays.

Section 2. Les possibilités malgaches face aux problèmes financiers

Face aux problèmes d'endettement et de fuites de capitaux dans l'île, nous soutenons trois idées : la mise en place d'une bonne gouvernance, la pratique d'une politique d'austérité et l'adoption d'un système où se développe la création monétaire.

¹⁸ « La politique d'industrialisation par substitution d'importations consiste à promouvoir des industries nationales dans les branches correspondant aux produits importés afin d'assurer un développement sans dépendance extérieure : biens de consommation tout d'abord, puis, par remontée de filière, biens intermédiaires et biens d'équipement correspondants. » (C.D. ECHAUDEMAISON; *Op.cit.*, p.263)

¹⁹ « L'industrialisation par substitution d'exportations consiste à développer prioritairement des industries exportatrices capables de substituer aux produits de base des exportations à plus forte valeur ajoutée. » (*Ibid.*)

§1. La bonne gouvernance

C'est un passage obligé si les autorités malgaches et son peuple veulent avancer vers le chemin du développement. En effet, le contraire marque l'existence d'insouciance à l'essor, à la prospérité, l'existence de clientélisme, de corruption, de détournement de fonds, de partage inégale de revenus, de forte dépendance au financement étranger, de précarité de l'économie, de pauvreté persistante.

D'après le dictionnaire français, « gouverner » signifie diriger, gérer, exercer l'autorité politique, administrer, commander. On peut donc attribuer à la « bonne gouvernance » comme étant la manière de diriger ou de gérer une chose efficacement. Au niveau administratif, il s'agit de la gestion efficace de l'Etat.

M.Modandi Wa-Komba, consultant de la PNUD, a montré dans son exposé six caractéristiques de la bonne gouvernance²⁰:

- L'obligation de rendre compte : les administrations publiques devront être capables de montrer en quoi leur action et leurs décisions sont conformes à des objectifs précis et convenus.

- La transparence : l'action, les décisions et la prise de décision des administrations publiques devront, dans une certaine mesure être, ouvertes à l'examen des autres secteurs de l'administration, du parlement, de la société civile et parfois d'institutions et d'autorités extérieures.

- L'efficience et efficacité : les administrations publiques devront s'attacher à une production de qualité, notamment dans les services rendus aux citoyens, et veiller à ce que leurs prestations de par leur efficacité répondent à l'intention des responsables de l'action publique.

- La réceptivité : les autorités publiques devront disposer des moyens et de la flexibilité voulus pour répondre rapidement à l'évolution de la société, ils doivent tenir compte des attentes de la société civile lorsqu'elles définissent l'intérêt général et elles devront être prêtes à faire l'examen critique du rôle de l'Etat.

- La prospective : les autorités publiques se doivent d'anticiper les problèmes qui se posent à partir des données disponibles et des tendances observées, ainsi que d'élaborer des

²⁰ Moïse MODANDI WA-KOMBA ; *Exposé sur le concept de bonne gouvernance*, art. Pdf, 2009, p.5

politiques qui tiennent compte de l'évolution des coûts et des changements prévisibles (démographiques, économiques, environnementaux, par exemple).

- La primauté du droit : les autorités publiques doivent faire appliquer les lois, la réglementation et les codes en toute égalité et en toute transparence.

Globalement, en matière de bonne gouvernance, l'exemple doit donc venir de ceux qui dirigent. C'est une question de volonté politique. Et les PED comme Madagascar en ont vraiment besoin.

§2. La politique d'austérité

Notons d'abord que dans ses activités, l'Etat a en main ce qu'on appelle « la politique économique ». Il s'agit d'ensemble de moyens que celui-ci met en œuvre pour atteindre ses objectifs qui doivent conduire à améliorer la situation économique du pays. Selon A.Diemer, « *la politique économique est définie comme un ensemble de décisions cohérentes, prises par les pouvoirs publics et visant, à l'aide de divers instruments à atteindre des objectifs afin d'orienter l'économie dans le sens souhaitable.*²¹ »

La politique économique retient quatre objectifs principaux²² :

- La croissance : il s'agit de stimuler le développement de la production et du revenu national considéré comme le garant d'une amélioration du bien être des individus ;
- Le plein emploi : il s'agit d'utiliser au mieux tous les facteurs de production disponibles, ceci ramène souvent au plein emploi du facteur travail, c'est-à-dire à une baisse du chômage ;
- La stabilité des prix : il s'agit de limiter le développement de l'inflation ;
- L'équilibre extérieur : il s'agit d'équilibrer les entrées et les sorties de biens, de services, de revenus et de capitaux avec le reste du monde.

On précise aussi que la politique économique est composée de deux éléments: la politique conjoncturelle et la politique structurelle. La première agit à court terme sur les indicateurs économiques ; vise à prendre des mesures ponctuelles pour sortir d'une crise temporaire ou pour modérer une surchauffe temporaire de l'économie. Parmi ses

²¹ A.DIEMER ; *La politique économique de l'Etat*, art. Pdf, 2009, p.3

²² Référence au carré magique de N.Kaldor (1971)

composantes, il y a essentiellement la politique budgétaire²³, la politique monétaire²⁴, la politique fiscale²⁵ et la politique de l'emploi²⁶. Mais pour la politique structurelle, il s'agit d'un ensemble de dispositions qui visent à influencer durablement la structure et la base de l'économie. On cite par exemple : la politique industrielle, la politique de recherche, la politique des transports, la politique agricole, etc.

Faire de l'austérité au niveau d'un pays s'articule à des buts précis : réduire le déficit extérieur c'est-à-dire le solde de la balance commerciale²⁷, réduire la hausse des prix c'est-à-dire le taux d'inflation et enfin, réduire l'endettement public. Dans cette pratique, l'Etat utilise principalement les moyens conjoncturels à travers lesquels il diminue les dépenses publiques et autant la demande globale.

Dans le cas de Madagascar, nous soutenons donc l'application effective de cette politique d'austérité à chaque fois que les déséquilibres s'annoncent grandiose.

§3. Le schéma M,S,E-T-R

Ce schéma a été mis en lumière par E.T.Mandrara. En effet, selon lui, le démarche classique de la mobilisation du travail (K-T-R)²⁸ constituait toujours un préjudice pour les PED.

Voici l'enchaînement :

²³ « C'est l'instrument privilégié des politiques de relance. En cas de récession, elle consiste à augmenter les dépenses publiques pour compenser la faiblesse des dépenses privées. » (Fiche de cours n°15 ; *La politique économique et sociale*, art. Pdf, 2004, p.1)

²⁴ « C'est l'instrument privilégié en cas de surchauffe de l'économie (inflation), dans le cadre de politiques d'austérité ou de rigueur. Elle recouvre les mesures agissant sur les conditions de financement de l'économie (taux d'intérêt, encadrement du crédit). » (*Ibid.*)

²⁵ « Elle recouvre l'ensemble des mesures allant de la création de taxes ou d'impôts nouveaux (ou de suppression) à la définition de l'assiette fiscale (les catégories assujetties à l'impôt) et de sa progressivité. » (*Ibid.*)

²⁶ « L'État a ici un rôle primordial à jouer. Tout d'abord par un traitement économique du chômage : prendre toutes les mesures qui permettent de créer des emplois nouveaux (formation, aide à la création d'entreprise, allègements fiscaux et sociaux, etc.). Ensuite par un traitement social du chômage, notamment par le versement de revenus sociaux aux chômeurs (allocations chômage). » (*Ibid.*)

²⁷ Il s'agit de réduire l'excès d'importation.

²⁸ « Pour les Classiques, le facteur mobilisateur du travail est la capital. La cause de la richesse n'est pas l'abondance monétaire, mais le capital. Celui-ci permet de mobiliser du travail et de développer la division du travail. Plus précisément, le capital est le mobilisateur du travail et c'est le travail qui est la cause de la richesse [K-T-R] » (E.T.MANDRARA; *Introduction à l'économie et Histoire de la pensée économique*, Document pédagogique de la 1^{ère} année, 1999, p.32).

- Réalité d'un PED : emprise de systèmes extérieurs + politique classique de développement
→ Renforcement de l'emprise extérieure.

- Schéma de développement sous l'influence smithienne. Politique classique de développement :

« Le pays n'a pas de capitaux » → donc il faut « assainir » (désengagement de l'Etat, privatisation, restriction financière, ...) pour attirer les capitaux extérieurs → Document cadre de politique économique.

Le problème c'est alors la domination de l'idéologie classique au sein des PED comme Madagascar. Cela les garde dans la pauvreté. *« A l'ère où la colonisation directe n'est plus de mise, cette action prend des formes variées dont l'attrance dans l'appât financier, l'entretien de nos faiblesses internes, mais elle ne trouve meilleur effet que par le verrouillage idéologique. Notre endoctrinement ne relève donc pas que de nous sujets, on nous y maintient. Pour recevoir des aides, obtenir l'aménagement de la dette, il faut d'abord prouver dans des documents signés que nous sommes convaincus des mesures classiques. Leur application rend ensuite inactif et engendre un besoin d'aides plus pressant encore. Nous sommes otages de la dépendance et de la dette. »²⁹.*

Au lieu du schéma K-T-R, le schéma M,S,E-T-R est mieux selon E.T.Mandrara. La mobilisation par les capitaux est destinée plutôt pour la microéconomie et non pour la macroéconomie. Nous sommes alors d'accord avec cette théorie pour réduire la dépendance économique et surtout financière. Il faut que les PED construisent eux-mêmes leur économie et leur avenir³⁰.

Dans le nouveau schéma, « M » c'est la monnaie, « S » le système et « E » l'Etat. Ces trois éléments se concordent pour vraiment mobiliser le travail T. « M-S-E » veut dire alors l'interaction entre ces trois éléments dans laquelle l'Etat agit par son propre système et à travers la création monétaire³¹. *« Le système est le cadre général des conditions de réussite ou*

²⁹ E.T.MANDRARA ; *Court Traité du Développement*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.17.

³⁰ « Ce qui permet de dire que « ça ne va pas » c'est principalement que la Nation malagasy (ou un autre PED) ne construit pas son avenir, mais que l'extérieur le fait à sa place. On lui a enlevé sa capacité de peser dans ses propres affaires, l'exercice de sa volonté. » (Ibid., p.19).

³¹ « Il y a création monétaire chaque fois qu'une institution financière monétise une créance. La monétisation de créance peut prendre des formes diverses : mobilisation d'effets de commerce, octroi d'un découvert bancaire, conversions de devises en monnaie nationale, etc. » (A.BEITONE & A.CAZORLA; *Op.cit.*, p.107).

d'échec de la création monétaire. La création monétaire n'est qu'une composante du système. Ce qui compte c'est principalement le système d'abord. Le développement est le développement d'un système.³²». Pour bien préciser, E.T.Mandrara a mentionné dans son écrit : « ce n'est pas l'épargne qui finance l'investissement mais la création de monnaie. Toutes les sociétés marchandes se sont développées par la création monétaire, y comprises grecque et romaine antiques.³³».

Madagascar dispose aussi donc de cette possibilité pour pouvoir bouger face à l'ampleur de la dépendance financière. Il faut un Etat qui gère son système et qui entretient ce système par la création monétaire.

Maintenant, on va voir les mesures possibles sur les IDE dans l'île.

Section 3. Les possibilités malgaches face aux problèmes d'IDE

Dans cette section, nous allons avancer deux mesures essentielles sur l'IDE à Madagascar : la protection des intérêts du pays d'une part, et la création de climat de plus en plus favorable à l'arrivée des investisseurs étrangers d'autre part.

§1. La protection des intérêts du pays

Notons d'abord que les deux partis contractants à l'investissement disposent chacun leurs atouts. Du côté des étrangers, on constate leurs avoirs en capitaux, en technologie, en compétence, en savoir-faire, leur capacité de créer des emplois, des infrastructures, des effets d'entraînement³⁴, des rentrées en devise, etc. Du côté malgache, il y a surtout les ressources naturelles et humaines très abondantes. Et M.Razafindrakoto a bien dit que : « *ce pays (Madagascar) dispose d'un certain nombre d'atouts qui devraient lui permettre de s'engager sur la voie de la croissance. Ses ressources naturelles diversifiées dans différents domaines tels que l'agriculture, la pêche, les industries extractives ou le tourisme, et sa main-d'œuvre abondante, peu coûteuse et qualifiée sont autant de facteurs qui apparemment restent largement sous-exploités.*³⁵ »

³² E.T.MANDRARA; *Document Pédagogique – Canevas d'orientation des leçons*, 2011, p.4.

³³ E.T.MANDRARA; *Court Traité du Développement*, p.30.

³⁴ Il y a effet d'entraînement d'une activité économique sur une autre lorsque le développement de la première entraîne le développement de la seconde.

³⁵ M.RAZAFINDRAKOTO ; *Les Déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar : quelle leçon peut-on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ?*, art. Pdf, 1995, p.3

Nous entendons donc par « protection des intérêts du pays », l'engagement de l'Etat dans lequel l'ouverture aux IDE apportera des bienfaits au pays. D'une manière directe, l'Etat doit agir pour que les bénéfices soient partagés équitablement entre le pays et les étrangers.

Si nous allons nous référer à la théorie des jeux, cette situation correspondrait évidemment à l'équilibre de Nash³⁶.

Dans le cas de Madagascar, l'Etat a donc un grand rôle à jouer : veiller à ce que les IDE rapportent des intérêts réciproques.

§2. L'incitation des investisseurs étrangers

Tout en protégeant les intérêts de l'économie et des travailleurs malgaches, créer un climat favorable à l'arrivée massive des IDE est nécessaire pour le pays. Selon M. Razafindrakoto, « un certain nombre de facteurs peuvent influencer sur les flux d'investissements directs étrangers :

- La performance économique du pays ;

³⁶ Soit un jeu sous forme normale G avec les trois éléments suivants :

- L'ensemble des n joueurs concernés. Un joueur quelconque est appelé i et donc $i = 1, 2, \dots, n$;
- Les ensembles S_i des stratégies possibles de chacun des n joueurs. Une stratégie du joueur i est s_i avec $s_i \in S_i$. Les stratégies possibles s_i sont appelées *stratégies pures*. Une issue (s_1, s_2, \dots, s_n) est une combinaison possible de stratégies des n joueurs ;
- Le paiement (ou utilité) obtenu par le joueur i lorsque les n joueurs choisissent (s_1, s_2, \dots, s_n) est $u_i(s_1, s_2, \dots, s_n)$. On considère explicitement que le résultat obtenu par l'agent i (utilité, profit, ...) est fonction non seulement de sa propre stratégie mais également de l'ensemble des stratégies choisies par tous les autres joueurs.

Notons que u_i peut s'écrire sous la forme suivante : $u_i = u_i(s) = u_i(s_i, s_{-i})$ avec $s_{-i} = (s_1, \dots, s_{i-1}, s_{i+1}, \dots, s_n)$ qui désigne le sous-ensemble des stratégies choisies par les joueurs autres que le joueur i . On utilise donc la formulation suivante pour représenter un jeu statique sous forme normale : $G = [n; \{S_i\}; \{u_i(\cdot)\}]$.

L'issue en stratégies pures $s^* = (s^*_1, \dots, s^*_n)$ est un équilibre de Nash si pour tout joueur i et pour toute stratégie $s'_i \in S_i$, nous avons : $u_i(s^*_i, s^*_{-i}) \geq u_i(s'_i, s^*_{-i})$. En d'autres termes, l'équilibre de Nash est une issue où simultanément le joueur i choisit la meilleure stratégie compte tenu du meilleur choix du joueur j et le joueur j choisit la meilleure stratégie compte tenu du meilleur choix du joueur i . Le choix de i est donc optimal pour (seulement) tout choix optimal de j . Et notons que cet équilibre de Nash est stable car c'est une issue où aucun joueur n'est incité à dévier de façon unilatérale.

- *Le niveau d'industrialisation ;*
- *L'ouverture du pays ;*
- *L'existence de ressources naturelles exploitables ;*
- *La taille du pays qui peut révéler un marché national important ;*
- *La situation géographique qui peut permettre l'accès à un marché régional ;*
- *La faiblesse des coûts, notamment de la main-d'œuvre ;*
- *La qualification de la main-d'œuvre ;*
- *Le niveau de développement des infrastructures.*

D'autres paramètres devraient également être pris en compte telles que l'importance des mesures d'incitations fiscales, l'efficacité de l'administration, la clarté, la facilité des démarches à suivre pour investir dans le pays, ainsi que la stabilité politique. Mais ces derniers sont difficiles à quantifier.³⁷ »

Vus les atouts malgaches par rapport à ces facteurs, il y a pas mal d'ambitions. Seulement, on précise la nécessité de stabilité politique, de sécurité et de suppression des lourdeurs bureaucratiques.

Malgré les effets négatifs des IDE, Madagascar en a besoin ne serait-ce que pour employer les gens, dynamiser le tissu industriel, créer des infrastructures, augmenter le taux de croissance, etc. Nous soutenons donc l'arrivée massive des investisseurs étrangers mais avec la protection de l'Etat des intérêts de la nation. Et sur ce, on va entrer dans la conclusion générale du mémoire.

³⁷ *Ibid.* p.9

CONCLUSION

La dépendance économique est un phénomène incontournable. D'un côté, elle est source d'effets positifs. Citons par exemple l'ouverture à l'étranger, l'accès aux nouvelles technologies, réception d'aides, etc. Mais d'un autre côté, non. Son ampleur maintient les pays dominés dans leur situation.

Dans ce mémoire, nous avons soutenu la nécessité de lutte contre cette dépendance. C'est ainsi qu'on a choisi d'entamer la première partie par des approches théoriques ; et en seconde partie, regarder particulièrement le cas de Madagascar.

La dépendance est d'autant plus inévitable dans la grande île. Elle se dresse comme un obstacle au développement par son ampleur. Trois points sont à souligner : le fait d'être accoutumé à ce phénomène, le problème de l'immobilisme Etatique et le fait d'être toujours enclin aux aides extérieures. Ce sont des problèmes.

Pourtant, les mesures économiques de lutte ne manquent pas. Au niveau des axes : relations commerciales, problèmes financiers et IDE, les gouvernants du pays peuvent toujours accéder à des résolutions. La forte intervention de l'Etat dans l'économie est une grande nécessité, mais en tout cas, il faut d'abord que la bonne gouvernance soit effective.

En somme, Madagascar peut réagir contre la dépendance.

BIBLIOGRAPHIE

1. Manuels et ouvrages

- ANDRIAMBELOMIADANA, R. ; *Libéralisme et développement à Madagascar*, Antananarivo, Foi et Justice, 1993 ;
- BETOINE, A. & CAZORLA, A. ; *Dictionnaire des sciences économiques*, Paris, Armand Colin, 2002 ;
- BOGOJAVLENSKI, C. ; *Le néo-colonialisme et l'Afrique dans les années 70*, Moscou, MISL, 1978 ;
- ECHAUDEMAISON, C.D. ; *Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales*, Paris, Nathan, 2001 ;
- HENNER, H.F ; *Commerce international*, Paris, Montchrestien, 1992 ;
- KABA, O. ; *L'investissement direct étranger*, Paris, l'Harmattan, 2007 ;
- LENINE, V. ; *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions de Pékin, 1916 ;
- MANDRARA, E.T. ; *Introduction à l'économie et Histoire de la pensée économique*, Document pédagogique de la 1^{ère} année, 1999 ;
- MANDRARA, E.T. ; *Court Traité du Développement*, Paris, L'Harmattan, 2003 ;
- POPOV, Y. ; *Premières notions d'économie politique*, Moscou, éditions du progrès, 1984 ;

2. Revues et publications

- ANTONIOU, A. ; *Initiative PPTE: où en est-on ?*, art. Pdf, 2004 ;
- BCM & INSTAT ; *Etude sur les IDE à Madagascar*, art. Pdf, 2012 ;
- BÉLANGER, S. ; *L'Ajustement Structurel ou restructurer pour la croissance l'état*, Collection cahiers du Gretsé n°8, 1992 ;
- BOUALAM, F. ; *Les institutions et attractivité des IDE*, art. Pdf, 2008 ;
- CHAN, S. & MASSON, M. ; *Foreign direct investment and host country conditions: looking from the other side now*, International interactions, vol.17, n°3, 1992 ;
- DIEMER, A. ; *La politique économique de l'Etat*, art. Pdf, 2009 ;
- DIRER, A. ; *Théories du commerce international*, art. Pdf, 2008 ;
- DJAOWE, J. ; *IDE et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ?* Revue africaine de l'intégration, vol. 3, n°1, 2009 ;
- EL KADIRI, Y. ; *Rapport du module environnement-Mondialisation*, art. Pdf, 2003.
- FISCHER, B. ; *Néo-colonialisme*, art. Pdf, 2012 ;
- INTERNATIONAL MONETARY FUND ; *Allègement de la dette au titre de l'IPPE*, art. Pdf, 2013 ;
- KHADDOUJ, K. ; *Les investissements directs étrangers*, art. Pdf, 2008 ;
- LAFI, M. ; *Stratégie horizontale, stratégie verticale et modèle « kc » des firmes multinationales*, art. Pdf, 2000 ;
- LEVASSEUR, S. ; *IDE et Stratégies des entreprises multinationale*, Revue de l'OFCE, 2002 ;
- LIM, D. ; *Fiscal incentives and direct foreign investment in less developed countries*, the journal of development studies, 1982 ;

- LORENZI, J.H. ; *L'impact de la mondialisation sur les stratégies des entreprises*, art. Pdf, 2007 ;
- MANDRARA, E.T.; *Document Pédagogique – Canevas d'orientation des leçons*, 2011 ;
- MARKUSEN, J.R.; *The boundaries of multinational enterprises and the theory of international trade*, Journal of economic prospective, vol.9, n°2, 1995 ;
- MC MILLAN, S.; *Foreign direct investment in a changing global political economy*, Macmillan press, 1995 ;
- MODANDI WA-KOMBA, M. ; *Exposé sur le concept de bonne gouvernance*, art. Pdf, 2009 ;
- OCAMPO, J.A. & MARTIN, J.; *Mondialisation et développement- un regard de l'Amérique latine et des caraïbes*, art. Pdf, Santiago du Chili, 2005 ;
- OTANDO, G. ; *Le Renouveau des Théories du Développement, Institutions et Bonne gouvernance*, Cahiers du Lab.RII n°177, 2008 ;
- PNUD ; *Tendances générales et aperçu du financement du secteur santé*, rapport 2001 ;
- RAMAROKOTO, D.; *Le Programme d'Ajustement Structurel et les Projets de Développement*, art.Pdf, 2000 ;
- RAZAFINDRAKOTO, M. ; *Les Déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar : quelle leçon peut-on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ?*, art.Pdf, 1995 ;
- SEVEN, S.; *Private investment and macroeconomic adjustment, a survey*, the World Bank research observer, vol. 7, n°1, 1992 ;
- VUJISIC, M.; *Les nouvelles théories du commerce international*, art Pdf, 2006 ;
- ZHANG, L.Y. ; *Location-specific advantages and manufacturing direct foreign investment in South China*, World Development, vol. 22, n°1, 1994 ;

3. Webographie

- www.challenger-magazine.com
- www.clubdeparis.org
- www.franceonu.org
- www.imf.org
- www.ocde.org
- www.vernimmen.net
- www.wikipedia.fr

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
<u>PARTIE I : QUELQUES POINTS DE VUE THEORIQUE DE LA DEPENDANCE</u>	3
<u>CHAP. I : FORMES DE LA DEPENDANCE</u>	4
I. L'impérialisme	4
§1 .Définition	4
§2 .Les traits caractéristiques de l'impérialisme	4
§2.1 .La concentration de la production et du capital.....	4
§2.2 .Le capital financier et l'exportation du capital.....	5
§2.3 .Le partage économique et territorial du monde.....	6
II. Le néo-colonialisme	7
§3. .Définition	7
§4. .Les traits caractéristiques du néo-colonialisme.....	7
§2.4.....	.....
.La notion de « l'aide »	7
§2.5.....	.....
.La réorientation sectorielle des investissements étrangers.....	8
§2.6.....	.....
.Autres formes de néo-colonialisme	9
III. La mondialisation	10
§1 .Définition	10
§2 .Historique de la mondialisation économique	10
§3 .Les acteurs actuels de la mondialisation	12
§4 .La contestation altermondialiste	13
<u>CHAP. II : MANIFESTATIONS DE LA DEPENDANCE</u>	15
I. Dépendance dans le commerce international	15
§6. ....	.....
Définition	15
§7. ....	.....
Les thèses mercantilistes	15
§8. ....	.....
Les analyses de l'école classique.....	16
§3.3.....	.....
.La théorie des avantages absolus (A.Smith).....	16
§3.4.....	.....
.La théorie des avantages comparatifs de Ricardo.....	18
§9. ....	.....
L'analyse néoclassique du commerce international	19
§4.5.....	.....
.La théorie HOS.....	19
§4.6.....	.....
.La théorie de Rybczynski.....	20
§4.7.....	.....
.Paradoxe de Leontief.....	21

§4.8.....	21
.L'approche néo-factorielle	21
§10.....	22
Les théories modernes du commerce international	22
§5.4.....	22
.L'innovation technologique et l'échange international.....	22
iii. La théorie de l'écart technologique	23
iv. La théorie du cycle de vie du produit	23
§5.5.....	25
.Echange international et économies d'échelle.....	25
§5.6.....	25
.Echange international et différenciation des produits.....	25
i. La théorie de la demande représentative de Linder.....	26
ii. La concurrence monopolistique et la demande de variété : le modèle de Krugman	26
iii. La recherche de la variété idéale et l'échange international : le modèle de Lancaster	28
II. Dépendance en matière de financement extérieur	29
§1 .Les théories économiques expliquant le sous-développement du Tiers-monde	29
§1.4.....	29
.Le sous-développement comme retard : les théories libérales	29
i. Analyse de W.Rostow	30
ii. Analyse basée sur le commerce international	30
§1.5.....	31
.Les structures des PED comme obstacles à leur développement	31
i. Le dualisme	31
ii. L'analyse structuraliste	32
§1.6.....	32
.Le sous-développement comme conséquence de l'impérialisme: les analyses néomarxistes	32
i. L'école de la dépendance.....	32
ii. L'échange inégal	33
§2 .Le programme d'ajustement structurel (PAS) et l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE)	34
§2.3.....	34
.Le programme d'ajustement structurel (PAS).....	34
i. Les types de mesures pouvant avoir une incidence structurelle.....	34
ii. Les négociations dans le PAS	35
§2.4.....	36
.L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE)	36
III. Dépendance industrielle	38
§6.....	38
Définition de l'investissement direct étranger (IDE).....	38
§7.....	39
Les différents types d'IDE	39
§8.....	40
Les différentes stratégies d'IDE	40

§3.4.....	40
.La stratégie d'accès aux ressources naturelles.....	40
§3.5.....	40
.La stratégie d'accès au marché ou stratégie horizontale	40
§3.6.....	41
.La stratégie de minimisation des coûts ou stratégie verticale.....	41
§9.....	41
Le modèle théorique de proximité-concentration.....	41
§4.5.....	42
.Les hypothèses du modèle.....	42
§4.6.....	42
.Les stratégies d'internationalisation du monopole	42
§4.7.....	43
.Les fonctions de profit selon les trois cas d'internationalisation.....	43
§4.8.....	44
.Interprétations des résultats du modèle	44
§10.....	44
Les idées de Seven, Lim, Mc Millan, Markusen, Le-Yin Zhang, Chan et Masson sur les déterminants des IDE	44

PARTIE II : LA DEPENDANCE ECONOMIQUE : Cas de Madagascar46

CHAP. I : AMPLEUR DE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE MALGACHE DANS LES ANNEES 200047

I. Madagascar face au commerce international.....	47
§4.....	47
L'état des importations	47
§5.....	49
L'état des exportations	49
§6.....	51
Analyse.....	51
II. Madagascar en tant que débiteur	53
§4.....	53
Le PAS et de l'IPPE	53
§5.....	57
Evolution de la dette malgache.....	57
§6.....	60
Analyse.....	60
III. Madagascar face aux IDE	61
§4. Flux des IDE	61
§5.....	64
Stocks des IDE	64
§6.....	66
Analyse.....	66

CHAP.II : LES MESURES ECONOMIQUES EXISTANTES FACE A L'AMPLEUR DE LA DEPENDANCE A MADAGASCAR67

1. Les possibilités malgaches dans le commerce avec l'extérieur	67
--	-----------

§1 .Le protectionnisme	67
§1.1 .Les barrières tarifaires.....	67
§1.2 .Les barrières non tarifaires	68
§1.3 .Le protectionnisme monétaire (ou dumping monétaire).....	68
§2 .Réformes autour des produits primaires malgaches	69
§3 .L'industrialisation par substitution d'importation (ISI).....	70
II. Les possibilités malgaches face aux problèmes financiers	70
§4.....	
La bonne gouvernance	71
§5.....	
La politique d'austérité	72
§6.....	
Le schéma M,S,E-T-R	73
III. Les possibilités malgaches face aux problèmes d'IDE	75
§1 .La protection des intérêts du pays	75
§2 .L'incitation des investisseurs étrangers	76
CONCLUSION.....	78

TABLE DES MATIERES

ANNEXES

ANNEXE 1 : Liste des principales importations malgache

Lait concentré	Chambres à air
Beurre	Pneumatiques
Fromage	Autres caoutchouc
Autres produits du règne animal	Autres cuirs et peaux
Froment et méteil	Bois plaqués et contre-plaqués
Riz	Autres bois et ouvrages en bois
Farine de froment	Papiers et cartons bruts
Autres farines de céréales	Registres, cahiers, carnets
Malt	Livres et brochures
Autres produits du règne végétal	Autres papiers et leurs applications
Huiles alimentaires	Coton en masse
Cires	Fils de coton
Autres corps gras et cires	Tissus de coton
Préparations et conserves de viande	Tissus de laine
Préparations et conserves de poissons, crustacés	Tissus de fibre artificielle continue
Sucreries	Tissus de fibre artificielle discontinue
Cacao et chocolats	Jute brut
Pâtes alimentaires	Autres matières textiles
Produits de la biscuiterie	Vêtements et lingerie neufs
Conserves de fruits et légumes	Friperie
Bières	Sacs de jute
Vins et apéritifs	Couvertures de coton
Alcools	Autres articles confectionnés en tissu
Sucre	Chaussures
Autres produits des industries alimentaires	Autres chaussures et parties de chaussures
Tabacs bruts	Autres chapeaux
Cigarettes	Parapluies, articles de mode
Autres tabacs	Autres ouvrages en pierre, en plâtre, en ciment
Ciment	Autres produits céramiques
Houille	Autres verres et ouvrages en verre
Pétrole brut	Autres bijouterie, métaux précieux et monnaies
Essence	Fers à béton et laminés
Kérosène	Autres métaux et ouvrages en métaux
Gas-oil et fuel-oil	Machines agricoles
Huiles de graissage et lubrifiants	Machines à coudre
Bitume et coke de pétrole	Machines de bureau
Autres produits minéraux	Autres machines et appareils
Produits pharmaceutiques	Piles électriques
Produits de parfumerie	Appareils de radio, de télévision, de télécommunication et accessoires
Engrais	Autres constructions électriques
Peintures	Voitures de tourisme et bus
Savons	Camions
Produits photographiques	Tracteurs
Désinfectants et insecticides	Cycles et motocycles
Matières plastiques	Autres matériels de transport
Autres produits des industries chimiques	Autres objets

Tableau : Les principales importations de Madagascar

Source : DGINSTAT/DSE/SSSES/COMEXT/Janvier 2012

ANNEXE 2 : Liste des principales exportations malgache

Viandes et abats	Conserves de fruits et légumes
Poissons	Rhums (hl d'alcool pur)
Burgaux et coquillages	Sons et tourteaux
Crevettes	Autres produits des industries alimentaires
Langoustes	Tabacs bruts
Autres crustacés et mollusques	Cigarettes
Autres produits du règne animal	Autres tabacs
Haricots	Graphite
Pois du cap	Mica
Manioc brut	Minerai de chrome
Farine, fécule de manioc	Minerais de thorium
Banane	Produits pétroliers
Café vert	Quartz
Poivre	Sels
Vanille	Autres produits minéraux
Cannelle	Essence d'ylang ylang
Girofle	Essence de girofle
Riz de luxe	Extraits de vanille
Riz courant	Autres huiles essentielles
Riz en brisures	Autres produits des industries chimiques et para chimiques
Arachides	Cuir bruts de bovins
Raphia	Peaux de crocodiles
Cacao en fèves	Autres cuirs et peaux
Plantes médicinales	Bois sciés ou dédossés
Maïs	Bois bruts
Litchis	Autres bois et ouvrages en bois
Autres fruits frais	Coton en masse
Autres produits du règne végétal	Fibres de sisal
Huile alimentaire	Ficelles de sisal
Cires d'abeilles	Tissus de coton
Autres corps gras et cires	Tee-shirts, maillots, slips
Conserves de viandes	Chemises, chemisettes
Sucre	Autres matières textiles et ouvrages en ces matières
Mélasses	Pierres fines industrielles
Cacao et chocolat	Autres produits
Tapioca	

Tableau : Les principales exportations de Madagascar

Source : DGINSTAT/DSE/SSSES/COMEXT/Janvier 2012

ANNEXE 3 : Importation des produits effectuée par Madagascar auprès de dix principaux pays

ANNEES	2005	2006	2007	2008
Pays d'origine	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF
<i>CHINE</i>	475 757 238 438	661 523 508 782	864 197 582 601	1 373 663 420 032
<i>FRANCE</i>	482 441 212 337	485 429 662 096	474 535 209 789	576 514 795 654
<i>BAHREÏN</i>	446 535 164 828	615 709 976 289	688 884 588 343	518 898 185 464
<i>AFRIQUE DU SUD</i>	197 714 422 680	215 099 243 285	241 870 839 398	405 031 533 575
<i>THAÏLANDE</i>	65 986 585 237	55 905 299 655	71 184 035 440	121 670 708 907
<i>MAURICE, ILE</i>	252 843 835 100	114 585 810 251	134 980 963 805	145 015 365 109
<i>EMIRATS ARABES UNIS</i>	41 033 012 838	28 231 119 472	34 373 081 644	132 943 601 011
<i>ETATS-UNIS</i>	80 658 776 375	133 968 108 846	160 092 303 055	326 271 088 232
<i>INDE</i>	202 034 950 206	109 231 015 756	129 821 856 881	308 794 496 305
<i>BELGIQUE</i>	93 532 208 047	64 360 076 565	62 820 725 701	101 777 930 637
<i>RESTE DU MONDE</i>	1 069 565 809 000	1 239 905 265 008	1 665 647 322 156	2 521 524 182 725
TOTAL	3 408 103 215 086	3 723 949 086 005	4 528 408 508 813	6 532 105 307 651

2009	2010	2011
Valeur CAF	Valeur CAF	Valeur CAF
695 464 689 412	645 972 352 359	598 935 736 278
599 444 234 418	710 141 021 183	634 175 361 405
214 881 493 297	291 043 277 995	68 429 703 111
277 331 542 290	410 436 498 632	346 318 934 482
1 131 192 954 608	95 382 222 487	93 843 546 093
287 545 883 471	277 695 386 329	267 412 271 232
107 699 091 342	151 986 063 558	921 877 682 660
211 069 585 524	306 118 698 757	130 963 394 101
243 767 755 301	125 346 268 177	194 565 138 595
388 483 578 660	201 433 360 190	152 409 414 069
2 032 111 770 178	2 089 669 226 602	1 894 895 841 324
6 188 992 578 501	5 305 224 376 269	5 303 827 023 350

Tableau : Importation des produits effectuée par Madagascar auprès des dix principaux pays

Unité : Valeur CAF (en Ariary)

Source: DGINSTAT/DSE/SSES/COMEXT/Janvier 2012

ANNEXE 4 : Exportation des produits effectuée par Madagascar vers les dix principaux pays

ANNEES	2005	2006	2007	2008
Pays de destination	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
<i>FRANCE</i>	549 809 576 283	800 351 144 375	1 037 688 035 459	1 241 420 911 603
<i>ETATS-UNIS</i>	376 615 518 818	317 681 417 346	436 438 404 157	624 093 748 155
<i>ALLEMAGNE</i>	109 803 757 606	127 410 152 410	126 962 917 344	185 381 201 316
<i>CHINE</i>	69 341 196 629	47 127 820 771	50 405 869 295	89 541 926 220
<i>ITALIE</i>	47 083 510 530	87 472 674 372	87 704 507 965	69 857 114 729
<i>ROYAUME-UNI</i>	32 760 617 783	64 881 880 335	79 059 777 136	53 582 325 736
<i>SINGAPOUR</i>	28 789 653 007	41 748 302 384	36 689 886 230	39 094 386 412
<i>INDE</i>	24 604 660 956	24 913 888 611	33 028 760 750	18 151 824 591
<i>ESPAGNE</i>	24 608 594 050	51 174 790 520	56 499 214 871	56 046 031 983
<i>CANADA</i>	12 095 730 148	26 523 271 138	21 359 421 787	22 444 202 116
<i>RESTE DU MONDE</i>	428 118 118 406	523 109 541 591	552 578 045 408	465 949 060 477
TOTAL	1 703 630 934 216	2 112 394 883 853	2 518 414 840 402	2 865 562 733 338

2009	2010	2011
Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
674 292 948 942	704 330 758 357	852 872 072 684
383 501 913 947	92 381 463 445	70 775 322 451
136 733 164 778	163 777 627 398	148 969 556 197
103 208 097 112	117 637 169 390	173 981 914 181
54 610 213 205	64 161 978 959	56 222 930 702
68 571 678 930	73 348 282 763	52 588 223 107
46 937 235 392	38 345 329 955	182 639 329 280
40 750 851 014	95 676 197 698	114 175 788 261
46 013 280 112	64 525 040 361	44 390 429 157
23 289 662 626	87 698 867 928	143 396 560 182
568 199 775 854	743 697 872 185	694 424 385 834
2 146 108 821 912	2 245 580 588 439	2 534 436 512 036

Tableau : Exportation des produits effectuée par Madagascar vers les dix principaux pays

Unité : Valeur FOB (en Ariary)

Source : DGINSTAT/DSE/SSES/COMEXT/Janvier 2012

ANNEXE 5 : Liste des pays bénéficiaires de l'IPTE

Pays ayant dépassé le point d'achèvement (35)		
Afghanistan Bénin Bolivie Burkina Faso Burundi Cameroun République centrafricaine République du Congo République dém. du Congo Comores Côte d'Ivoire Éthiopie	Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guyana Haïti Honduras Libéria Madagascar Malawi Mali Mauritanie	Mozambique Nicaragua Niger Ouganda Rwanda São Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Tanzanie Togo Zambie
Pays en phase intérimaire (entre les points de décision et d'achèvement) (1)		
Tchad		
Pays n'ayant pas atteint le point de décision (3)		
Érythrée	Somalie	Soudan

Source : International Monetary Fund (2013)

ANNEXE 6 : Les encours de la dette publique malgache (en millions de DTS)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
A.C.O.	361,3	375,4	394,7	390,2	405,6	415,2	406,2	367,5	385,7	267,1	251,4
Autres créd.	342,8	356,5	381,0	378,3	393,3	400,6	386,5	336,5	360,6	235,5	225,3
Algérie	80,0	78,2	90,7	87,9	91,0	93,0	92,3	91,4	95,8	98,82	99,89
Angola	2,9	2,9	2,9	2,5	-	-	2,4	2,4	2,4	2,44	2,45
Chine	17,2	16,8	25,6	23,0	24,0	24,3	2,0	22,3	34,5	40,47	39,86
Irak	102,3	116,9	116,1	126,6	131,8	134,3	142,5	148,7	153,4	28,28	25,12
Libye	140,4	141,7	145,7	133,2	140,5	144,4	142,4	66,8	56,3	47,74	41,34
RDA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maurice	-	-	-	5,1	6,0	4,6	4,9	4,9	2,5	1,59	1,10
Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	15,7	16,23	15,62
Fonds Arabes	18,5	19,0	13,7	11,9	12,3	14,6	19,8	31,0	25,1	31,59	26,04
Abu Dhabi	2,0	2,1	2,1	1,9	1,9	2,0	1,9	1,8	1,5	1,37	1,23
Arabie S.	6,6	6,4	5,9	5,5	5,9	6,0	7,4	9,3	10,8	11,03	5,28
Koweït	9,8	10,5	5,7	4,5	4,4	6,7	10,5	19,9	12,7	19,19	19,53
O.C.D.E.	1010,8	1119,2	1086,1	96,4	89,7	75,6	98,9	82,4	79,3	71,39	69,86
Autriche	34,6	36,3	37,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	30,9	34,2	36,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	15,3	13,7	11,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	130,9	128,2	119,8	1,2	1,5	1,6	2,0	1,9	1,9	1,80	1,89
France	271,3	288,8	292,6	20,3	16,6	15,0	38,0	19,2	14,6	4,96	3,90
G. Bretagne	31,8	30,0	27,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	1,6	1,5	1,4	0,4	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	132,0	116,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	269,9	238,7	244,9	-	-	-	-	-	-	-	-
RFA	25,7	25,0	24,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	158,6	151,5	137,3	74,5	71,7	59,1	58,9	61,4	62,7	64,63	64,07
Suède	5,9	5,3	4,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	4,8	5,4	5,2	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	29,6	28,7	26,1	-	-	-	-	-	-	-	-
O.I.	1650	1666,9	1687,4	1853,9	1978	572,2	659,5	916,1	938,5	991,9	1069,1
BAD	14,9	21,7	6,1	5,8	2,5	5,3	4,5	4,1	3,3	2,77	2,37
BADEA	16,4	18,4	7,2	7,4	7,4	14,5	14,3	25,9	17,5	17,52	16,76
BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CEE/BEI	32,7	41,0	32,4	44,0	38,9	38,5	20,1	29,7	15,7	12,72	34,78
FAD	278,3	263,6	236,5	260,9	262,8	55,8	81,0	127,4	157,8	161,3	166,6
FIDA	42,0	44,1	43,3	45,2	47,2	48,7	11,5	15,2	19,2	26,52	63,35
FMI	-	-	11,4	11,3	-	-	-	-	-	-	-
IDA/FSA	1244,8	1259,7	1345,8	1472,3	1612	399,6	522,7	686,5	714,5	752,9	766,4
Ligue Arabe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OPEP	20,8	18,4	4,8	7,0	7,3	9,9	5,4	27,4	10,5	18,08	18,89
Prêts privées	15,6	16,2	9,3	0,4	9,8	9,7	9,7	10,3	0,1	10,73	10,68
Total Publique	3040,6	3177,7	3177,6	2340,9	2483,1	1072,8	1174,3	1376,2	1403,6	1341,2	1401,1

Source : Ministère des finances et du budget

ANNEXE 7 : Les services de la dette publique malgache (en millions de DTS)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
A.C.O.	2,37	1,46	1,24	1,13	0,77	0,30	0,95	2,47	17,39	10,41	10,23
Autres créd.	-	-	-	0,03	0,13	0,16	0,72	1,96	16,83	9,71	9,24
Fonds Arabes	2,37	1,46	1,24	1,10	0,65	0,14	0,23	0,51	0,56	0,70	0,99
O.C.D.E.	8,37	11,93	13,14	16,23	16,83	15,28	3,07	2,80	2,71	2,64	1,39
O.I.	22,86	21,16	23,64	32,27	28,93	18,71	9,90	12,69	14,25	13,48	10,95
Prêts privées	-	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05	0,06	0,06	0,07	0,04
Total Publique	33,60	34,61	38,08	49,69	46,60	34,35	13,97	18,01	34,41	26,60	22,61

Source : Ministère des finances et du budget

ANNEXE 8 : Fuites de capitaux à Madagascar

FUITES DE CAPITAUX ENTRE 1970 ET 2008 : BILAN ANNUEL POUR MADAGASCAR (en millions de dollars 2004, corrigés de l'inflation)									
1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
0,2	0,4	0,5	0,4	249,8	12,0	0,3	569,6	3,94	8,6
1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
0,2	7,9	14,2	1,8	0,2	227,2	79,0	490,7	8,9	11,8
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
221,8	47,7	41,9	57,5	112,1	168,1	206,3	291,5	71,7	599,3
2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	TOTAL
18,2	21,1	119,1	156,4	784,2	468,5	1758,5	131,2	849,3	8552,3

Source : Global Financial Integrity estimates and Ndikumana & Boyce (2008).

ANNEXE 9 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2011.

<i>Rubriques</i>	2009	2010	2011
Madagascar (en milliards de dollars US)	1,3	0,8	0,8
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1198,0	1309,0	1524,4
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606,2	618,6	747,9
Afrique (en milliards de dollars US)	52,6	43,1	42,7
<i>Part de Madagascar dans le Monde (en %)</i>	0,1	0,1	0,1
<i>Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)</i>	0,2	0,1	0,1
<i>Part de Madagascar en Afrique(en %)</i>	2,5	1,9	1,9

Source : Enquête IDE/IPF 2009/2010/2012, BCM/INSTAT et CNUCED, World Investment Report 2012.

ANNEXE 10 : Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2006 et 2011 (en milliards d'Ariary).

<i>Branches</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	0,2	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3
Pêche, aquaculture	7,7	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3
Activités de fabrication	39,6	15,6	1,0	99,6	41,5	137
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,3	4,0	-2,5	0,3	0,2	3,8
Construction et BTP	1,1	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9
Commerce	16,2	0,9	42,4	30,9	18,4	34
Hôtels et restaurants	-0,3	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8
Transports	18,8	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7
Activités financières	76,7	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4
Immobilier et services aux entreprises	4,0	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8
Distribution pétrolière	18,2	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8
Télécommunication	5,7	28,9	147,8	85,8	16,5	72
Autres	-	-	-	0,2	-0,1	-
TOTAL hors « extractives »	188,2	570,7	277,3	462,7	329,1	639,3
Activités extractives	442,1	886,2	1637,5	2069,84	1360	1000,6
TOTAL	630,3	1456,9	1914,8	2532,51	1689,07	1639,9

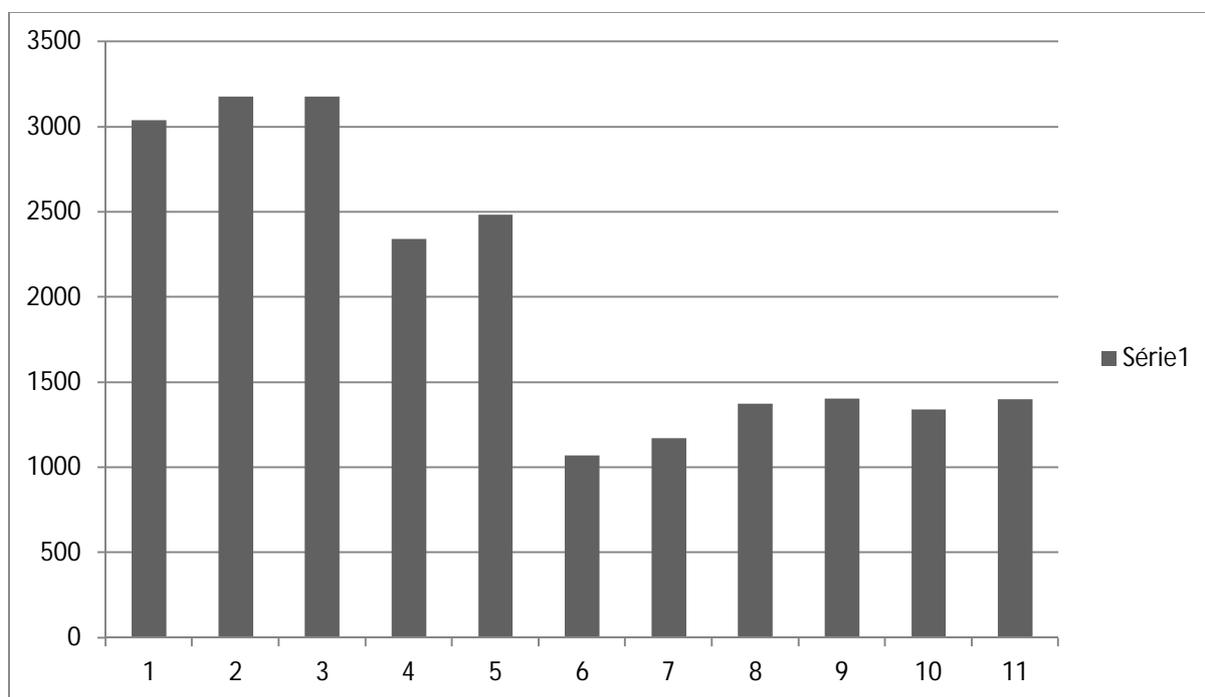
Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

ANNEXE 11 : Les stocks d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2011 (en milliards d'Ariary).

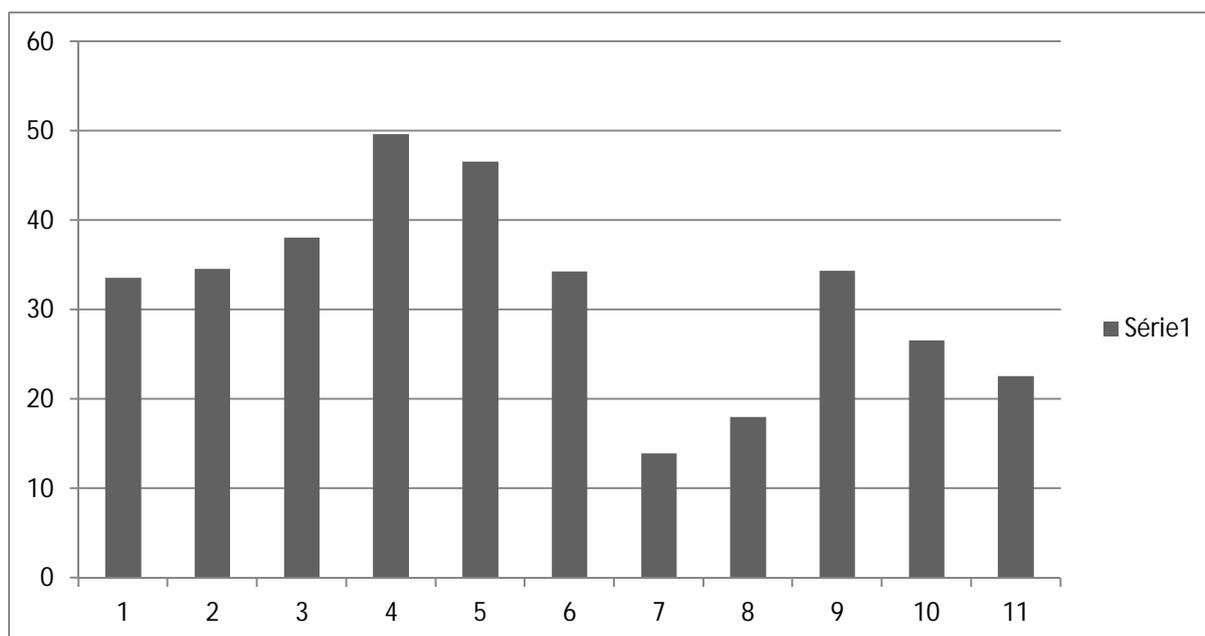
<i>Branches</i>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4
Pêche, aquaculture	51	51,1	17	22,5	41,3	76	83,3
Activités de fabrication	111,3	120	143,7	176,9	276,5	318	455
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1
Commerce	35,6	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5
Transports	9,4	13,5	8,4	11,2	22,1	25	28,7
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6
Immobilier et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	37	47,5	118,3
Distribution pétrolière	41	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2
Autres	4,9	7	-	-	0,2	0,1	0,1
TOTAL hors « extractives »	483,5	585,1	1079,5	1454,2	1916,8	2245,9	2895,4
Activités extractives	47,1	902,8	2089	3729,9	5799,8	7159,8	8150,2
TOTAL	530,6	1487,9	3168,6	5184,1	7716,6	9405,7	11045,5

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

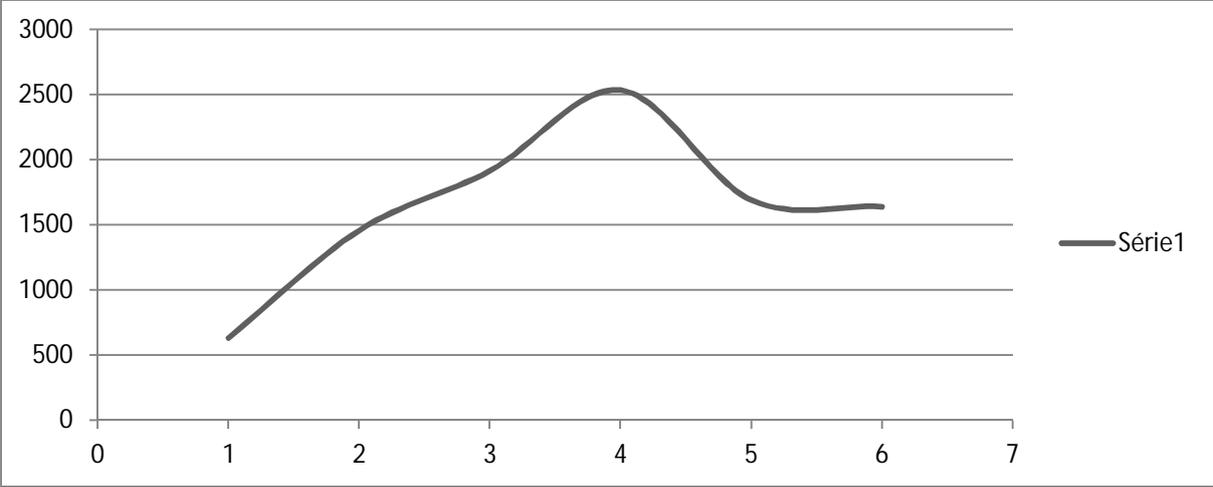
ANNEXE 12 : Graphique des encours de la dette publique



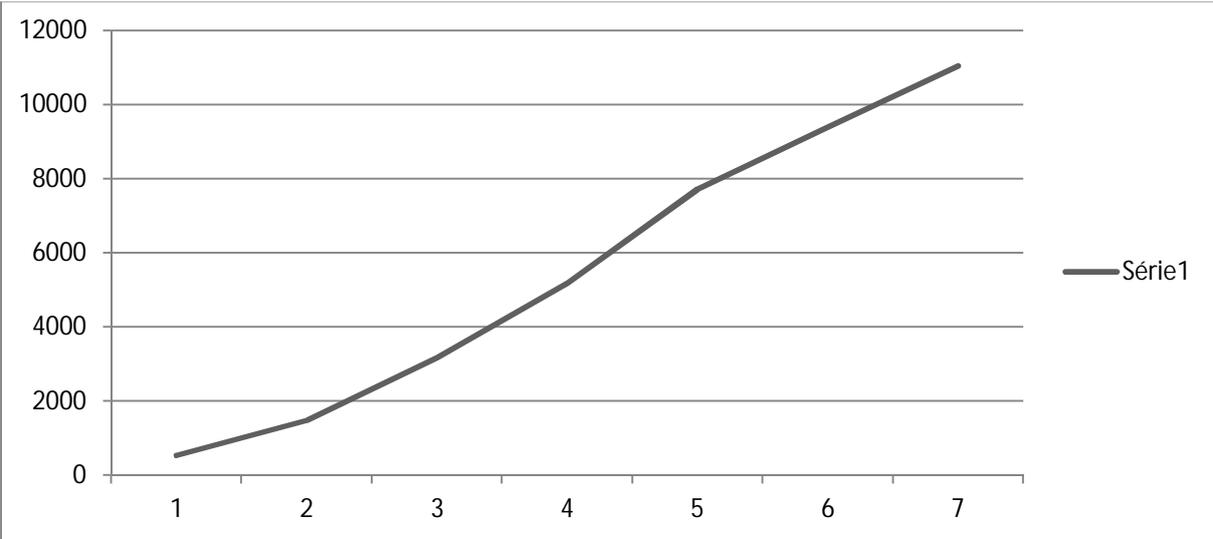
ANNEXE 13 : Graphique des services de la dette publique



ANNEXE 14 : Graphique des flux d'IDE



ANNEXE 15 : Graphique des stocks d'IDE



Nom : RAMILIJONA

Prénom : Tovo

Nombre de pages : 78

Schémas : 04

Tableaux : 15

Résumé :

La dépendance économique est énorme à Madagascar. Si l'on dit : elle doit être anéantie, on dit faux. Elle touche tous les pays du monde via l'essor de la mondialisation.

Réduire la dépendance économique est plutôt l'expression correcte. Et cela doit être concrétisé si la grande île veut sortir du néo-colonialisme actuel.

Mais pour s'acheminer vers un réel développement ; d'où la diminution de cette dépendance, l'Etat malgache doit d'abord se situer dans une réelle bonne gouvernance et ensuite faire preuve d'enthousiasme pour l'économie du pays.

Mots clés : Dépendance économique, Néo-colonialisme, Mondialisation.

Adresse de l'auteur : Lot II N 187 IE Soavinandriana Antananarivo.

Tél. : 032.65.250.30.

Encadreur : Mr Rado Zoherilaza RAKOTOARISON.